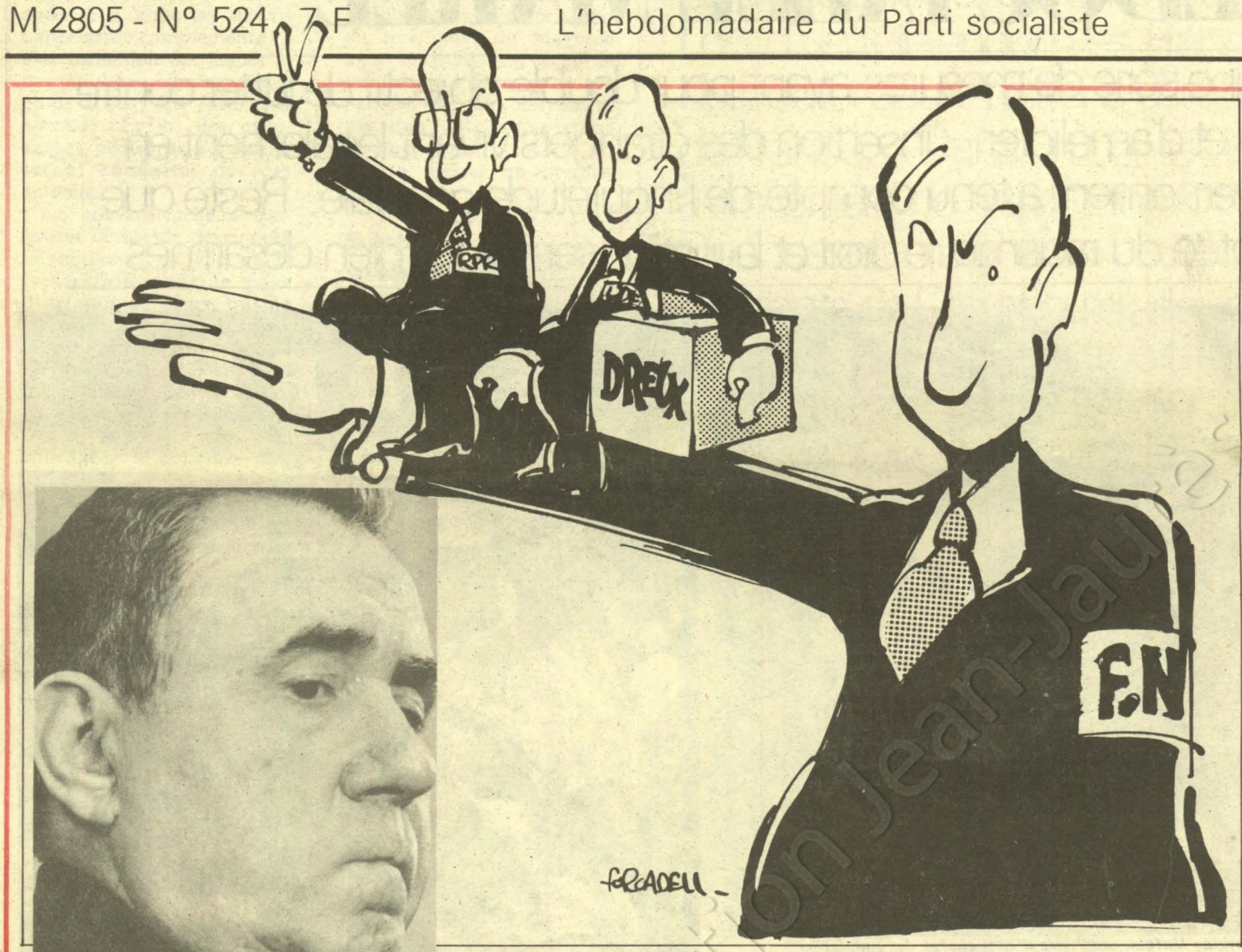
l'unité

M 2805 - N° 524 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 9 septembre 1983



Andrei Gromyko.

EDITORIAL

DU CYNISME ET DE LA VEULERIE EN POLITIQUE

PAR NICOLE CHAILLOT

VEULERIE et cynisme sont-ils les deux mamelles de la « real politik » ? Après les mouvements de menton et les mains sur le cœur, Ronald Reagan vient de passer sans ambages les 269 victimes du Boeing sud-coréen par profits et pertes. Les céréaliers du Middle West américain, dont il espère les suffrages en novembre prochain, ne lui auraient pas pardonné de remettre en cause un fabuleux marché passé avec les Soviétiques au nom d'on ne sait quelle morale. Il est pour le moment question de ne pas ouvrir un consulat à Kiev par mesure de représailles... Andropov peut dormir sur ses deux oreilles et faire donner ses vilains militaires en toute tranquillité pour mieux peser sur l'issue d'une négociation difficile, en l'occurrence sur les euromissiles, ce ne sont pas les dirigeants américains, pourtant très prompts à tirer parti d'une tragédie, oralement parlant bien sûr, qui prendront des mesures de rétorsion. Entre monstres froids, on finit toujours par s'entendre.

L'atmosphère de déliquescence n'atteint heureusement pas tout le monde. La dignité garde ses adeptes et le président de la République a su signifier au ministre des Affaires étrangères soviétique qu'il ne souhaitait pas le rencontrer comme si de rien n'était. La France socialiste, et c'est sa fierté, adapte au plus juste son langage à ses actes.

Dans un même ordre d'idée, Simone Veil qui sait de quoi on parle quand on prononce le mot fascisme s'est adroitement démarquée du pesant imbroglio de Dreux. L'opposante conséquente qu'elle reste ne va pas jusqu'à trinquer avec le diable pour emporter la mairie d'une préfecture. Faisant par cette prise de position astucieuse — et s'attirant ainsi la sympathie de la gauche à peu de frais tout en présidant des meetings communs avec Chirac et Poniatowski — apparaître encore plus criants les silences des autres ténors de l'opposition. Il est intéressant de noter qu'en dépit des déclarations d'un Labbé, qui dans son rôle désormais très au point de porte-voix chargé de dire tout haut ce que Chirac pense tout bas, proclame qu'il voterait des deux mains à Dreux, une ligne de partage très nette existe désormais au sein de l'opposition : entre ceux pour qui la fin justifie tous les moyens et ceux pour qui la veulerie et le cynisme n'étant pas des vertus cardinales n'ont pas pour modèle Ponce Pilate !

Quant à la jubilation qui s'étale dans la presse de droite après le score de l'extrême droite à Dreux, elle est tout bonnement terrifiante. Que ces gens détestent la gauche, c'est une affaire entendue ; qu'ils soient prêts à tout pour la faire tomber, c'est d'accord, mais que des journalistes comme Amouroux ou Jamet — et tant d'autres — s'esclaffent grassement de voir la xénophobie et le racisme convaincre 1 750 Français, modestes dans leur grande majorité, aient pu, sans rire « la droite populaire » — il n'a sans doute jamais entendu parler du Parti populaire français de Jacques Doriot ? — fait froid dans le dos. Ces gens qui se sont faits les chantres moroses d'un néo-pétainisme rampant sont en fait ravis de voir leurs plus pessimistes idées sur la bêtise humaine se concrétiser lors d'un vote.

Pas de panique pourtant. C'est vrai qu'il est très grave que 1 750 Français, modestes dans leur grande majorité aient pu, abusés par la haine ou la misère, choisir délibérément le camp du fascisme. Le ventre d'où a surgi la bête immonde est décidément toujours fécond, et les « intellectuels » qui accordent leur soutien au gouvernement du bout des lèvres ou critiquent à tout bout de champ les initiatives et les mesures en faisant état de leur « déception » feraient bien de mesurer la portée du résultat de Dreux. Le Pen, ministre de la Sécurité publique, ça les tente ? Et pourtant à l'échelle d'une ville, ce sera la responsabilité de son lieutenant, Stirbois, à Dreux, si la droite l'emporte dimanche.

La reconquête de l'opinion publique que le Premier ministre appelle de ses vœux passe peut-être par Dreux. Il est toujours plus aisé de se mobiliser « contre » que « pour ». Et quoi de plus mobilisateur pour le peuple de gauche que la lutte antifasciste ? ●

IMMIGRATION: DES MESURES JUSTES POUR CONTRER UNE RE DOUTABLE MAREE (page 2)

APRES EUX...LE CHAOS (page 3)

RENTREE: UN BON POINT (page 11)

UN PEU D'AIR FRAIS DANS LES COULOIRS DE L'HOPITAL (page 12)

SAINT-ETIENNE ENTRE LA TRIQUE ET LE BATON (page 14)

COSTA DE "Z" A "K" (page 24)

LA VOIE CHILIENNE PAR SALVADOR ALLENDE (page 28)

IMMIGRATION: DES MESURES JUSTES POUR CONTRER UNE REDOUTABLE MAREE

En annonçant une série de mesures ayant pour double objectif de lutter contre les clandestins et d'améliorer l'insertion des étrangers vivant légalement en France, le gouvernement a tenu compte de l'inquiétude générale. Reste que face à la montée du racisme, le droit et la justice semblent bien désarmés

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

SIGNE des temps, l'immigration fait partie des grands dossiers de la rentrée. Posé en réalité depuis une dizaine d'années, ce délicat problème, amplifié par la crise économique, a débouché ces derniers mois sur une virulente campagne xénophobe et raciste lors des élections municipales et sur les événements dramatiques de cet été.

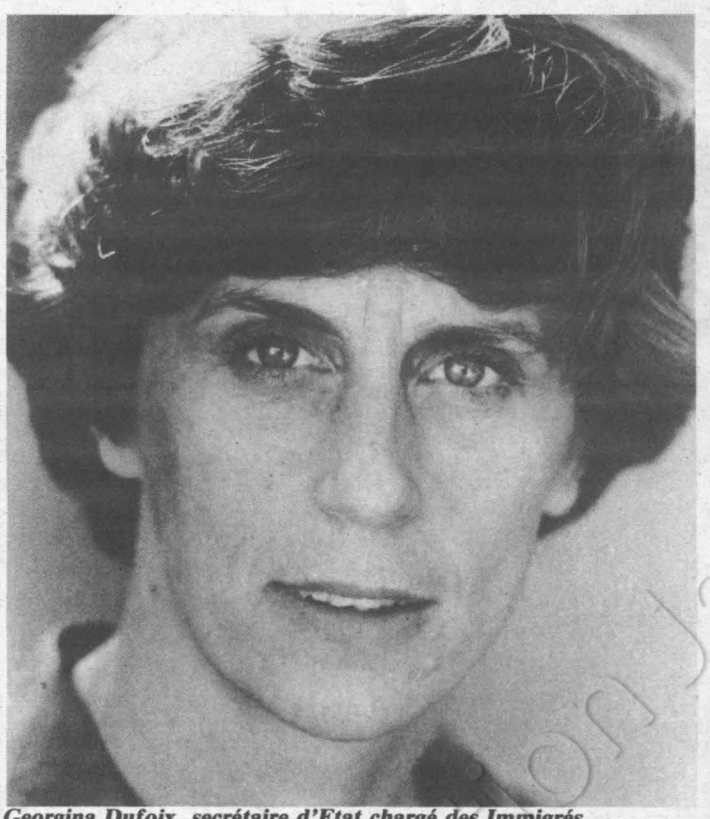
Le gouvernement se devait d'intervenir sous peine de voir dégénérer à terme l'inquiétude entre les deux communautés française et immigrée. Il l'a fait en annonçant le 31 août une série de mesures qui ont un double objectif : la lutte contre les clandestins et l'amélioration de l'insertion des étrangers vivant légalement en France.

Politique nouvelle ? Changement d'orientation ? Non. Le gouvernement se place dans le droit fil de l'action qu'il mène depuis deux ans, les mesures annoncées complétant la législation mise en vigueur depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La principale innovation réside surtout dans la fermeté implacable avec laquelle sera menée cette politique. Surtout en matière de répression de l'immigration clandestine. « Il faut renvoyer les clandestins. » François Mitterrand a été catégorique. Tout comme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs immigrés : « Quatre millions et demi d'étrangers vivent sur notre sol. Nous ne pouvons en accueillir davantage sans risque pour les équilibres économiques. »

Certes, ces principes ont toujours guidé depuis deux ans l'action du gouvernement qui s'est efforcé de faire respecter la fermeture des frontières décidée en 1974. Mais jamais ils n'avaient été réaffirmés avec autant de clarté et de vigueur, notamment par le chef de l'Etat. En conséquence, dans le cadre du contrôle des flux, les mesures présentées par Georgina Dufoix prévoient une multiplication des contrôles en vue de détecter les étrangers en situation irrégulière, une saisine systématique des Parquets, une accélération des procédures, une amélioration de la reconduite à la frontière, dans le respect de la dignité de chacun, la création d'un diptyque (1), un accord avec les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), une concertation avec les pays d'origine des immigrés et avec les pays de la C.e.e.

Pascal Lebrun



Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé des Immigrés.





Sygma

Amendes quadruplées

D'autre part, la limitation de l'introduction de la main-d'œuvre saisonnière (118 000 travailleurs étrangers temporaires en 1981) se traduira par une réduction des contrats de travail de huit à six mois, et l'augmentation de la redevance des employeurs utilisant les saisonniers. Enfin les moyens de lutte contre le trafic de main-d'œuvre vont être renforcés : création de cinquante-cinq postes de contrôleurs de travail spécialisés dans vingt-cinq départements prioritaires, renforcement des services de police dans les régions concernées, augmentation des effectifs de la mission interministérielle contre les trafics de main-d'œuvre et amende quadruplée pour les patrons frauduleux.

Deuxième volet de la politique gouvernementale : l'amélioration des conditions de vie et de l'insertion des 4,5 millions d'étrangers installés régulièrement en France. « Ils font partie de la réalité nationale », a déclaré bien haut François Mitterrand. Mais ils connaissent souvent une situation matérielle précaire et des problèmes administratifs inextricables. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'alléger les restrictions géographiques et professionnelles pour les titulaires d'une carte A (durée de validité d'un an) ou B (durée de validité de trois ans). Ces immigrés ne pouvaient exercer l'activité professionnelle précisée sur leur carte que dans les départements indiqués sur celle-ci. Conséquence de ce système contraignant : des travailleurs immigrés se trouvaient au chômage, alors que des employeurs d'autres régions ou de branches d'activités différentes pouvaient les embaucher. Désormais, il sera mis fin à cette « anomalie ».

D'autres simplifications sont mises à l'étude comme la délivrance de titres uniques. Le regroupement familial sera facilité notamment en favorisant le recours à la procédure d'introduction par laquelle la famille attend, avant de quitter le pays d'origine, d'avoir reçu par l'Office national d'immigration (O.n.i.) l'autorisation de s'installer en France.

En matière de travail-formation-emploi, les nouvelles mesures tendent à rendre plus efficace l'insertion scolaire des enfants d'origine étrangère par une concertation du ministère de l'Education nationale avec les élus locaux et les travailleurs sociaux, à l'élaboration de nouveaux outils statistiques pour répondre aux besoins d'un suivi pédagogique approfondi, au renfor-

cement des fonctionnaires chargés de l'insertion de ces enfants. Une meilleure prise en charge des besoins spécifiques de formation se concrétisera par une réorganisation progressive des financements du Fonds d'action sociale (F.a.s.) qui, en plus de ses actions traditionnelles, est désormais autorisé à apporter un financement complémentaire à la formation des jeunes et des adultes migrants lorsqu'ils suivent une formation normale. Enfin, des expériences pilotes de formation seront conduites dès cet automne.

Le gouvernement a également décidé de développer les initiatives en vue de la réinsertion dans le pays d'origine de ceux qui le souhaitent. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la coopération Nord-Sud par le biais d'accords bilatéraux avec les pays intéressés. Les entreprises seront encouragées à conclure des accords industriels, à recruter et à former des travailleurs immigrés volontaires pour les grands chantiers à l'étranger.

Autant de mesures complétées par celles visant à l'amélioration de l'habitat et au développement de la vie associative.

En général, les partis politiques ont plutôt accueilli positivement l'ensemble de ces dispositions. Idem pour les deux principales centrales syndicales. Pour la C.g.t. : « Les dispositions adoptées et les perspectives ouvertes semblent aller dans le bon sens de certaines de nos préoccupations même s'il subsiste des zones d'ombre et des questions quant aux modalités d'application. » De son côté, la C.f.d.t. souligne qu'« une politique de l'immigration repose sur deux grands axes : favoriser l'insertion sociale des immigrés et la maîtrise des flux migratoires. Après hésitations et zigzags, le gouvernement vient de réaffirmer le choix de cette double option ». Seule la C.g.c. évoque « le caractère superficiel des mesures ».

Sérieusement engorgés

Appliquée avec rigueur, cette politique volontariste et réaliste devrait apporter des résultats à court terme surtout dans le domaine de la lutte contre les clandestins. Toutefois il est inutile de se faire trop d'illusions : malgré une intensification des efforts et des moyens, l'imperméabilité de nos frontières ne sera jamais absolue. Les services de justice spécialisés dans les expulsions et déjà sérieusement engorgés devraient connaître une surcharge de travail. Enfin, plus graves, les risques de « chasse au faciès » sont réels. Georgina Dufoix n'en disconvient pas. Mais elle tient à relativiser le danger et dit en substance : « Ces risques sont moins grands que ceux que pourrait faire courir un dérapage entre les deux communautés. » A ce sujet, le syndicat de la Magistrature a souligné « les risques de glissement non seulement des appareils répressifs, mais aussi de l'opinion ».

Si le gouvernement emploie des moyens sévères et le langage de la fermeté, c'est pour rassurer une partie de l'opinion publique française, mais aussi pour dissuader les pays étrangers d'envoyer leur main-d'œuvre en France. Il sera vraisemblablement compris par les trois pays du Maghreb avec lesquels des accords viennent d'être conclus. Sera-t-il entendu des autres nations ? Réponse dans quelques mois lorsqu'on pourra dresser un premier bilan.

Sans ambiguïté

Si le gouvernement a voulu quelque peu rasséréner la communauté française par une politique répressive à l'égard des clandestins, il a également rassuré les travailleurs immigrés résidents en approfondissant la politique d'insertion de ces 4,5 millions d'étrangers installés légalement en France. Courageusement, face à la montée de la xénophobie et du racisme dans une partie de la communauté française — y compris parfois dans une frange de son électorat —, le gouvernement n'a remis en cause aucun des principes généreux qui ont inspiré sa politique au début du septennat. A ceux qui réclament bruyamment le départ des immigrés — on l'a vu encore à Dreux ces derniers jours — le pouvoir réaffirme sans ambiguïté le droit aux immigrés « réguliers » de rester en France et accroît les moyens de leur insertion. Compte tenu du climat de tension entre les deux communautés, cette politique, si elle ne fait qu'accentuer une voie déjà tracée, n'en constitue pas moins un tournant capital, irréversible.

Le collectif regroupant quarante-trois associations de défense des immigrés estime que « la population française risque de ne retenir que le caractère précis des mesures répressives ». Certes, la lutte contre les clandestins apparaît plus spectaculaire que les mesures d'insertion des immigrés résidents, susceptibles de ne donner des résultats qu'à moyen ou long terme. Mais l'acuité des problèmes impose aux pouvoirs publics de faire preuve d'autant d'ardeur et d'efficacité dans la mise en œuvre du second axe de la politique définie par Georgina Dufoix que dans l'exécution du premier. ●

(1) *Carte de débarquement à deux volets dont devront être munis les ressortissants maghrébins pour des séjours de trois mois maximum. Un de ces volets sera remis par le visiteur aux autorités françaises, l'autre étant conservé par lui pendant son séjour et remis à la sortie du territoire. La comparaison des deux pièces permettra de repérer les voyageurs ayant excédé la durée du séjour autorisé et se trouvant donc en situation irrégulière.*

APRES EUX... LE CHAOS

La droite alliée à l'extrême droite est au pouvoir. Lors d'un référendum, les Français choisissent de bouter deux millions d'immigrés hors de France... Dans un conte – de sorcières – à la manière de "il était une fois", Martine Ducousset imagine un cauchemar que les habitants de Dreux ou d'ailleurs feraient bien de lire avant qu'il soit trop tard

Après que Mohammed eut fait sa valise.

PAR MARTINE DUCOUSSET

QUAND elle oubliait de pleurer ou de se ronger les ongles, Amélie Roncecourte de la Chesnaye avalait deux Mogadon. Pour dormir enfin, pour oublier que Carmen l'avait quittée. Carmen, sa petite perle, sa fée du logis appointée, sa déesse des casseroles et de l'encaustique. Carmen était partie, et Madame flottait au bord de la déprime. La soupière baignait dans son jus, les moutons moutonnaient sans vergogne et Gonzague remâchait sa rancœur devant le pli douteux pris par son pantalon.

Cet idiot de Gonzague... Amélie haussa les épaules et, ne trouvant plus d'ongle, s'attaqua à la peau. C'était à cause de lui et de gens comme lui, qu'on en était arrivé là. Pourquoi diable avoir exigé ce fichu référendum ? Il ne pouvait rien en sortir de bon, elle l'avait toujours dit. Oh, bien sûr, Amélie était comme tout le monde à l'époque, excédée par tous ces immigrés qui lui volaient sa France. Et elle trouvait légitime qu'on voulût se débarrasser d'eux au plus tôt. Mais de là à lui prendre Carmen ! Elle n'était même pas basanée, sa petite merveille domestique. Tout juste un peu mate, mais on s'y faisait très vite. Ah, vraiment, quel funeste jour que ce 3 juin 19.. ! Amélie se remit à pleurer, puis avala deux Mogadon. Avant de som-

(suite en page 5)

Politique française

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

L'impôt de 1984

C'est mercredi prochain que le Conseil des ministres prendra les décisions définitives sur le budget de 1984. C'est ce jour-là donc que sera connu officiellement l'ensemble des mesures fiscales proposées par le gouvernement pour l'an prochain. En attendant cette information complète sur laquelle nous reviendrons, Pierre Mauroy a donné mardi quelques précisions :

— environ 3,5 milliards d'économies supplémentaires ont été décidées sur les budgets de fonctionnement ;

— le prélèvement de 1 % institué l'an dernier pour équilibrer le budget social sera reconduit ;

— la surtaxe progressive sera également reconduite mais à partir de 20 000 francs d'impôts annuels (au lieu de 28 000). Le taux en serait de 5 % (jusqu'à 30 000 francs) à 12 % (au-dessus). Le Premier ministre a souligné que cet impôt supplémentaire toucherait donc les revenus les plus élevés alors que le tiers des foyers fiscaux sont totalement exonérés d'impôts, que le tiers également est dispensé du 1 % et que les deux tiers l'ont été de l'emprunt obligatoire de 1983. Il est certain que les nouvelles mesures fiscales respectent la notion de progressivité comme l'avaient souhaité à la fois le président de la République, le Premier ministre et le Parti socialiste. Ce qui n'empêchera pas un vif débat, déjà lancé par les organisations de cadres, sur le seuil à partir duquel doit jouer l'application de la surtaxe.

Les 17 % de Dreux

La ville de Dreux basculera-t-elle dans l'intolérance et le racisme dimanche prochain ? Les résultats du premier tour sont inquiétants, voire dramatiques. La liste R.p.r.-U.d.f. conduite par Hieaux arrive en tête avec 42,67 % des voix. La gauche qui a vraisemblablement souffert d'un abstentionnisme plus fort qu'en mars (32,50 % contre 30,10 %) n'atteint que 40,61 % perdant également 5 % des voix par rapport au total des listes de gauche et d'extrême gauche du 6 mars. Mais surtout, le Front national a réussi à capter des voix dans toutes les couches de la société drouaise, y compris dans une partie des milieux les plus populaires qui votait traditionnellement à gauche, pour obtenir un score sans précédent : 16,72 %. Son chef de file, Jean-Pierre Stirbois, bras droit de Le Pen et qui avait déjà réalisé 12 % aux dernières cantonales, effectue donc une poussée alarmante. A côté des inepties du genre « il faut lutter contre les fléaux sociaux que sont l'alcoolisme, la drogue, le tabagisme et le cancer », Stirbois a bâti toute sa campagne électorale sur la répression des immigrés. Pour le second tour, Hieaux et ses colistiers R.p.r. et U.d.f. ont accepté de faire liste commune avec Stirbois malgré tout ce que ce dernier peut représenter de propagande haineuse, de mensonges et d'arguments fallacieux. A l'image des centristes locaux du C.d.s. et répondant en quelque sorte à la question directe posée par Lionel Jospin à chacun des leaders de l'opposition, seule Simone Veil a condamné cette fusion sur laquelle, apparemment, ces grands démocrates que sont Chirac, Barre et Lecanuet n'ont pas d'opinion ! Ce désaveu suffira-t-il à faire prendre conscience aux Drouais de l'importance de la menace que ferait planer l'élection de Stirbois au poste de maire-adjoint ? De son côté, la gauche organise à Dreux vendredi un grand rassemblement contre le fascisme avec les élus locaux, des artistes et la population. Bien que difficile, un sursaut de la gauche est loin d'être impossible dimanche...

De Levallois à Suresnes

La droite revancharde ne désarme toujours pas dans les municipalités qu'elle a reconquises. Après le festival de Balkany cet été à Levallois-Perret, c'est au tour du chiraquien Dupuy, maire de Suresnes, de monter au créneau. Il a décidé d'expulser l'Office municipal de la jeunesse et le Cercle Léo Lagrange des locaux que la municipalité précédente, dirigée par le socialiste Robert Pontillon, avait mis à leur disposition. Pour Dupuy, l'attribution de ces locaux à « des associations de propagande socialiste » était « immorale ». Et dans la foulée il a dénoncé le contrat liant la ville avec la Fédération Léo Lagrange. Toujours obsédé par les socialistes, il a mis en demeure la section du P.s. de quitter le local que celle-ci loue le plus régulièrement du monde à une société d'économie mixte.

Enfin ce grand démocrate de Dupuy a bien sûr débaptisé le stade Allende que la population ira néanmoins fleurir le 11 septembre à l'appel des partis de gauche. Sans oublier les innombrables atteintes à la liberté d'expression des élus de gauche au sein du conseil municipal. Enfin, ce R.p.r. de choc organise des inter-villes, sûrement dans le cadre d'une grande culture populaire. Devinez quel a été le premier adversaire de Suresnes ? Levallois-Perret. Ça ne s'invente pas.

Filipacchi contre Hersant

Par le biais de l'agence de publicité « Business » (p.-d.g. Thierry Ardisson qui soutient par ailleurs le projet d'hebdomadaire culturel de Jean-François Kahn), « Paris-Match » et « Elle » vont engager une grande campagne (budget 700 000 F) contre les suppléments de la presse quotidienne Hersant (« France-soir magazine » et « Figaro-magazine ») qu'ils accusent de concurrence déloyale. Amusant de voir Daniel Filipacchi transformé en professeur de morale !

Nouvelle-Calédonie : Sénatoriales d'abord

Ça bouge aussi en Nouvelle-Calédonie. A l'approche des élections sénatoriales du 25 septembre, certains responsables locaux auraient tendance à oublier quelque peu les conclusions de la table ronde de Nainville-les-Roches (Essonne) qui s'était tenue du 8 au 13 juillet sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. A l'issue de ces négociations, présidées par Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, et qui réunissaient tous les protagonistes de la vie politique du territoire, des rapprochements entre toutes les fonctions concernées s'étaient opérés sur l'élaboration d'un nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie.

Pourtant l'acte final n'a pas été approuvé « formellement » par le député de droite, Jacques Lafleur (R.p.c.r.)... qui a néanmoins participé à son élaboration. Il fallait que Lafleur ménage son électorat dans la perspective des sénatoriales. D'où les libertés qu'il prend actuellement avec la réalité des négociations du mois de juillet. Avec sa sérénité habituelle, Georges Lemoine ne s'en émeut guère : « Après les sénatoriales, je dirai ce qui s'est dit à Nainville-les-Roches. Et nous ferons en sorte que le contact établi soit maintenu. » Dès novembre, le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom se rendra à Nouméa pour reprendre le rythme des discussions. Décidément, l'épineux dossier de la Nouvelle-Calédonie n'est pas prêt d'être classé !



Corse : la paralysie ?

Depuis une quinzaine de jours l'assemblée régionale corse est en ébullition. Après avoir voté le budget avec le M.r.g., le P.s. et le P.c., il y a quelques mois, « l'intergroupe des 7 », qui rassemble des groupuscules minoritaires mais permettant à la gauche de s'appuyer sur une majorité politique stable, vient soudainement de basculer dans l'opposition en passant un accord avec la droite.

En échange de ce surprenant renversement d'alliance, ces opportunistes sans vergogne doivent occuper dans les trois offices (hydraulique, développement agricole et rural et transport), ainsi qu'à l'agence de tourisme, onze postes sur quarante-huit dont une présidence. En réalité, cette opération fait le jeu du chiraquien Rocca-Serra qui détient désormais la majorité des pouvoirs au sein de ces organismes essentiels pour l'avenir de la Corse, pour qui ils ont comme objet d'élaborer et de mettre en œuvre la politique régionale.

La gauche s'efforce de « ramener dans le bon chemin » des membres de l'intergroupe qui lui ont été proches politiquement, comme Charles Santoni (ex. P.s.), Dominique Alfonsi (P.p.c.), Ferrandi et Felli (U.p.c.). Si elle n'y parvient pas, l'assemblée régionale risque d'être paralysée. De quoi porter un rude coup au statut particulier de la Corse, et donc à la politique de décentralisation et du gouvernement. La droite qui tire les ficelles n'attend que ça...

Lundi 12 septembre
à 13 heures
le journal d'Yves Mourousi
sur T.f.1
sera réalisé
dans les locaux
de « l'Unité »
avec la participation
de Pierre Mauroy
Premier ministre

Tchad : Non aux schématismes

Le Tchad fonctionne comme un révélateur, déclenchant en France même des réactions d'un schématisme outrancier réservées d'ordinaire à des situations plus extrêmes. Observons toutefois que, progressivement, un large consensus national s'est dessiné pour approuver l'orientation globale — donc l'intervention militaire — de la politique proposée par le président de la République française. Seule apparemment une partie de l'extrême gauche n'a rien compris au film. Elle n'a d'ailleurs — et c'est sans nul doute regrettable — rien compris à ce qui se passe et à ce qui se joue dans notre pays depuis le 10 mai 1981. Il est de peu d'utilité de condamner l'intervention française au Tchad si l'on a rien à proposer à la place en matière de politique africaine.

L'Afrique ne mérite ni ces schématismes ni ces raccourcis. Au-delà des faits ponctuels, ce à quoi la gauche française doit porter prioritairement attention, c'est à ce qui avance dans le sens d'une démocratie politique et sociale sur le continent africain. Si la France a un rôle à jouer, c'est peut-être d'abord en permettant, autant que faire ce peut, à l'Afrique d'échapper à la rivalité des superpuissances. La situation tchadienne est de ce point de vue particulièrement significative.

Le rôle de la gauche est aussi de rappeler à chaque instant que la présence française est d'abord une présence pour la paix et pour une solution négociée par les différents représentants du peuple tchadien. Cela relativise du même coup le chant jusqu'au-boutiste des va-t'en guerre pour lesquels l'Afrique ne serait encore qu'un vaste terrain de manœuvre colonial.

La réalité africaine est complexe : que penser, par exemple, de la présence sur le front tchadien de troupes zaïroises de Mobutu ? Il serait particulièrement malsain que le régime de celui qui, de notoriété publique, s'enrichit sur le dos de son peuple et étrangle les libertés dans son propre pays s'érige peu ou prou en gendarme des autres.

Ni schématisme ni raccourci : la réalité politique et militaire tchadienne est, que cela plaise ou non, plurielle. Les deux principaux rivaux ont été, tour à tour, rebelles et chefs de gouvernement. Aujourd'hui, l'heure est à la négociation. Des émissaires de la présidence de l'O.u.a. (Organisation de l'unité africaine) se sont rendus dans les capitales africaines les plus sensibles. Il faut rappeler avec force que l'avenir du Tchad ne peut appartenir qu'aux Tchadiens eux-mêmes ; ceux du Nord comme ceux du Sud. Reste à le faire comprendre à la Libye du colonel Kadhafi, et aux deux superpuissances qui agissent davantage masquées. La France ne saurait céder à de quelconques pressions, d'où qu'elles viennent.

Gageons que la situation au Tchad comme, plus globalement, la situation saharienne ne seront pas absentes des entretiens que Pierre Mauroy aura, cette fin de semaine à Alger, avec le président Chadli Bendjedid.

G.S.



(suite de la page 3)

brer dans un sommeil peuplé de cafards et d'araignées, elle eut quand même le temps de sourire méchamment en pensant aux ennuis de Gonzague. Après tout, il y avait une justice. Son cher mari avait dû renoncer à traiter avec ses habituels partenaires industriels étrangers. L'odeur nauséabonde et la saleté qui régnaient dans son usine de Corbeil depuis le départ de l'équipe sénégalaise de nettoyage avaient fait fuir aussi bien les Japonais que les Allemands. La tête de Gonzague faisait plaisir à voir ! Enfin apaisée, Amélie s'endormit comme une masse.

Tout droit au massacre

Amélie rêvait, et la France vivait un cauchemar. Six mois déjà depuis le 3 juin 19.., six mois depuis ce funeste référendum qui allait amener le pays au bord du gouffre. Pourtant, tout le monde l'avait voulue, cette consultation. Et même, elle devenait urgente. Jusqu'à présent, les xénophobes s'étaient contentés de manifester. « La France aux Français. » « Deux millions d'étrangers = deux millions de chômeurs. » Mais, depuis quelques semaines, c'était l'escalade. L'incompréhension virait à la haine, la haine devenait assassine. La France régressait, se réveillait barbare. Elle ratonnait, lynchait, brûlait et violentait. Si le gouvernement ne réagissait pas immédiatement, on courait tout droit au massacre.

« Oui, il faut les bouter hors de nos frontières. » C'est avec une courte majorité que le pays décida de rejeter la différence. Le gouvernement prit immédiatement les mesures nécessaires. Par train, par bateau, par avion, des milliers et des milliers d'étrangers regagnèrent leur terre natale. L'exode dura quinze jours. Deux millions de personnes, ça ne s'évacue pas si facilement. Chaque vol à destination d'Alger, de Rabat et de Tunis était archicomplet. Air-France dut accélérer la cadence. Les gares étaient bondées, les aéroports grouillaient et la France exultait. Enfin seule !

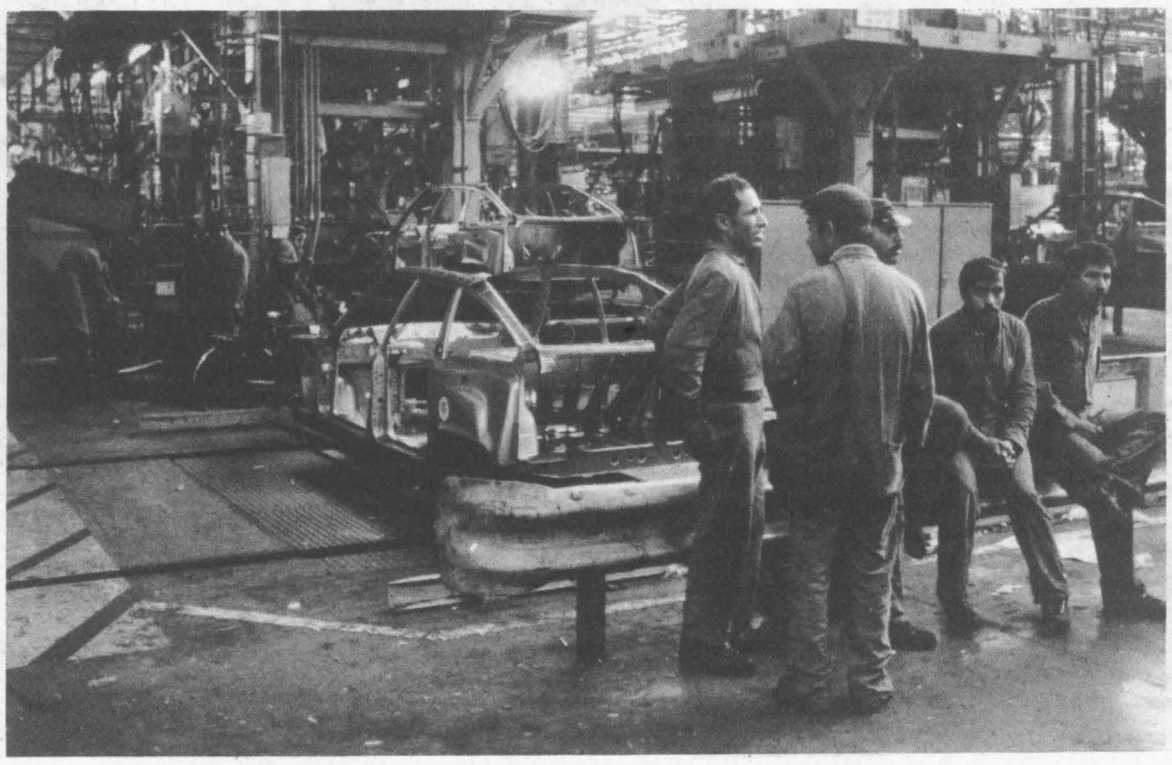
Le bonheur ne dura pas longtemps. Juste deux mois pour savourer les délices d'un Barbès résolument franchouillard et d'un Vieux Port rendu aux Marseillais de souche. Puis vinrent les premières informations alarmantes. A la station de métro « Ranelagh », un honnête citoyen du nom de Jean Guimard venait de se faire attaquer par un rat. Plusieurs morsures, dont une très sérieuse à la gorge. Le malheureux succomba très peu de temps après son admission à l'hôpital. Les pontes de la R.a.t.p. s'arrachaient les cheveux. Ils avaient beau multiplier les petites annonces dans les journaux et doubler les salaires promis aux éventuels nettoyeurs du métropolitain, personne ne se présentait. Quelques candidats seulement avaient franchi la porte du bureau d'embauche, mais s'étaient enfuis à toutes jambes quand ils avaient compris la nature du boulot qu'on leur demandait. A Nantes, un bébé plus allergique que d'autres n'avait pas supporté l'insalubrité de la crèche à laquelle il avait été confié. Tous les efforts des médecins pour le réanimer furent vains.

Gigantesque poubelle

La France était devenue une gigantesque poubelle. Une France jonchée de détritus, une France graisseuse et malodorante. Les rats pullulaient et mordaient, les mouches besognaient et la pourriture empestait. A Paris, impossible de trouver plus d'un ou deux éboueurs par arrondissement. La Ville des Lumières s'était transformée en Cité de la Saleté.

Au compte-gouttes

Avenue Foch et avenue Bosquet, on respirait encore. Parce qu'en y mettant le prix, les propriétaires d'hôtels particuliers avaient réussi à s'offrir les services de plusieurs videurs d'ordures. Mais ces messieurs-dames ne s'en réjouissaient pas pour autant. Les affaires marchaient si mal que les actions en Bourse qu'ils détenaient n'avaient plus d'autre valeur que celle d'un papier tout juste bon à allumer un feu de cheminée. Partout, c'était le chaos. Renault et Peugeot venaient de déposer leur bilan. Depuis qu'Ali, Youssef et Mustapha avaient regagné leurs pénates, les ateliers décimés ne sortaient les voitures qu'au compte-gouttes. Pas en nombre suffisant, en tout cas, pour faire prospérer une entreprise. Quand il avait voté « oui » le 3 juin, Joël Matuvu, un des responsables de chez Peugeot, avait complètement oublié que ces immigrés qu'il détestait représentaient près de 26 % de la main-d'œuvre utilisée dans l'automobile. Et ces 26 %, il n'arrivait pas à les remplacer. Même s'il



(suite en page 6)

(suite de la page 5)

reconnaissait en son âme et conscience la difficulté pour un jeune Français d'accepter le statut d'O.s., ça ne l'empêchait pas de pester.

Devant la gravité de la situation, le présentateur d'Antenne 2 prit un ton solennel pour déclarer : « La France a peur », par trois fois, avant de passer à l'information du jour : 168 automobilistes avaient trouvé la mort sur les routes de France en l'espace de trois jours. Pas par imprudence, non. Mais parce qu'on manquait de main-d'œuvre dans le génie civil, et que la réfection du réseau routier passait à l'as. « La situation est grave, s'exclama le présentateur. Et elle est catastrophique dans le bâtiment. Un exemple tout récent : M. Jacques Chirac a dû abandonner le projet de nouveau bâtiment pour la mairie de Paris qui lui tenait tant à cœur. Lui qui trouvait l'Hôtel de Ville trop vétuste et archaïque devra s'en contenter. M. Chirac a recruté les architectes et les ingénieurs nécessaires, mais pas les ouvriers. Gardons-nous d'oublier que, parmi tous ces étrangers que nous avons fait partir, 44 % travaillaient dans le bâtiment. Oui, la situation est grave. Que compte faire le gouvernement ? » Partout en France, on commençait à manifester. Pour le retour des étrangers. Pour la première fois de sa vie pourtant fertile en événements de toutes sortes, Amélie Roncecourte de la Chesnaye descendit dans la rue. Avec elle, des centaines d'emperlouzées criaient le même slogan : « Portugaises, Espagnoles, avec nous ! La cuisine aux étrangères ! » Pas très loin de là, Gonzague vociférait sous les fenêtres de l'Elysée, en compagnie de quelques cravatés comme lui, pour réclamer le retour de « ces honnêtes travailleurs sénégalais qu'on n'aurait jamais dû laisser partir ». Et à quelques pâtés de maisons, les amateurs de bouffe faisaient la grève de la faim pour obtenir la réouverture de leurs restaurants favoris. « Vous comprenez, expliqua



Jérôme Dupneu à un reporter de France-Inter, notre vie est un enfer. Allez trouver, maintenant, un vrai couscous, un poulet au curry mangeable ou des loukoums acceptables ! C'est intolérable, le gouvernement doit agir ! » A Dreux, Jean-Pierre Stirbois, membre éminent du Front national, venait d'être interné dans une clinique psychiatrique. Dépression nerveuse. Le pauvre, privé de son os électoral, avait craqué. A La Gaumont, on angoissait ferme. Bernard Blier avait dû renoncer à donner le premier coup de manivelle de son film : « les Valseuses à Alger », faute de figurants. Sur les lignes à destination du Maghreb, Air France faisait faillite. Et le déficit de la Sécurité sociale ne cessait d'augmenter, depuis qu'il n'était plus possible de ponctionner des étrangers moins demandeurs de remboursements que les Français, donc manne providentielle pour l'assurance maladie.

Oui, tout allait mal. Mais ce qui mit le feu aux poudres, ce qui amena le gouvernement à faire un appel d'offres aux ex-immigrés, ce fut un événement sportif. La finale des Internationaux de tennis à Flushing Meadow. Vainqueur du tournoi (Mc Enroe et Connors avaient pris leur retraite, Lendl et Wilander étaient blessés), Yannick Noah devenait champion du monde. Mais un champion du monde camerounais. Ecœuré par les résultats du référendum, Noah, qui, jusque-là, avait gardé la double nationalité franco-camerounaise, décidait alors de ne défendre que les seules couleurs de son pays natal. Il avait gagné, il était champion du monde. Camerounais. La France le prenait très mal. Elle avait déjà vu son football national se rendre ridicule dans les compétitions européennes depuis que le ballon rond n'était plus qu'une affaire de Français, elle n'allait pas en plus laisser échapper un sportif susceptible de redorer un blason bleu-blanc-rouge bien malmené sur tous les stades du monde.

Un pays exsangue, un pays mourant

L'émeute approchait. Le Conseil des ministres se réunit tous les jours pendant une semaine avant de lancer un appel au retour en France des « travailleurs de tous les pays amis ».

L'appel fut entendu. Mais seulement en France. Echaudés par l'expérience, la tête encore douloureuse des souvenirs d'antan, les étrangers restèrent chez eux. Et la France devint un pays exsangue, un pays mourant. Amélie Roncecourte de la Chesnaye mourut de langueur, son mari finit chez les fous. Tous ceux qui avaient voté « non » au référendum tentèrent de redresser le pays. Mais ils échouèrent devant ce travail de titan. Ils partirent vivre ailleurs, et la France devint colonie américaine. Pour avoir oublié que deux millions d'immigrés, c'est deux millions de forces vives. Et que la terre d'asile des uns se confond toujours avec la liberté de tous. ●

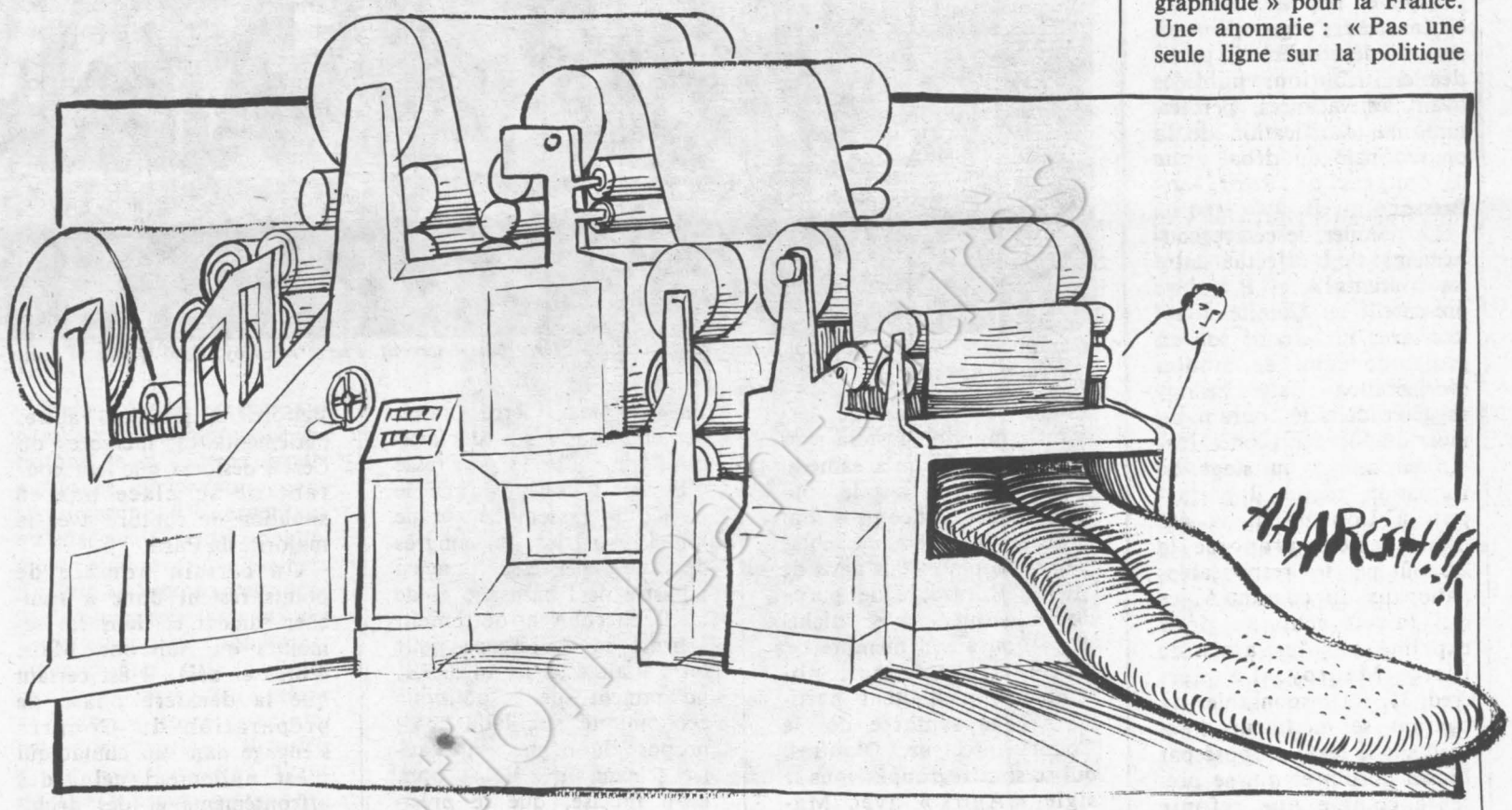




IMPRIMERIE : MASTICS ET BOURDONS A MONTSOURIS

Les 703 travailleurs de Montsouris sont bien déterminés à ce que leur entreprise ne vienne pas grossir le grand cimetière français de l'imprimerie ... en attendant un hypothétique plan graphique

PAR CLAUDE JADOUL



« S'IL le faut nous recommencerons « le Parisien libéré ». » Bien déterminés à gagner, les 703 travailleurs et travailleuses de chez Montsouris, la grande imprimerie offset de Massy. Ils l'ont bien fait savoir pendant l'été : blocage de la sortie du « Point » et de « l'Express », occupation du ministère de l'Industrie, etc. Le grand jeu quoi. Ils sont prêts à « remettre ça ». Claude Germon, député-maire de Massy, est bien d'accord avec eux : « Pas question de fermer une entreprise comme celle-là. » Mais avec aussi un sérieux bémol. « Il faut, dit Germon, restructurer l'ensemble de la profession. » Impossible, en effet, de porter un jugement sérieux sur les comptes de Montsouris sans se pencher sur l'évolution alarmante des trois ou quatre « grands » du secteur.

Sans l'aide, détournée ou non, de l'Etat, ni Ginioux, ni Didier, ni Paul Dupont ne boucleraient leurs fins de mois. Anormal. « La France n'a pas d'avenir graphique » : la réponse giscardienne et pompidolienne s'est soldée par la perte de milliers d'emplois. Illustration (Bobigny), Desfosses Néogravure (Issy-les-Moulineaux), Victor-Michel (Arcueil), Heirou, dans le XXe, Offprint, dans le XIXe, Chaix à Saint-Ouen, I.n.p. à Levallois, Dragger à Montrouge, Lang, un fameux paquet de cadavres. Au tour de Montsouris ? Fin juin, tout pouvait faire craindre un dépôt de bilan. Et sans l'action décidée de Claude Germon et de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, on risquerait fort de ne plus parler de Montsouris qu'au passé. Car la situation de l'entreprise est loin d'être saine. Elle traîne derrière elle un énorme boulet. Ses charges financières ont « mangé » 18 % du chiffre d'affaires en 1982. Près de 40 millions au total.

« Indo-Suez a toujours payé, depuis des années », explique Tony Delgado, le délégué syndical C.g.t. Il est vrai qu'Indo-Suez a refilé le « bébé » au groupe Vaturi, il y a dix ans, et que la banque n'a cessé d'éponger, depuis. « Nous avons des difficultés depuis qu'Indo-Suez a été nationalisé. Pourquoi ? Les dirigeants sont restés les mêmes », accuse Percheron, un autre délégué syndical cégétiste (la C.f.d.t. est très minoritaire chez Montsouris). A vérifier.

Toujours est-il que Montsouris aurait sombré depuis longtemps sans les ballons d'oxygène successifs. Indo-Suez a souscrit, sans barguigner, aux énormes investissements décidés par l'ancien p.-d.g. de l'imprimerie, Daniel Morgaine, un homme de presse bien connu. Et des investissements pas toujours heureux. La « Colorman », par exemple, une machine mieux adaptée aux imprimeries de quotidiens qu'à la production de Montsouris. Aujourd'hui, cet outil n'est pas encore totalement au point. Et les 210 millions de francs lourds d'investissements sont parfois « disparates », disent les ouvriers. On perd toujours un temps fou à « caler » les machines depuis deux ans qu'elles sont installées. Une bonne explication à cela, peut-être : Daniel Morgaine, l'ex-p.-d.g. (actuel dirigeant de « Idée et Communication », la société mère) et beau-frère de Vaturi, a, depuis des années, un vaste projet. La création d'un quotidien parisien tout en couleurs. La fameuse « colorman » aurait été achetée pour ce projet, remis à des temps meilleurs. Une conséquence : la formation au nouvel outil des travailleurs n'est pas, elle non plus, totalement achevée. Et ce n'est pas faute d'y mettre du sien, de la part du personnel. « Quatre cents travailleurs suivent actuellement une formation en dehors des heures de travail », dit Tony Delgado. Mais l'investissement pèse lourd sur les résultats de fin d'année. 60 millions de pertes en 1982, 90 millions en 1983, les dettes de l'entreprise pèsent lourd dans ce total.

Et la lutte au couteau que se livrent les quatre grands n'est pas faite pour arranger les choses. « Le secteur tout entier travaille à perte », expliquent les délégués syndicaux. On s'arrache les marchés à (grands) coups de rabais. « C'est bien simple, les prix réels ont baissé de 25 % en trois ans », affirme Claude Germon qui adresse note sur note à Pierre Mauroy et à Laurent Fabius. « La concurrence n'est pas saine. » Et les investissements ont parfois créé des « surcapacités ». Une bonne raison aussi à cela : la charge de travail est mal répartie entre les quatre « grands ». Fabriquer, quasi simultanément, « V.s.d. », « Télérama », « le Point » et « l'Express », sur deux jours, relève de la prouesse technique à Montsouris. « Le reste de la semaine les machines ne tournent pas assez. » Il faudrait une planification des titres. Difficile à obtenir des éditeurs qui peuvent passer à la concurrence, pour un oui ou pour un non.

Et les principaux concurrents de Montsouris, Ginioux et Didier, sont à l'affût. Germon confirme : « On ne s'en sortira pas dans le secteur si la profession n'adopte pas un plan, des prix - plancher. La solution, ce n'est pas de subventionner Montsouris, c'est de revoir le fonctionnement de la profession dans son ensemble. » Percheron est bien d'accord là-dessus. Et Claude Germon a soumis un plan — simple — à l'Industrie. « Il faut, simultanément, adopter un plan pour l'entreprise (une meilleure répartition de la charge de travail) de la profession et débuter le rapatriement d'une partie des titres qui sont édités à l'étranger », propose le député-maire de Massy. Le seul moyen pour équilibrer. Et pas seulement pour Montsouris.

Bref, élaborer un « plan graphique » pour la France. Une anomalie : « Pas une seule ligne sur la politique graphique dans le IXe Plan... » Mieux : les pouvoirs publics éditent toujours à l'étranger. Et le paquet des 339 titres dans ce cas représentent 1 400 emplois, d'après le syndicat du Livre. « Toutes ces raisons expliquent que notre marché se réduit comme une peau de chagrin », poursuit Percheron.

Un secteur malade donc. Germon a proposé la réunion d'une table ronde. En attendant, ceux de Montsouris campent sur leurs positions et attendent, de pied ferme, les conclusions du cabinet Bossard, le bureau d'études chargé par Matignon de débroussailler la situation avant la fin du mois de novembre.

Virtuellement, c'est vrai, Montsouris est en état de cessation de paiement, il n'y a plus de fonds de roulement. Indo-Suez assure les échéances après une intervention énergique des pouvoirs publics. Et les principaux clients de Montsouris — « V.s.d. », « Télérama », « le Point » et « l'Express » — ont fait un geste. Paiement comptant des factures et avance d'un numéro. Mais pas question de mettre des billes dans l'entreprise. Reste que les quatre hebdos seraient bien embêtés en cas de fermeture de Montsouris dont les ouvriers sont bien décidés à empêcher leur parution ailleurs. Et le livre a des moyens, y compris au niveau de la distribution. ●



LA SYNTHESE ET LE DEBAT

Le Comité directeur de cette fin de semaine enregistrera une première synthèse et ouvrira la phase finale du débat pour le congrès de Bourg-en-Bresse

PAR ANTOINE VIOLET

LE Comité directeur dit « de synthèse » qui se réunit samedi à Paris aura bien joué son rôle puisque en prévision de cette échéance, des regroupements se sont déjà opérés à partir des contributions publiées avant les vacances, permettant une clarification de la phase finale du débat pour le congrès de Bourg-en-Bresse.

Le premier de ces regroupements s'est effectué entre les courants A et B qui se présentent au Comité directeur avec un accord sur un projet commun de motion d'orientation. Cette fusion, suggérée dans le courant du mois d'août par Lionel Jospin en marge du stage de formation auquel il participait à Lourmarin, a été officiellement proposée le 24 août par les responsables nationaux du courant A, ce qui faisait écho au désir exprimé par les amis de Pierre Mauroy. Le mercredi 31, les responsables du courant se mettaient d'accord sur le texte proposé par Lionel Jospin et qui se présente comme une refonte quelque peu réduite de la contribution diffusée en juin, actualisée sur certains points en fonction des événements de l'été (Tchad, rapports Est-Ouest, union de la gauche, politique économique et sociale, problèmes de l'immigration, etc.).

Ce texte soumis dès le lendemain par Lionel Jospin à Jean Le Garrec a été accepté, sous réserve de quelques modifications, par les représentants du courant B qui, réunis samedi à Lille autour du Premier ministre, ont donné leur accord pour qu'il devienne un projet commun aux deux courants. Ce qui ne signifie pas la fusion définitive de ceux-ci. Rodolph Pesce, député maire de Valence et porte-parole de la réunion de Lille, a d'ailleurs précisé : « Notre sensibilité se porte bien. Nous ne voulons ni un sabotage de notre courant ni son intégration, mais un regroupement dans un large courant majoritaire. »

Dans le même temps, plusieurs centaines de militants du courant A, venus de toutes les fédérations départementales, ratifiaient à Paris l'accord dont Lionel Jospin leur rappelait la chronologie.

Cette première synthèse sur un texte qui trace des lignes d'action pour le Parti dans une optique de soutien dynamique au gouvernement (il doit être complété par une liste de propositions concrètes) s'étendra-t-elle au-delà des courants A et B ? La question restera sans doute posée jusqu'à samedi. En ce qui concerne le courant C, des rencontres ont eu lieu cette semaine entre Lionel Jospin et des amis de Michel Rocard. Une partie de ces derniers, avec Michel de la Fournière, membre du secrétariat national, notamment, souhaitent participer à la synthèse dès le Comité directeur. D'autres, qui se sont regroupés sous le sigle « Agirs » avec Marie-Noëlle Lienemann, Alain Richard, J.-P. Worms, etc. (1), paraissent plutôt décidés à soumettre leur propre texte au débat des sections.

Reste le courant E (Cérès). Lors de la réunion des militants du courant A, samedi, Pierre Joxe a exprimé le souhait qu'il puisse participer dès maintenant à la synthèse, afin que celle-ci soit générale. Telle ne paraît cependant pas être l'intention des responsables du courant E. Si Georges Sarre, dans une interview au « Matin », et Jean-Pierre Chevènement, dans ses déclarations au Club de la Presse d'Europe 1, ont exprimé le vœu d'un rassemblement de tout le Parti lors du congrès de Bourg-en-Bresse, l'ancien ministre de l'Industrie et de la Recherche a nettement affirmé sa préférence pour qu'il y ait d'ici là un débat, notamment sur la politique économique sur laquelle il propose lui-même « un autre schéma ». « Il est bon, a-t-il précisé, que le président de la République puisse avoir plusieurs politiques à sa disposition. » Il y aura donc vraisemblablement à l'issue du Comité directeur de samedi un projet de motion du Cérès, ce qui serait d'ailleurs dans la logique de l'intervention de Jean-Pierre Chevènement devant la convention du 28 mai dernier. Le texte en sera cependant rédigé dans la perspective d'une synthèse générale à Bourg-en-Bresse, ainsi que l'avait demandé Raymond Forni, député de Belfort, et plusieurs autres parlementaires, membres du Cérès, désireux que leur courant ne se place pas en situation de rupture avec la majorité du Parti.

Un certain nombre de points restent donc à trancher samedi et dans les semaines qui suivront. Mais, d'ores et déjà, il est certain que la dernière phase de préparation du Congrès s'engage dans un climat qui n'est nullement celui des affrontements et des déchirements, que certains, toujours trop prompts à prendre leur désirs pour des réalités, décrivaient avant l'été. Le Parti socialiste reste bien le seul parti français doté d'une véritable vie démocratique où un congrès n'est pas un spectacle couronnant un processus soigneusement préparé à l'avance, mais la conclusion d'un débat sur des idées et des propositions. Même si, pour des raisons évidentes, ce débat ne peut avoir la même ampleur que lorsque le Parti était dans l'opposition, il est bon qu'il se déroule avec de la part de chacun la volonté de se rassembler pour soutenir la politique du président de la République et du gouvernement. C'est incontestablement ce mode de fonctionnement démocratique qui vaut au P.s. d'avoir toujours dans l'opinion la meilleure image des partis français (2). ●



Pascal Lebrun

Jean Poperen, Marcel Debarge, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy, Paul Quilès et Louis Mermaz à la tribune de la dernière convention nationale du Parti.

(1) c.f. la tribune publiée dans « l'Unité » de la semaine dernière.

(2) Le sondage de rentrée Sofrès — « Figaro-Magazine », qui traduit une remontée de François Mitterrand, Pierre Mauroy et Jacques Delors et un recul de tous les dirigeants de l'opposition, indique aussi que le P.s. dispose de 47 % de bonnes opinions contre 41 % de mauvaises. La cote de tous les autres partis demeure négative : 39-43 pour le R.p.r., 38-43 pour l'U.d.f., 20-66 pour le P.c.

S'UNIR POUR AGIR

PAR GERARD CAUDRON

UNE chose est sûre : la droite, les droites savent mobiliser leurs troupes sur tous les terrains, sur tous les thèmes et par tous les moyens.

Une autre chose est tout aussi certaine : la gauche, les gauches sont incapables de mobiliser les leurs, quels que soient les résultats obtenus, quels que soient les objectifs, quels que soient les périls.

De toutes les difficultés, de toutes les inquiétudes pour la gauche en cet été 1983, ce double constat est certainement le plus préoccupant.

Déjà, en mai et juin 1981, on pouvait le sentir : pour réussir le changement, la gauche avait besoin de trois choses :

1°) *la présidence de la République :* le 10 mai, la lui avait donnée ;

2°) *une majorité au Parlement :* les législatives avaient dépassé toutes les espérances.

3°) *une intense mobilisation populaire :* et là, ce fut le vide...

Ceux qui avaient soutenu la gauche en attendirent les résultats en consommateurs d'abord impatients, puis sceptiques et aujourd'hui, souvent très critiques.

Et, pourtant en deux ans, la gauche, le gouvernement, le président ont réussi sur le plan économique à faire aussi bien sinon mieux que toutes les droites tout en engageant sur tous les plans les grandes réformes promises et attendues pour faire de notre pays un Etat moderne et plus juste.

On mesure mal aujourd'hui ce double élément pourtant unique dans notre histoire, lorsqu'on le compare à 1936, 1945 et bien sûr 1956.

Et malgré ces résultats fondamentaux pour notre avenir, sans un sursaut rapide, la gauche, pourtant légalement assurée, peut chuter !

Oui, il lui faut mobiliser ses troupes, reprendre l'offensive idéologique sur les libertés, l'école, la justice, l'indépendance économique...

Il lui faut dénoncer l'insolence d'une droite réactionnaire.

Il lui faut expliquer au peuple de gauche ce que signifierait le retour d'une droite hargneuse et souvent imbécile, quand elle n'est pas dangereuse... Quelle réaction ! quelle restauration ! nous préparent-ils... Chacun le sent bien... Il suffit de les écouter et de les regarder.

LA TRIBUNE DU CONGRES

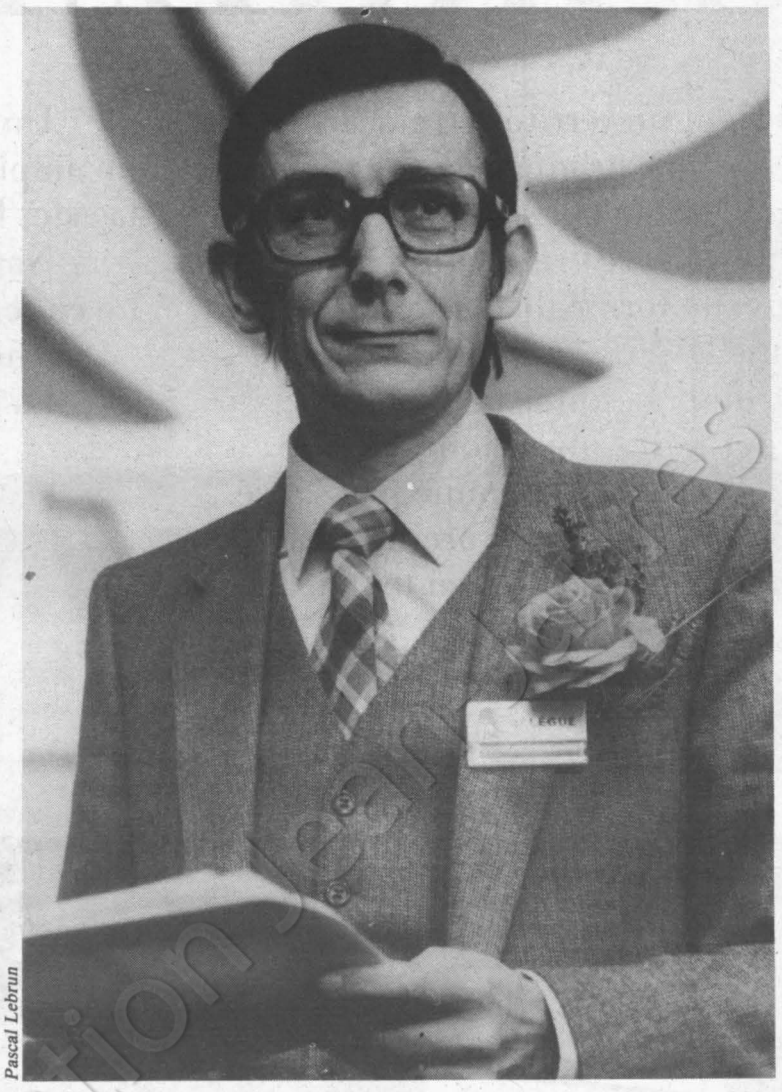
ALERTE A LA DROITE

PAR GERARD DELFAU

DANS son numéro du 1er septembre, le « Financial Times » porte ce diagnostic en forme de devinette : « Quel pays industrialisé de l'Ouest dispose actuellement de réserves de devises records (officiellement), a pratiquement supprimé son déficit de la balance des paiements au trimestre dernier, a ramené son taux d'inflation à son plus bas niveau depuis dix ans et réellement réussi à maintenir son taux de chômage à son étiage des douze derniers mois ? » Ce pays, on l'a compris, c'est la France...

Ce jugement d'un expert qu'on ne peut soupçonner d'indulgence en faveur d'un gouvernement socialiste explique pour une large part la relative discrétion des leaders de la droite en cette rentrée. Sauf sur un point, celui de la lutte idéologique. Raymond Barre, qui connut en tant que Premier ministre, tant de Berezina sur le front de l'emploi et des prix, croit pouvoir annoncer une « déroute idéologique de la gauche ». M. Léotard, porte-parole de l'ancien président, oublie le cuisant échec de « Démocratie française » et s'aventure jusqu'à affirmer : « En fait, nos idées ont déjà en grande partie gagné. Le Parti socialiste a renoncé au combat idéologique. » On pourrait sourire de la prétention de nos deux idéologues. Il vaut mieux décoder le message. Longtemps sur la défensive, la droite revendique maintenant l'hégémonie culturelle dans notre pays. Elle sait qu'au défi que nous représentons pour elle, elle ne peut répondre uniquement sur le plan de la gestion ou en jouant des réflexes de peur. Il lui faut une autre légitimité qui s'acquiert dans le débat des idées. Elle observe que la gauche connaît depuis quelques années une sorte de « panne idéologique ». Elle veut pousser l'avantage, avant les échéances de 1986 et 1988. Nous aurions tort de sous-estimer le danger. Après le début de remise en ordre économique, dont nous crédite le « Financial Times », vient pour nous le moment de reconquérir le terrain des idées.

Encore faut-il essayer auparavant de comprendre les raisons de la toute nouvelle assurance de la droite dans un domaine d'intervention qu'elle avait traditionnellement tendance à déserter. En fait la montée des idéologies conservatrices, ou franchement réactionnaires, est ancienne. Elle ne date pas du 10 mai 1981, même si notre victoire précipite leur cristallisation. Il suffit de se souvenir que l'été 1979 fut salué par la presse comme celui de la « Nouvelle Droite ». Il avait été précédé par la mode des nouveaux philosophes, liquidateurs de Mai-1968 et caution « gauchiste » du néo-libéralisme », fût-ce parfois à leur corps défendant. Dès 1977, Jacques Chirac diffusait au nom du R.p.r., qu'il venait de fonder, une série de plaquettes à forte charge idéologique. Dans l'une d'elles, intitulée « De la démocratie », il donnait cette définition : « La démocratie consiste d'abord à fonder un pouvoir légitime : seul légitime et partant souverain. Elle est donc essentiellement un système d'autorité. »



Pascal Lebrun

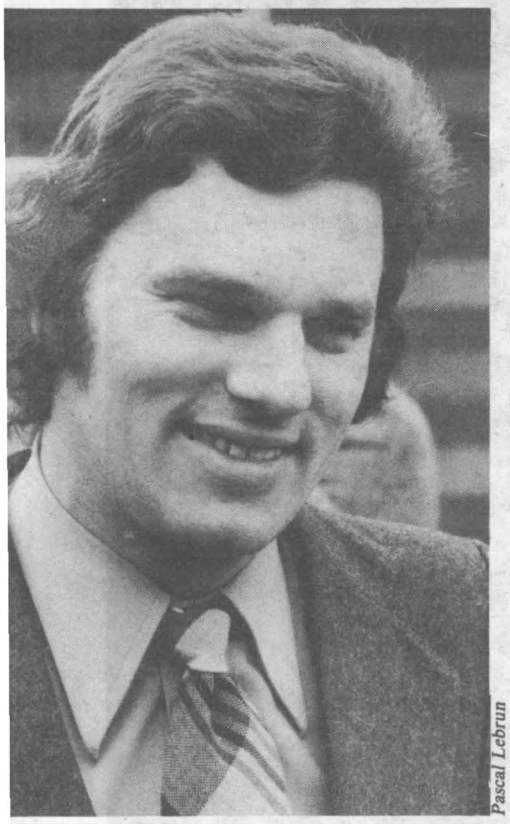
Une négation si radicale de la pensée républicaine depuis 1789 ne provoqua aucune réaction. Pendant ce temps, Barre habituait l'opinion publique au libéralisme musclé, importé des Etats-Unis, tandis que Giscard d'Estaing distillait à longueur d'allocutions le fatalisme et l'esprit de soumission. C'est dans ce contexte, il faut le rappeler, que se situe le congrès de Metz et que s'explique le fameux mot d'ordre « tenir bon », lancé à toute la gauche. L'élaboration du « projet socialiste », amorce d'une tardive contre-offensive, se déroula dans l'incompréhension générale. Bref l'élection de François Mitterrand, couronnement d'une dynamique politique, se fit dans un climat idéologiquement peu favorable. Pourquoi d'ailleurs s'en étonner ? Seules les simplifications de l'histoire événementielle nous font croire que l'installation d'un nouveau type de pouvoir — qu'il s'agisse de la conséquence d'une révolution, d'une guerre ou d'une élection — coïncide forcément avec l'apogée des mouvements culturels et sociaux qui en ont permis l'avènement. En réalité la chronologie de la vie politique répond à sa propre logique ; elle ne se confond que rarement avec les cycles de longue durée. L'étude du XIXe siècle nous en fournit maints exemples. Plus près de nous durant ces quelque vingt dernières années, il s'est passé un phénomène analogue. Il faudra patiemment en démonter le mécanisme et expliquer pourquoi à partir de 1974, le mouvement des idées et la lutte politique de la gauche furent largement désaccordés.

Bien loin de faire prendre conscience de ce déphasage et de ses dangers, l'euphorie du 10 mai va les masquer. Alors tout paraît basculer. D'un coup la France de gauche entre dans un étrange rêve éveillé, tandis qu'à droite on s'organise. Tacitement le gouvernement et les forces qui le soutiennent évitent tout ce qui pourrait inquiéter : occupatons d'usine, défilés, manifestes d'intellectuels. Ne pas recommencer 1936 ! Mais, dans le même temps, on s'irrite ici et là de ce qu'il manque au nouveau pouvoir cette touche d'héroïsme et au pays cette fièvre qui sont la marque des grandes révolutions... et des régimes menacés. On s'installe dans l'état de grâce et l'on veut oublier la crise économique internationale, la poussée des idéologies de droite, le poids des conformismes et des corporatismes d'une nation en déficit de modernité.

Il manque tout particulièrement un rôle à la mesure des intellectuels. Il leur est difficile de s'enflammer pour les nationalisations, la décentralisation ou même des lois Auroux. En 1936, faut-il le rappeler ? c'est la menace du fascisme qui les avait rassemblés en appui de la gauche, dans les divers « comités ». De leur côté, les nouveaux gouvernants, la tête pleine de la mythologie du Front populaire justement, s'étonnent qu'ils ne procèdent pas sur-le-champ à la mobilisation générale. Il attendent avec une impatience de plus en plus mal dissimulée la bordée de livres et d'articles qui viendraient d'enthousiasme soutenir l'action entreprise.

De là naît ce sentiment de gêne que l'on perçoit de part et d'autre et qui mettra du temps à se dissiper. Certes cela n'empêche pas le travail quotidien — témoins la création d'un Collège international de philosophie ou la nomination de nombreux écrivains à des postes clés. Mais on hésite encore à s'engager plus avant.

Deux ans, depuis, ont passé. La droite, dans les villes qu'elle a reconquises, donne un avant-goût de ce que serait son comportement si d'aventure elle revenait au pouvoir : elle fait la chasse aux troupes de théâtre et ferme les foyers socio-culturels ; elle s'attaque aux bourses du travail ; enfin dans un étonnant « remake » du « 1984 » de Georges Orwell, elle dévisse les plaques des rues pour tenter d'expurger de la mémoire collective les noms de Jules Valles, Léon Blum, Salvador Allende... Alerte à la droite ! Il faut remobiliser tous ceux qui croient que culture et démocratie sont indissolublement liées. Ce sera l'un des enjeux du prochain congrès. ●



Pascal Lebrun

La fin de l'année 1983 sera vitale, dix ans après l'assassinat au Chili par la droite du président légalement élu, Salvador Allende.

Des structures sont à mettre en place au-delà des partis unitaires et multiformes associant tous ceux qui veulent, envers et contre tout, soutenir *leur* gouvernement, et *leur* président.

Il appartient au Parti socialiste, lors de son congrès de Bourg-en-Bresse, de lancer cet appel à l'unité d'action et donc, après avoir fait lui-même la preuve de son unité, de faire des propositions concrètes, allant dans ce sens.

Salvador Allende est mort au bout de trois ans de mandat, et, avec lui, la démocratie au Chili. Il a été tué autant par la droite, que par l'indifférence de ceux qui ne l'ont pas soutenu.

Le péril est aujourd'hui à nos portes, tout l'indique : manifestations de rue plus ou moins grossières (cf. le 14 juillet), manifestations catégorielles « de tout poil », tentatives multiples et multiformes de déstabilisation. Il est encore temps de réagir et de s'unir...

Il sera peut-être sans cela trop tard un jour quand il ne restera plus que des larmes ou de grandes manifestations « funéraires ».

Que chacun en soit bien conscient.

Tirons vite des expériences passées, une détermination farouche pour le présent et pour l'avenir.

Nous sommes nombreux à y être prêts ! Nous sommes convaincus et déterminés ! Il nous faut nous rassembler et agir !

THOMSON INVENTE CARREMENT.

La Hi-Fi redevient un territoire français. Bonne nouvelle. Une idée originale de Thomson, la Hi-Fi en un seul volume, fait son apparition.

Conception française. Et réalisation française : une nouvelle forme de haute fidélité.

C'est-à-dire une Hi-Fi simple qui fait vraiment de la musique. Les plus hautes performances, les dernières inventions. Mais le résultat s'entend. 2 x 35 watts, la bonne puissance. 0,04% de distorsion à 1000 Hz, vos oreilles s'en rendront compte. 3 micro-secondes en temps de montée, un bon amplificateur doit être "sec".

Un seul branchement... parce qu'un seul branchement.

Un lecteur de cassette, un préamplificateur, un amplificateur, un tuner, derrière une seule façade. Tous carrément haute fidélité.

Notre mini-chaîne est cubique. Ou presque. Le cube est un volume idéal.

Thomson. Mini-chaîne 35 watts x 2.

La puissance au carré.

THOMSON
Haute-Fidélité

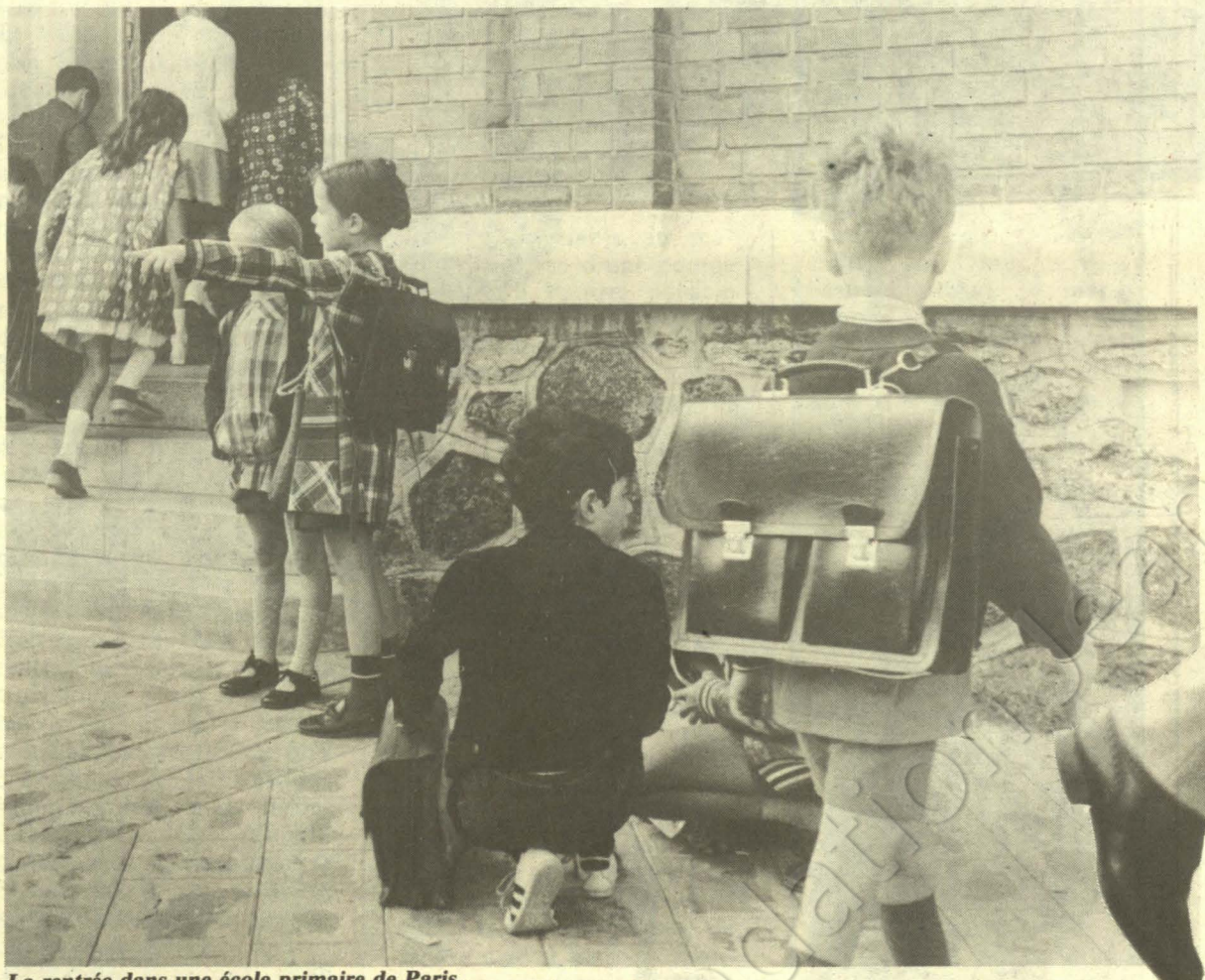
BAZAINE



Coll. Fondation Jean-Jaurès

RENTREE: UN BON POINT

En dépit des hurlements de la droite qui voudrait en faire un cheval de bataille, la rentrée scolaire se passe mieux que redoutée, en tout cas bien mieux que l'an dernier



La rentrée dans une école primaire de Paris.



Alain Savary.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

BONNE, passable, mauvaise, exécrable ? Les paris vont bon train pour qualifier la rentrée scolaire, comme chaque année le jour où les chères têtes blondes reprennent le chemin de l'école. Comme si cette date fatidique suffisait à elle seule à juger de notre système éducatif. Cette année peut-être plus que d'habitude, car il semble bien que l'opposition attende là la gauche au tournant, sur son propre terrain en quelque sorte. Et que la presse de droite aiguise déjà ses anathèmes, forte des bavures de l'an passé.

Beaucoup d'encre a déjà coulé, depuis le printemps, sur les difficultés à prévoir pour cette rentrée. En particulier du côté des syndicats, inquiétés par des rigueurs budgétaires qui s'accordent mal avec les ambitions du gouvernement. Aujourd'hui, le ton est plus conciliant. La Fen, syndicat responsable s'il en est, n'envisage en tout cas pas de tomber dans le panneau du dénigrement systématique et de donner des arguments aux adversaires de la gauche. Même si elle ne mésestime pas les mécontentements de sa base et s'attend à des actions ponctuelles là où les plus gros problèmes se poseront.

Car il y en aura certainement. Même si le ministère, averti par l'expérience, a pris le maximum de précautions. Plusieurs facteurs s'étaient en effet conjugués, l'an dernier, pour créer une pagaille qui, même si elle n'a pas touché la totalité du territoire, a fait les choux gras de la presse. Et d'abord, conséquence paradoxale des nombreuses créations de postes et des mutations qui en ont découlé, les postes laissés vacants dans le nord de la France n'ont été pourvus qu'avec beaucoup de retard.

Cette année, la préparation de la rentrée a été très minutieuse. Dans les académies, la concertation s'est opérée à grande échelle. « Tout groupement qui a voulu nous faire des remarques à ce sujet a été reçu », racontait en juin Christian Bècle, alors recteur de l'académie de Rouen. Les principaux de collèges et les proviseurs de lycées y ont été reçus à deux reprises au cours de l'été, pour décider des derniers ajustements.

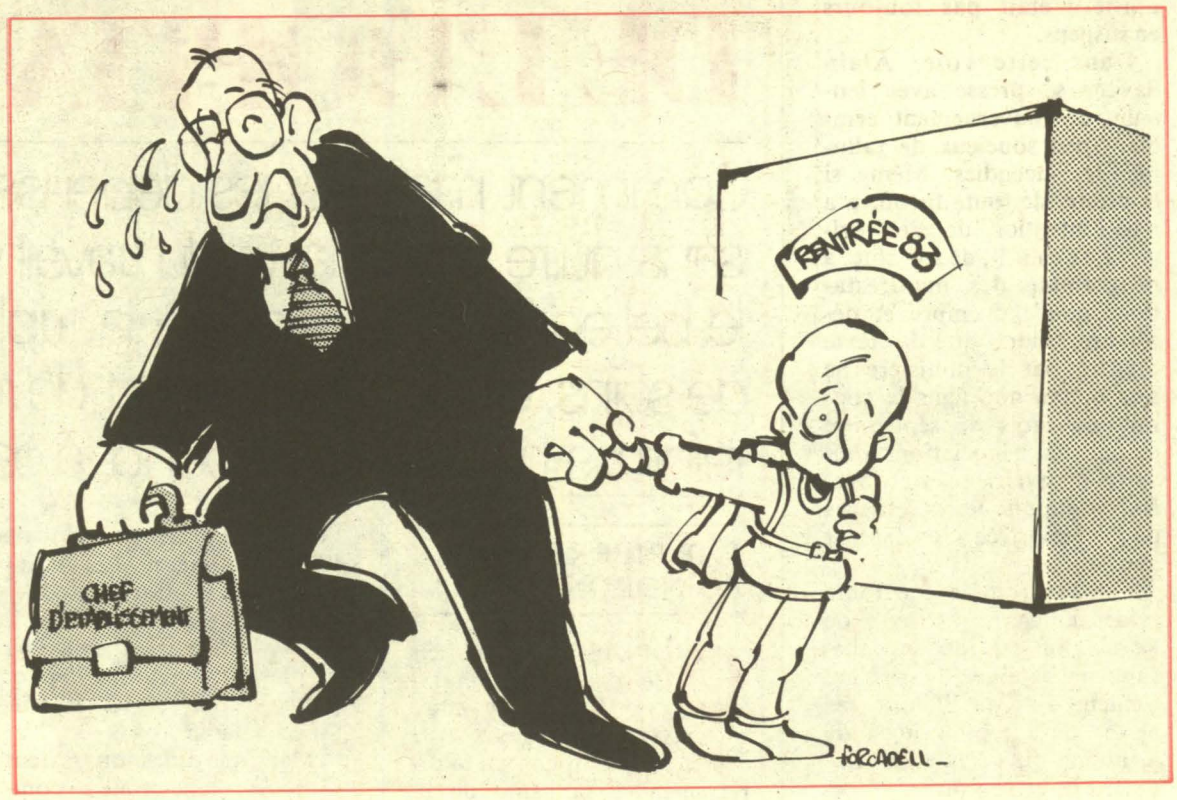
Au niveau national, l'administration a fait preuve de rigueur, en particulier dans l'organisation des mouvements d'enseignants. Les mutations ont été beaucoup moins nombreuses, en partie parce que les enseignants en avaient moins demandé et surtout parce qu'un plus petit nombre a été satisfait, en particulier dans les régions les plus difficiles du Nord.

Mais ces précautions ne suffisent pas à régler tous les problèmes. Parce que tous les mouvements de population ne peuvent être prévus statistiquement. Et parce que, même lorsque les effectifs baissent dans certaines zones rurales, les postes d'enseignants ne peuvent être supprimés automatiquement. « On ne peut condamner à la mort culturelle et à l'exode complet les zones rurales en ne conservant pas des établissements avec des classes à faibles effectifs », rappelle Alain Savary.

Ainsi, même si les effectifs vont globalement baisser dans le primaire (59 000 élèves en moins y sont attendus cette année malgré une hausse importante des effectifs en maternelle), la création de 500 postes d'instituteurs cette année n'est pas un luxe. D'autant que, souvent, des rattrapages étaient nécessaires.

C'est dans le secondaire que les problèmes les plus importants sont à craindre. Plus de 88 000 jeunes supplémentaires, dont 66 000

(suite en page 12)



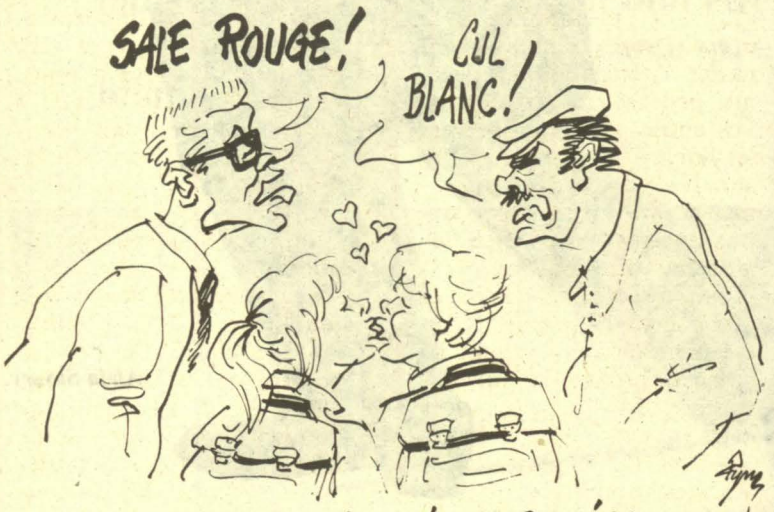
(suite de la page 11)

dans les collèges. Croissance d'effectifs à laquelle ne correspondra pas une augmentation suffisante des postes d'enseignants : près de 4 000 seulement. Ainsi, 18 % des collèges auront des classes de plus de 25 élèves et 40 % des lycées des classes de plus de 30 élèves. Les zones péri-urbaines seront les plus touchées, compte tenu des disparités géographiques. Et les difficultés seront plus sensibles dans certaines matières, les disciplines scientifiques, l'enseignement technique et l'éducation musicale, où le déficit d'enseignants est le plus lourd.

« C'est un fait, reconnaît Alain Savary, beaucoup d'enseignants vont avoir plus d'élèves dans leurs classes cette année. » Une densification que les professeurs vont nécessairement mal accueillir, la dégradation de leurs conditions de travail étant d'autant plus difficile à admettre que le gouvernement affiche sa volonté de rénovation de l'appareil éducatif.

fonctionnaires. Il y revient sur les objectifs de démocratisation du système scolaire et sur sa meilleure adaptation aux élèves en essayant de justifier les lenteurs que certains ne manqueront pas de critiquer. Coup de chapeau aux enseignants, il reconnaît que leurs responsabilités sont lourdes et que la politique du ministère, en luttant contre les sorties prématurées du système éducatif, complique incontestablement leur tâche. Et il souligne que « la conscience de ces difficultés devrait inspirer de la reconnaissance à l'égard du monde enseignant ».

Un peu de baume au cœur, c'est toujours réconfortant. Mais cela suffira-t-il ? La Fen, qui n'a évidemment pas l'intention de mettre le feu aux poudres, rappelle de son côté que, depuis mai 1981, 30 000 emplois ont été créés et que l'Education nationale bénéficie d'une nette priorité, créant toujours des postes, alors que la fonction publique, dans les autres secteurs, en perd.



LA GUERRE SCOLAIRE N'AURA PAS LIEU ...

La première loi de Plan l'a bien spécifié, l'éducation est toujours une priorité nationale. Elle en a précisé les modalités, en mettant l'accent sur l'enseignement technique, sur la formation des personnels et la réforme des collèges. Les priorités mêmes que la Fen voulait voir défendre et qui trouvent dès cette année des applications. De nombreuses académies ont fait un effort particulier en direction de la formation des maîtres, en particulier celle des professeurs de collège qui se prépareront cette année à mettre en place les idées proposées par le rapport Legrand. D'ores et déjà, 130 établissements fonctionnent en respectant les grandes lignes de cette réforme, et le ministre espère qu'en 1984 cette action sera étendue à 10 ou 12 % des collèges, toujours sur la base du volontariat.

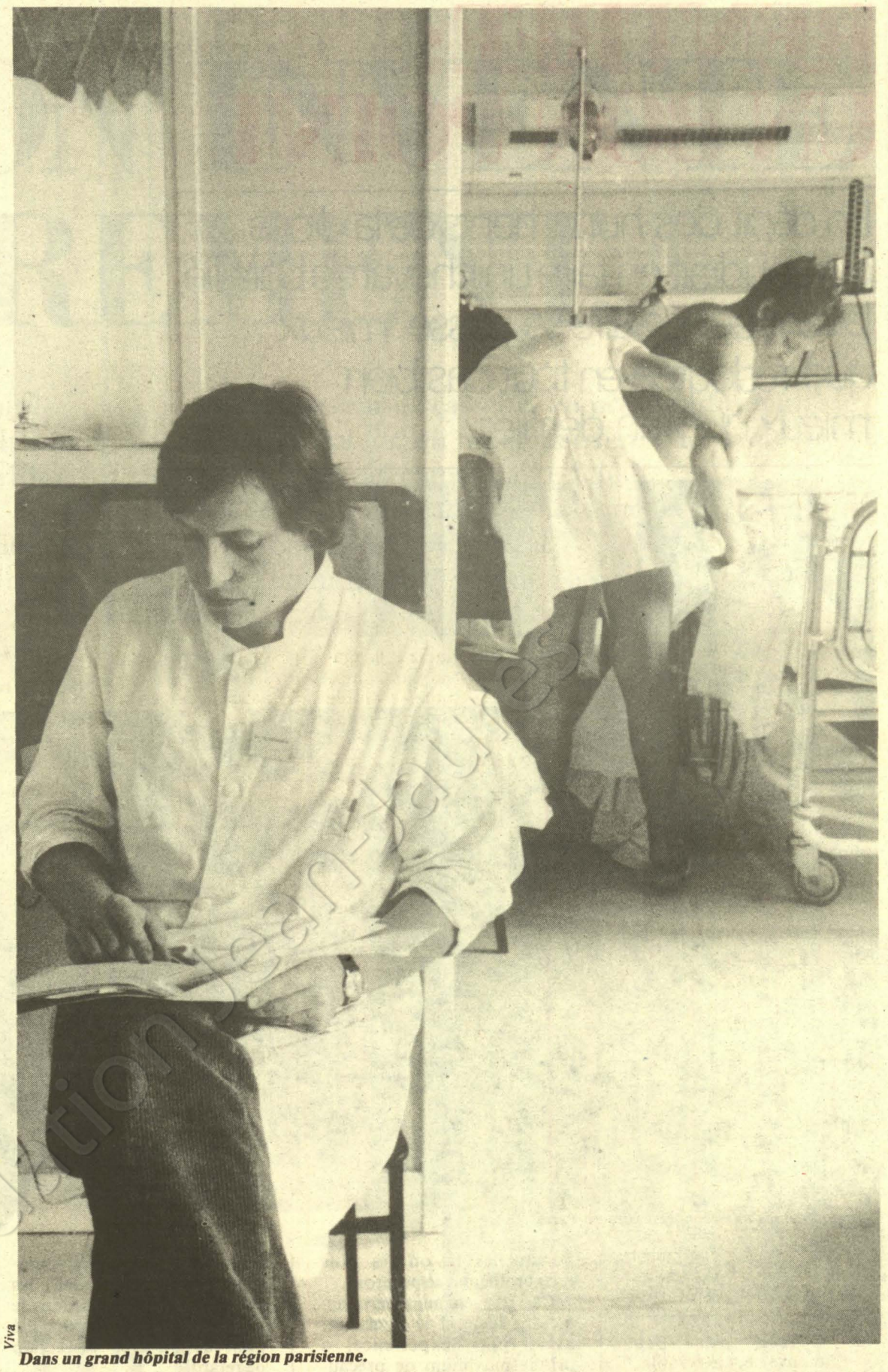
Au demeurant, ces objectifs ont du mal à s'inscrire en termes chiffrés. Tant dans le projet de budget 1984 que dans la seconde loi de Plan. Un décalage entre le discours et la réalité telle que la vivent quotidiennement les enseignants et qui pourrait donner naissance à bien des amertumes.

Alain Savary en est sans doute très conscient, ce qui explique la lettre que le ministre a envoyée à ses

Mais la Fédération craint que les meilleures bonnes volontés s'épuisent et analysent les difficultés conjoncturelles comme autant de freins dans la perspective de transformation de l'enseignement. « Nous aurions été plus à l'aise si nous avions pu nous appuyer sur le moyen terme », confesse Jacques Pommateau. En d'autres termes, si les perspectives du Plan avaient été plus réjouissantes et si la création d'un service public unifié n'était pas toujours en suspens.

Dans cette voie, Alain Savary se presse avec lenteur, le gouvernement semblant peu soucieux de rallumer les incendies. Même si la droite, de toute façon, n'a pas l'intention de s'en priver. Le C.n.a.l., de son côté, a programmé des manifestations pour novembre et décembre, alors que le texte préparé par le ministère ne sera connu que dans le courant du mois de septembre et que les négociations doivent s'ouvrir en octobre. Nul doute que les défenseurs de l'école privée n'en fassent autant.

Car la droite a, de toute évidence, choisi de faire de l'éducation un de ses chevaux de bataille favoris. Un élément qu'il ne faudra pas perdre de vue pour juger de la bonne ou de la mauvaise qualité de cette rentrée. ●



Viva

Dans un grand hôpital de la région parisienne.

UN PEU D'AIR FRAIS DANS LES COULOIRS DE L'HOPITAL

Comment maîtriser les dépenses hospitalières sans nuire à la qualité du travail ni jeter à terre le bel édifice qui répond à la triple mission de soins, d'enseignement et de recherche. La réforme hospitalière répond à ces objectifs

PAR PIERRE-YVES POINDRON

DEPUIS que le déficit de l'assurance maladie s'impose comme un casse-tête à ceux qui veillent directement ou indirectement à la santé de la Sécurité sociale, le profil de l'hôpital émerge des nombreuses statistiques, arides mais évidentes : l'hôpital, c'est vraiment un morceau de plus en plus dur à digérer pour le budget de l'assurance maladie.

Mais une question revient toujours, lancinante : comment maîtriser les dépenses hospitalières sans nuire à la qualité du travail ni jeter à terre le bel édifice qui répond à la triple mission de soins, d'enseignement et de recherche ? Au fil des temps, le problème est devenu de plus en plus ardu. Les mutations techniques, une bonne

chose en soi, coûtent cher, surtout si l'implantation d'équipements sophistiqués ou la création de services très spécialisés se multiplient inutilement. Or, il fut un temps où l'hôpital faisait partie du prestige d'une municipalité, voire du parcours obligé du maire pour retrouver sa mairie. Ce temps est certes lointain, mais l'on se chipote encore entre villes rivales pour « emporter » le matériel ad hoc pour des services dont le taux d'occupation n'est pas toujours optimal à leur fonctionnement. Quant au système de tarification à la journée, il encourageait souvent à allonger sans grande nécessité médicale la durée d'une hospitalisation. Enfin, il faut reconnaître que l'organisation hyperhiérarchisée et le cloisonnement des hôpitaux avaient fini par peser sur le personnel comme par susciter un profond malaise chez les médecins dont beaucoup se sentent injustement bloqués dans leur carrière et frustrés par un maquis de statuts croupions créés pour les besoins d'un replâtrage. Bref, il devenait urgent de s'attaquer à la citadelle hospitalière.

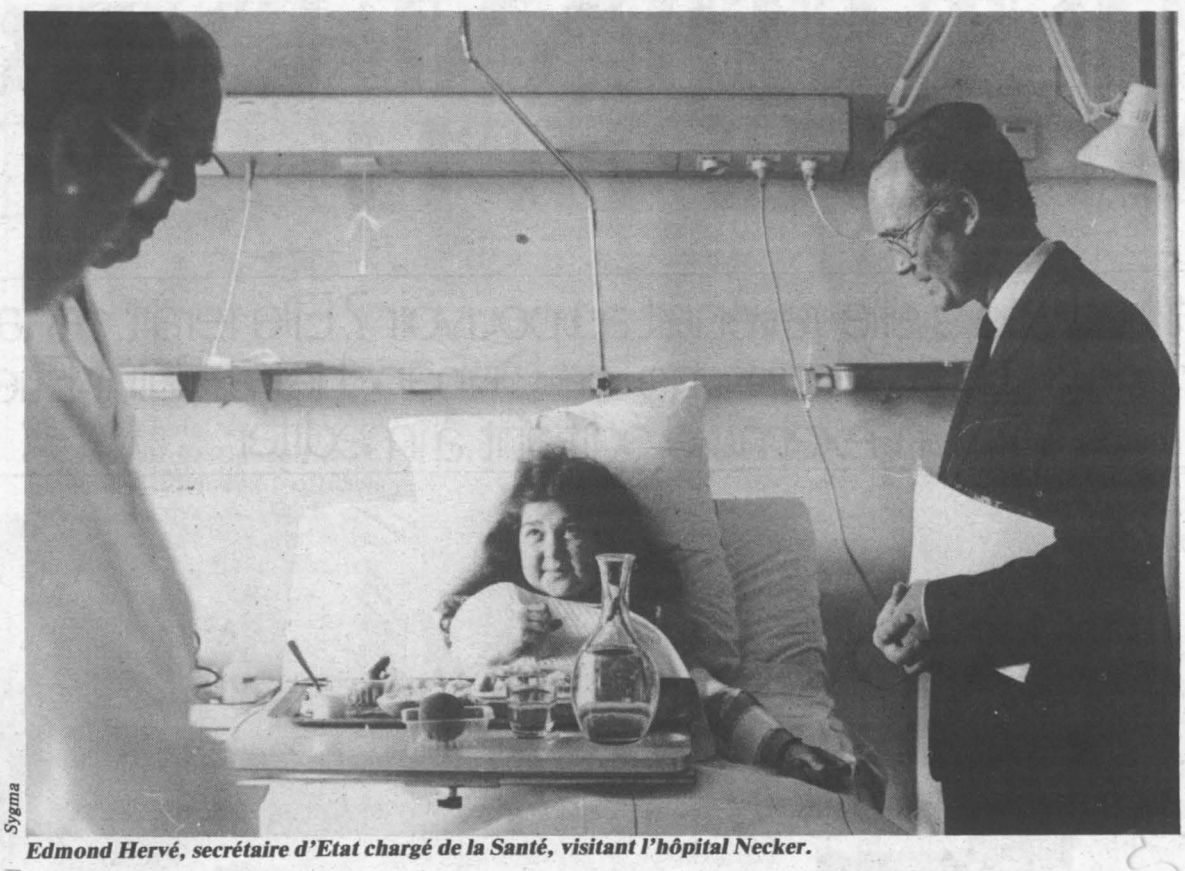
Le « budget global » est un premier pas. On en parlait depuis longtemps. L'ancien système du prix de journée était jugé inflationniste, non sans raison. Il était tentant en effet de faire rentrer un malade deux ou trois jours avant son examen radiologique, et les cas n'étaient pas rares non plus d'examens de laboratoires superfétatoires, mais tarifés à la S.s. Le décret d'application de la loi instituant le budget global, paru courant août, précise comment les choses se passeront.

Dorénavant, dès 1984 pour les C.h.r. et 1985 pour les autres hôpitaux, les établissements devront élaborer un budget annuel en fonction d'objectifs et de moyens définis. Deuxième nouveauté : ce budget, même s'il est définitivement arrêté par le commissaire de la République, fera l'objet de négociations avec les caisses d'assurance maladie. Un tel système suppose, comme le font valoir ses détracteurs, qu'on dispose de critères d'activité permettant d'évaluer de façon suffisamment fine les besoins. Mais il doit inciter à se préoccuper davantage qu'auparavant de la formation des coûts et inviter à une meilleure utilisation des moyens.

Les Balkans

A elle seule toutefois, cette modification tarifaire serait insuffisante si on ne modifiait pas les structures internes de l'hôpital. Et c'est là l'originalité des projets de réforme qui seront soumis au Parlement en automne et au printemps : proposer un plan d'ensemble sans bouleverser ce qui a fait la force de l'hospitalisation française.

Divisé en services, l'hôpital souffre actuellement d'une balkanisation excessive, préjudiciable au malade qui passe d'une équipe médicale à l'autre, nuisible au bon fonctionnement de l'hôpital, les cloisons y étant généralement étanches, préjudiciable enfin au personnel et aux médecins prisonniers de cette pyramide hiérarchique.



Sygma

Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la Santé, visitant l'hôpital Necker.

La départementalisation devrait apporter un peu d'air frais dans les couloirs par trop étroits de l'hôpital. Le département, un superservice ? Non point. « Les départements réunissent l'ensemble des personnels et des équipements qui répondent à des objectifs communs en fonction des pathologies ou des techniques », précise le projet de loi. A sa tête, un « chef de département », élu par les médecins (on parle d'une durée de quatre ans et de trois mandats maximum). Celui-ci organise et coordonne l'activité du département et est responsable de la définition des objectifs avec le conseil du département qui regroupe médecins et non-médecins, élus par collège. Un vent de démocratisation souffle donc dans le vieux bastion hospitalier. Finie la notion de chef de service, maître à bord après Dieu.

Autre innovation, il y aura des départements de soins, de recherche et d'enseignement, découplant les charges qui autrefois pesaient sur les épaules d'un seul homme.

Une seule porte

La modification du statut des médecins hospitaliers, que précisera un décret à paraître en novembre, passera peut-être inaperçu du public. Elle est cependant très attendue du corps médical hospitalier. Là encore, il s'agit d'une initiative importante. Ce décret prévoit en effet un nouveau mode de recrutement des médecins : un concours unique national. « Tout le monde, quelle que soit la carrière, ensuite rentrera par la même porte », explique-t-on au secrétariat d'Etat à la Santé. Et ce n'est qu'en fonction du classement à ce concours que les médecins choisiront leur service. Les premiers pourront briguer un service de C.h.u., un service dit « bi-appartenant » : titulaires hospitaliers, ils seront contractuels de l'université pour une période de 4 à 6 ans. Alors, ils pourront passer l'agrégation et devenir professeurs titulaires. Les autres se dirigeront vers les hôpitaux généraux ou un service « mono-appartenant ». Mais il est prévu des passerelles pour que les médecins des hôpitaux généraux puissent également se présenter à l'agrégation. Un « tour extérieur » pour accéder au professorat est également prévu.

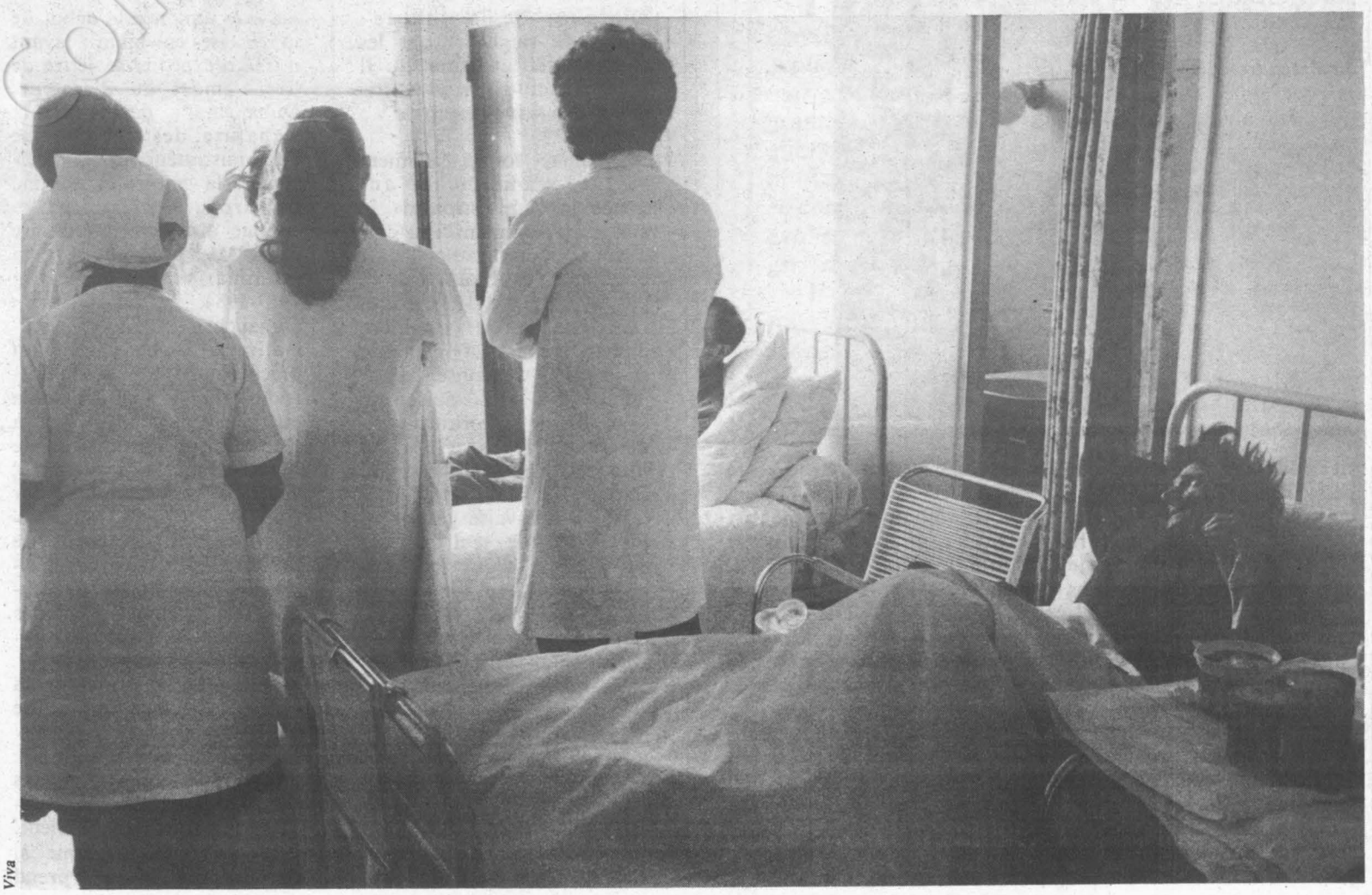
Ce nouveau statut et la création des départements devraient, selon les médiateurs, introduire plus de souplesse dans les carrières médicales. Ainsi — font-ils valoir — grâce à la dissociation des titres et des fonctions, de jeunes médecins pourront, le cas échéant, accéder à des postes de responsabilités. Et plus que jamais, au sein du C.h.u., il est bien clair que la triple mission de soins, de recherche et d'enseignement « s'exerce en équipe ». Il s'agit donc là d'une harmonisation des carrières qui ne va pas contre le principe de la bi-appartenance dans les centres hospitalo-universitaires, mais qui favorise en revanche les relations entre les différentes catégories d'établissements. Les statuts étant plus homogènes, les passerelles en seront plus aisément franchissables : l'hôpital général ne sera plus le « piquet » du médecin hospitalier.

A visage humain

Au printemps prochain, les députés devront réfléchir aux problèmes de planification sanitaire, rendus indispensables pour éviter les sources de gaspillage. L'actuelle carte sanitaire, divisée en secteurs, est mal adaptée. Là aussi, on parle de « balkanisation du système sanitaire ». Balkanisation où chaque secteur est soumis au pouvoir central. Il faudra donc trouver un système qui concilie les impératifs économiques nationaux et les impératifs de développement régional. Plus facile à dire qu'à faire. La région pourrait être dotée de crédits, à charge pour elle de les répartir en fonction de besoins qu'elle est plus à même d'apprécier.

Enfin, cinquième axe de réflexion : le développement des substituts à l'hospitalisation, comme l'hospitalisation à domicile. On peut en attendre des avantages certains pour le malade, mais d'un point de vue économique, toutes les formules n'ont pas fait leurs preuves et toutes n'ont pas été explorées à fond. Quoi qu'il en soit, l'hôpital sera invité à s'ouvrir et à travailler avec les praticiens de ville.

La bonne santé de l'hôpital et de ses finances nécessite peut-être la fin de l'hospitalo-centrisme à outrance... ●



Viva

SAINT-ETIENNE ENTRE LA TRIQUE ET LE BATON

Que ferait la droite si elle revenait au pouvoir ? Elle ferait certainement comme ce brave homme de Dubanchet à Saint-Etienne. Un exemple édifiant à méditer

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS



François Dubanchet, maire de Saint-Etienne et ses « gros toutous ».



Joseph Sanguedolce, maire communiste battu en mars dernier.

COMME l'était Joseph Prud'homme, François Dubanchet est un brave homme. Depuis les dernières élections municipales, Dubanchet est maire de Saint-Etienne. Maire de droite et ex-premier-adjoint de Michel Durafour, donc un peu usé d'avance, mais brave homme quand même. N'est-on pas un brave homme quand on est capable de lancer ce beau slogan à l'occasion du 14 juillet : « Saint-Etienne, brillez pour nous ! » ? N'est-on pas un brave homme quand on annonce dans son bulletin municipal : « Les convois pour la Pologne continuent » ? N'est-on pas un brave homme quand on veut tout à la fois « redonner l'espoir » et « développer l'abattoir municipal » ? N'est-on pas un brave homme quand, en l'espace d'un mois, malgré des obligations de sénateur, on réussit à déjeuner « avec des personnes âgées » aux Hortensias, à Chassavieux, aux Lilas et même à prendre l'apéritif « en compagnie des résidentes des petites sœurs des pauvres » ? Allons, allons, François Dubanchet ne peut être qu'un brave homme...

« Que ferait la droite si elle revenait au pouvoir ? » se demandaient en chœur quelques journaux bien intentionnés à la fin du printemps dernier. Elle ferait certainement comme François Dubanchet à Saint-Etienne. Ah ! le brave homme ! Discret : il s'endort volontiers au théâtre. Ouvert pourtant : dans le domaine du spectacle, il n'aime que « le rire franc et honnête ». Modeste par-dessus tout : les documents de sa campagne électorale n'ont pas osé esquisser la moindre politique culturelle. Mais cachotier aussi : depuis qu'il est élu, Dubanchet s'est soudain pris de passion pour la chose culturelle. Et il s'est révélé, ma foi, après le maître incontesté Maurice Druon, un des meilleurs Diafoirus de la culture : purges et saignées sont les seules médications qu'il prescrit et applique lui-même. Ah ! le brave homme !

Première sortie, première saignée : Dubanchet annonce la suppression de la subvention municipale à Tram 96, une radio locale également subventionnée par la maison de la culture. Deuxième sortie, première purge : Dubanchet se pointe en réunion du conseil d'administration de la maison de la culture et annonce sa décision ; le directeur en titre, Max Serveau, est viré comme un malpropre. Prétexte : « mauvaise gestion ». En réalité, le seul tort de Serveau est d'être communiste. La chasse aux sorcières ne fait que commencer. Dans ce brave homme de Dubanchet sommeillait un maccarthiste convaincu...

A la hussarde

La mort de Tram 96 laisse dix salariés sur le carreau. Le renvoi de Max Serveau annonce le début de la reprise en main : avant même d'expédier sa lettre de licenciement au directeur, Dubanchet a déjà retiré la signature des chèques de l'administrateur de la maison de la culture et nommé un professeur du privé comme directeur intérimaire chargé de préparer la programmation de la saison 1983-1984. Ce faisant, Ubu Dubanchet traite la vie associative à la hussarde : un précédent conseil d'administration de la maison de la culture avait approuvé à l'unanimité la gestion de Max Serveau, et son contrat venait d'être reconduit pour trois ans. Sept des administrateurs, notoirement de droite, avaient voté ces décisions. En présence de Dubanchet, quelques semaines plus tard, ils n'ont pas protesté : ah : les braves gens !

Pour tenter d'arrêter la folie destructrice du maire de Saint-Etienne, le ministère de la Culture laisse tomber son couperet : dans ces conditions, finis les subsides de l'Etat ! Inconscient, Dubanchet fait comme si rien ne s'était passé et prend la pose : « La maison de la culture aura comme souci constant de rentabiliser un outil qui ne l'était pas et d'être pleinement responsable des deniers publics, donc de l'argent de tous les Stéphanois. » Et Dubanchet de parler sans rire d'une « nouvelle vocation » pour la maison de la culture ! La vocation d'être pauvre et vide ? Rentabiliser la pauvreté ? Ah ! le magnifique programme !

L'opération « liquidation » continue : après avoir eu la peau de la radio locale et celle de la maison de la culture, Dalton Dubanchet s'offre la dépouille des Rencontres cinématographiques : il licencie la déléguée permanente, verse la moitié de la subvention prévue pour 1983 et ne promet rien pour l'avenir. En fait, en modifiant les statuts de l'association, il voudrait bien s'emparer de la manifestation ; il revendique publiquement « un droit de regard » sur la gestion et la programmation. S'il ne parvient pas à commettre ce rapt, il laissera mourir les Rencontres cinématographi-

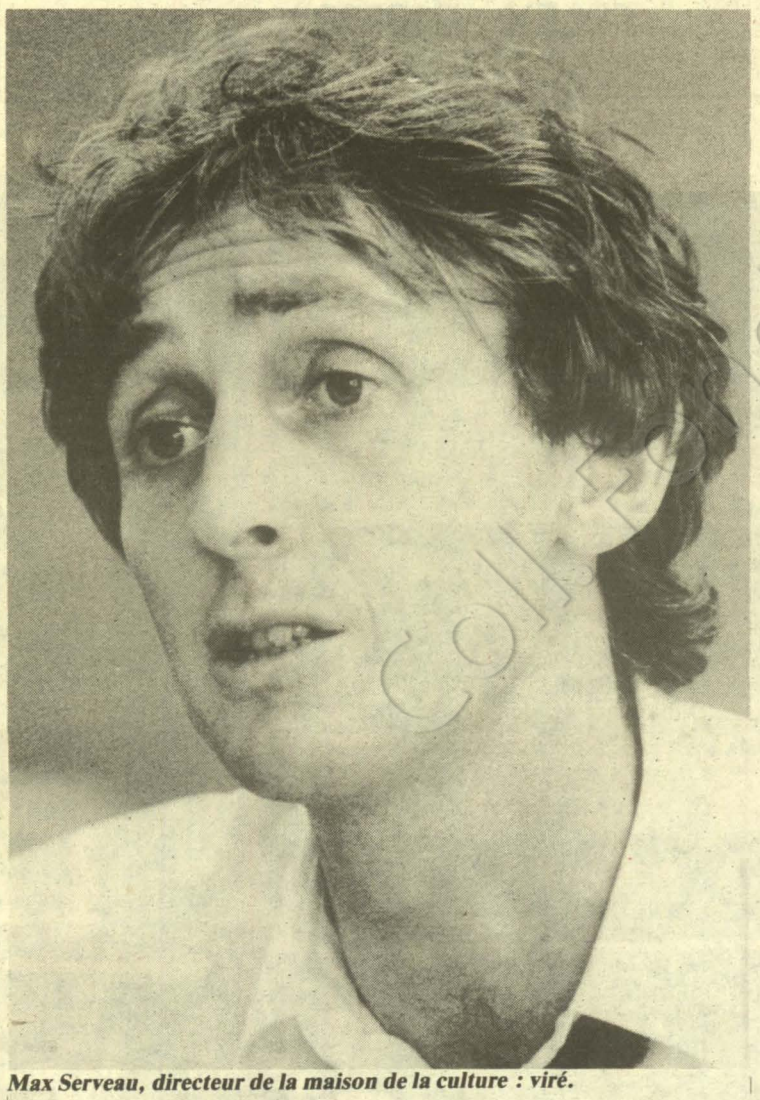
ques et créera un « Festival de cinéma » qui sera entièrement aux mains de la municipalité...

Devant une telle montée des périls, la gauche et les syndicats ont réagi : le 28 juin 1983, à deux jours des vacances, plus de cinq mille personnes, artistes en tête (dont Miguel Angel Estrella), sont descendues dans les rues de Saint-Etienne pour réclamer la « liberté pour la création, la culture, la vie associative ». Cette démonstration n'a pas impressionné Kid Dubanchet : le 4 juillet, il a annoncé qu'il allait réduire les subventions accordées à toutes les associations de la ville. Il n'est finalement revenu sur cette initiative qu'après avoir pris connaissance d'une lettre du préfet de la Loire conseillant aux associations de se tourner vers les tribunaux pour faire valoir leurs droits.

Alain Cornut, socialiste, adjoint sortant aux affaires culturelles, évalue le désastre : « En six ans, nous avions réussi à mettre progressivement en place une action culturelle en profondeur, en nous appuyant sur les institutions existantes bien sûr, en construisant d'autres équipements aussi, mais surtout en travaillant avec les quartiers et auprès des jeunes. Tout cela a été saccagé en quelques jours... » Tout n'est pas encore complètement perdu, amorcé par la municipalité de gauche ? Quid des associations de quartiers, des bibliothèques de quartiers, du travail de diffusion des livres et du cinéma en direction de l'enfance ?

Deux R.p.r. tirent les ficelles

L'avenir culturel stéphanois est d'autant plus inquiétant que le fonctionnement même de l'équipe municipale de Dubanchet est des plus ténébreux : officiellement, c'est un U.d.f. qui est en charge des affaires culturelles, mais il n'a pas été tenu au courant, par exemple, du licenciement de la déléguée générale des Rencontres cinématographiques et, mis devant le fait accompli, il s'est trouvé en position de protester publiquement ! En réalité, ce sont deux R.p.r. qui tirent les ficelles et inspirent les décisions culturelles de Dubanchet. Deux individus peu scrupuleux qui ne lésinent pas sur les moyens. L'un s'est laissé aller à dire devant témoins : « On va virer les Rencontres cinématographiques de leurs locaux de la maison de la culture et on va garder leur documentation ! » Un autre n'a pas hésité à menacer certaines associations : « Si vous ne nous prêtez pas votre salle quand nous en aurons besoin, nous vous couperons les vivres ! » Ah ! les braves élus !



Max Serveau, directeur de la maison de la culture : viré.

mais on peut déjà se demander où s'arrêtera Dubanchet. Car il est probable qu'il tentera de réussir en 1984 ce qu'il n'a pas réussi en 1983 : décimer la vie associative. Osera-t-il s'attaquer à la Comédie de Saint-Etienne dont le directeur, Daniel Benoin, a dénoncé les pratiques de la droite ? Et que deviendra la convention de développement culturel qui lie l'Etat et la ville de Saint-Etienne depuis l'été 1982 ? Et que va devenir le projet de musée d'Art et d'Industrie lancé et partout montre de la même intolérance : chasse aux sorcières, tentative d'asservissement de la vie associative, interdictions professionnelles, etc. Seuls les naïfs pourraient croire qu'il ne s'agit pas d'une opération concertée... Pas concertée cette offensive des revanchards ? Allons, donc ! Et ce slogan des élections municipales : « Ville par ville regagnons la France. » Et cette façon identique de débaptiser les rues : à Sète, à Suresnes, à Levallois-Perret, en Avignon, etc. Et cette façon d'attaquer partout au même moment sur le front de la culture, puis sur celui de l'aide sociale, puis sur celui des équipements collectifs... Et cet aveu en sous-titre du « Figaro-Magazine » du 2 juillet 1983 : « Les nouveaux maires d'opposition engagent la lutte contre les réseaux culturels socialo-communistes. »

« Alerte à la droite ! » s'est écrié le socialiste Gérard Delfau cet été à Mâcon. Il a raison : derrière les différentes tentatives de déstabilisation locales ou nationales, derrière la mise en cause de la légitimité du pouvoir de gauche se profile le visage haineux des Versaillais d'aujourd'hui. Nous voilà prévenus : s'ils reviennent au pouvoir, les Dubanchet de toute la France, apparemment rondouillards et « braves » comme des Raymond Barre, ne seront que gens de trique et de bâton. Tendrons-nous les côtes ?

Alerte à la gauche ! Parce que la gauche est pour une part responsable de ce qui s'est produit à Saint-Etienne : une partie de la gauche, la gauche communiste. Alain Cornut, adjoint socialiste aux affaires culturelles, avait nommé le danger dès 1978. Le danger, pour lui, c'était la municipalisation de la culture, l'appropriation de la culture par les élus locaux. Il citait alors un exemple précis : Michel Durafour, maire de droite, avait aussi été président du conseil d'administration de la maison de la culture de Saint-Etienne et donc « seul maître à bord ». Et Alain Cornut ajoutait : « Les structures inchangées portent en germe les mêmes risques. Nous devons en changer, c'est un engagement de notre programme municipal. » Le maire communiste de Saint-Etienne de l'époque, Joseph Sanguedolce, n'a pas voulu entendre l'avertissement de son adjoint socialiste...

Joseph Sanguedolce n'a pas voulu « démunicipaliser » et changer les statuts de la maison de la culture de Saint-Etienne. Joseph Sanguedolce a voulu être président du conseil d'administration de la maison de la culture. Aux dernières élections municipales, Joseph Sanguedolce a été battu. Le « brave » Dubanchet a pris sa place dans son fauteuil de maire... et de président du conseil d'administration de la maison de la culture. Sans l'erreur de Sanguedolce, Dubanchet n'aurait jamais été en position de commencer à décimer la culture stéphanoise... A méditer ! ●

DIPAPACÉQUOI



La folie des hommes

par Piem

L'ENFANT avait enfoui ses souvenirs de vacances tout au fond de son cartable ; il avait séché ses larmes et il attendait sur le bord de la route le car de ramassage scolaire.

C'était un autocar jaune et ventru qui brinquebalait sur les chemins de campagne en suivant un trajet bien défini.

Le car s'arrêta devant l'enfant qui s'en vint rejoindre à l'intérieur ses compagnons d'infortune, ces aventuriers de l'enseignement obligatoire. L'autocar reprit sa route.

Que se passe-t-il exactement ce jour-là ?

Les experts internationaux en discutent encore aujourd'hui. Le chauffeur, qui connaissait pourtant son parcours par cœur, se trompe-t-il de route ? S'éloigna-t-il involontairement du trajet initial ? Toujours est-il qu'il s'en alla rouler sur une route interdite où de part et d'autre perçaient à travers les feuillages les secrets les mieux gardés, les démons de l'apocalypse.

Interrogé par la suite par une commission d'enquête, un garde champêtre déclara qu'il avait nettement entendu, sortant des bosquets, le cri déchirant des vautours : « Visez la cible ; cible est visée ; tirez ; feu. »

Le missile frappa l'autocar de plein fouet. On retrouva, jonchant le sol tout autour des débris du véhicule, quelques livres d'histoire qui parlaient de Marx et de Lénine et de la libération des peuples.

Sur le chemin des écoliers il se trouve aussi des vautours qui donnent à l'espérance une odeur de charogne.

L'enfant dans son lit poussa un grand cri de frayeur et son père accourut pour le rassurer. Il lui expliqua calmement que ce n'était qu'un cauchemar ; que tout cela n'était que des histoires de grandes personnes et qu'il comprendrait plus tard quand il serait plus grand et que tout cela ne pouvait pas effrayer les petits enfants et que Tass et compagnie avec son Gromyko apporteraient les explications nécessaires et Reagan aussi ferait le gros dos.

Il n'avait qu'à penser à des choses heureuses, par exemple le beau feuilleton culturel que monsieur Moati lui offrait sur la troisième chaîne ; un « Dynastie » de derrière les gogos.

Alors l'enfant se mit à pleurer de plus belle et voilà que son lit transformé en Boeing 747 survole l'île de Sakhaline et que le missile le frappe au niveau du traversin.

Le père le serre tendrement contre lui, il caresse sa tête blonde et les sanglots de l'enfant s'arrêtent.

— Dis papa c'est quoi la folie des hommes ?

Vaste question à laquelle il était difficile au père de répondre sans éveiller chez son fils quelques nouveaux sujets d'inquiétude.

Aussi afin de lui apporter repos et tranquillité il préfèra lui parler de futilité.

« Il était une mauvaise foi », dit-il et le père parla, parla et l'enfant s'endormit en haussant les épaules.

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.



Des réductions de 25 à 75% sont offertes aux familles, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, carte Famille Nombreuse, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.

HAVAS CONSEIL

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



Treize journalistes européens réunis en un jury ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Ce trophée, chez Renault, nous en sommes fiers. Mais ce qui nous satisfait le plus c'est d'avoir conçu et créé de toutes pièces, une gamme de camions faite pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

RENAULT G 260 · CAMION DE L'ANNÉE 1983

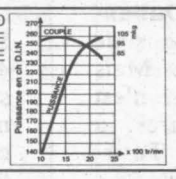
G 260 T. Un niveau d'économie et de fiabilité sans précédent. Tous les éléments du Renault G 260 ont été testés en réel. Moteur turbo à air refroidi, boîte 9 vitesses, système de freinage, conception générale..., tout est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique. Tout a été mis en œuvre pour offrir à un chef d'entreprise un camion qui lui permette d'optimiser sa gestion.

G 260. Moins de 6 t de poids mort. La conception générale du G 260 a été dominée par le soucis prioritaire de la rentabilité d'exploitation. La réduction de son poids mort a permis de porter sa charge utile à un niveau jamais atteint.

G 260. Un réseau associé à votre rentabilité. Comme tous les Renault, bénéficie de l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.
Chacun d'entre eux a le même souci que vous : assurer la maintenance de votre outil de travail, élément indispensable de la rentabilité de votre entreprise.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année. Choisissez-le, cette année, comme votre camion.

G 260
COURBE DE PUISSANCE



Objectif économie : La preuve par les chiffres.
- Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l).
- Charge utile : 32 t.
- Motorisation performante (couple de 105 mKg pour 260 ch DIN) associée à une boîte de vitesses très ouverte : 14.8.
- Consommation : le test comparatif réalisé par la presse professionnelle en décembre 1982 sur parcours étalonné, a donné le résultat record de 34,46 l au 100 km.

G 260 : Economie d'exploitation et performances routières.

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

Fondation Jean Jaurès

Politique internationale au fil des jours

PAR GILBERT SANS



A.f.p.

L'armée libanaise face aux miliciens.

269 morts. Pourquoi ?

Saura-t-on jamais toute la vérité sur la tragédie du Boeing 747 de la Korean Air Lines. Bribes après bribes, elle apparaît peu à peu sans que pour autant soient éclaircies un certain nombre de circonstances étranges qui ont précédé la disparition de l'appareil.

Une chose est certaine et l'était dès le premier instant : c'est bien la chasse soviétique qui a abattu l'avion sud-coréen et aucune explication ne pourra faire que l'Union soviétique ne porte pas la responsabilité directe de la mort — on a parlé de « massacre » ou d'« assassinat » — de 269 personnes. De démentis en mises au point, de rumeurs officieuses en déclarations officielles, il aura fallu cinq jours aux Soviétiques pour reconnaître que leurs chasseurs avaient bien reçu l'ordre d'« arrêter le vol » de l'avion sud-coréen, Moscou continuant à affirmer que celui-ci se livrait à une mission d'espionnage, que son entrée dans l'espace aérien soviétique avait été « planifiée » et qu'il refusait d'obéir aux injonctions des chasseurs Mig 23 et Su 15.

Cette thèse, peu vraisemblable, aurait pu être totalement rejetée si un certain nombre d'éléments connexes n'étaient venus compliquer les choses. D'abord l'aveu par les Américains qu'un de leurs avions de



reconnaissance avait survolé la région peu de temps auparavant, ce qui apparaissait comme une sorte de perche tendue aux Soviétiques pour accréditer l'argument d'une confusion d'appareils. Ensuite, et c'est la question la plus mystérieuse, comment est-il possible que le Boeing se soit, dans une zone particulièrement sensible, largement détourné de sa route pendant plus de deux heures sans que ses pilotes s'en soient aperçus, sans que les bases japonaises qui pouvaient communiquer avec l'appareil ne les en aient avertis. Autre question sans réponse et qui résulte cette fois des conversations entre les pilotes soviétiques et leur commandement, enregistrées tant par les Américains que par les Japonais (documents qui ont été produits mardi soir devant le Conseil de sécurité) : contrairement aux premières affirmations soviétiques les feux de navigation du Boeing n'étaient pas éteints mais clignotaient, ce qui, selon le code international, signifiait qu'il était prêt à répondre aux injonctions de ses poursuivants soit pour sortir de la zone interdite, soit pour un atterrissage forcé. Comment se fait-il que moins de cinq minutes après avoir repéré ces feux clignotants, la chasse soviétique ait « détruit la cible » alors que, se trouvant à moins de deux kilomètres de celle-ci, elle ne pouvait pas ne pas voir qu'il s'agissait d'un avion civil — le Boeing 747 est facilement reconnaissable sur un radar — et donc transportant un grand nombre de passagers.

Bien d'autres questions se posent encore et d'abord celle de savoir qui en U.r.s.s. a donné l'ordre d'accomplir un acte aussi monstrueux. La responsabilité en incombe-t-elle aux seuls militaires de la région concernée, ou se situe-t-elle à un niveau plus élevé de l'armée ou du pouvoir civil lui-même. Le fait que le vol du Boeing dans l'espace aérien soviétique ait duré près de deux heures et demie exclut la thèse d'une décision purement locale. Mais si l'on est remonté plus haut, on peut s'étonner que durant un si long laps de temps Moscou n'ait pris aucun contact avec Washington (à quoi sert donc le téléphone rouge ?) pour obtenir des éclaircissements.

D'où la conclusion à laquelle certains aboutissent d'un acte délibéré des Soviétiques. On ne voijt pourtant pas très bien quel avantage ceux-ci espéraient en tirer au moment où, parallèlement à la reprise des négociations de Genève et à la conclusion positive — après trois ans de palabres — de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe —, ils paraissaient s'efforcer de donner à l'opinion internationale une image pacifiste. Le secrétaire d'Etat américain George Schultz en aura peut-être appris un peu plus de la bouche de son homologue Andrei Gromyko que Pierre Mauroy et Claude Cheysson ne manqueront pas d'interroger à leur tour lors de son passage ce vendredi à Paris.

C. E.

Le chaos libanais

Au Liban, tout se met en place et tout s'enchaîne, ce qui pourrait conduire rapidement à une reprise de la guerre civile.

Sur les collines entourant Beyrouth, miliciens chrétiens et forces socialistes druzes s'affrontent ouvertement. Les phalangistes reçoivent d'ailleurs maintenant l'aide non dissimulée de l'armée libanaise. Les combats pour le contrôle de la route Beyrouth-Damas pourraient également mener à un engagement direct des forces syriennes occupantes. Sans compter le risque que comporte la présence dans cette zone d'unités nord-américaines de « marines » équipées d'hélicoptères de combat. Ni sans sous-estimer les dangers d'interventions, en retour, de l'armée israélienne.

La force multinationale d'intervention se trouve placée, du fait du redéclenchement des hostilités entre les différentes composantes politiques, militaires et religieuses de la société libanaise, dans une situation délicate. Elle est aujourd'hui isolée. Rappelons que, comme son nom l'indique, cette force multinationale d'interposition avait uniquement comme mission de s'interposer. Rien de plus. Il serait étonnant que la France, qui participe activement et depuis le début à cette force de paix, accepte de voir sa mission dénaturée ou qu'elle change de nature. C'est en tout cas ce que rappelait récemment le Premier ministre Pierre Mauroy, sans toutefois envisager concrètement de futures et prochaines possibilités de retrait des forces françaises au Liban. Le bombardement de la Villa des Pins, quartier général des forces françaises, la mort d'un lieutenant-colonel tandis que d'autres militaires étaient blessés ont cependant amené mercredi le gouvernement français à réagir à la fois sur le terrain diplomatique et militaire contre les Syriens considérés comme responsables de l'attaque.

Au plan international, le chaos libanais réveille de bien cruels souvenirs. L'opinion américaine se demande bien pourquoi ses « boys » vont se faire tuer si loin de la maison. Le syndrome vietnamien joue encore à vif sur les nerfs politiques nord-américains. Pourtant, depuis la reprise des combats et bombardements sur Beyrouth, les Etats-Unis font croiser en renfort un nouveau porte-avions à proximité des côtes libanaises. On le devine aisément : la position que prendra le président américain n'est pas anodine et pèse, comme d'habitude, son poids dans la balance. La diplomatie U.s. semble bien être par ailleurs le dernier soutien d'importance au président libanais, Amine Gemayel, dont le crédit et les forces s'effritent de jour en jour.

Lourde de périls, la réalité libanaise devrait aussi être riche d'enseignements, pour tous. L'avenir du Liban appartient d'abord aux différents camps libanais aujourd'hui hostiles. Le passé récent démontre, en tout cas, qu'il n'était ni suffisant, et certainement pas nécessaire, de chasser les combattants palestiniens de Beyrouth et de la région pour régler la situation dans un sens favorable à la paix.

Avancer vers la reconquête d'une paix solide : cela impliquerait que les principaux acteurs de la scène du Moyen-Orient — Israéliens, Syriens... Nord-Américains — acceptent de faire des concessions. C'est encore aujourd'hui la seule voie. Cela s'appelle le courage politique.



Réarmement moral au Vatican

Recevant à Castelgandolfo un groupe d'évêques américains, le pape Jean-Paul II en a profité pour réaffirmer on ne peut plus clairement les positions de l'église catholique vis-à-vis de la sexualité : caractère indissoluble du mariage, condamnation des rapports pré-conjugaux et de l'homosexualité, définition du contrôle des naissances comme contraire à « la loi de Dieu ».

Rien de bien nouveau, ni de bien étonnant au demeurant : pour l'essentiel il s'agit là d'un rappel des positions les plus traditionnelles et les plus « intégristes » du Vatican. Mais, chacun s'accordant à reconnaître en Jean-Paul II un pape éminemment politique, ce rappel souligne en fait le caractère non exclusif, loin de tout schématisme, de la politique papale, contrairement à ce que ses justes positions sur la Pologne tendraient à faire croire. Autrement dit : ce pape n'est pas seulement le pape de la classe ouvrière polonaise, il est aussi celui du réarmement moral de l'Eglise ; des conceptions fortement teintées d'anticommunisme et d'anti-athéisme militants. D'autant que tous les travailleurs n'ont pas la « chance » d'être polonais. Les masses latino-américaines — catholiques s'il en est — en ont fait la cruelle expérience lors des déplacements de Sa Sainteté.

On apprenait dans le même temps la démission, officielle et définitive, du général des jésuites, le père Pedro Arrupe, un Basque qui aura lutté jusqu'au bout contre la maladie et pour maintenir l'autonomie de son ordre. Le père Arrupe avait été, tout au long de ces dernières années, la caution suprême des prêtres et missionnaires socialement engagés dans les réalités qu'ils partageaient, notamment en Amérique latine. L'ordre des jésuites est maintenant « managé » par un représentant personnel du pape. Normalisation ?

PROFESSION: SPORTIF

Le sombre été de l'athlétisme et de la natation français a définitivement enterré un amateurisme suranné. De l'athlète à l'entraîneur en passant par le dirigeant fédéral, l'heure de la professionnalisation a sonné

PAR PHILIPPE MAQUAT

« Il y a non seulement Vigneron et Quinon qui ont battu le record du monde du saut à la perche, mais aussi Canti, Verzy, Mahmoud et Maryse Ewa-nje-Epée qui ont amélioré le record de France dans leur spécialité », fait remarquer Michel Marmion, à la tête de la Fédération française d'athlétisme depuis 1973.

Certes, le bilan d'après Mondial des athlètes français, est plutôt impressionnant. Hélas ! il arrive trop tard. Une fois de plus. Michel Marmion n'en disconvient pas, qui ajoute : « L'échec des championnats du monde d'Helsinki m'a d'autant plus déçu que nos objectifs étaient modestes au départ. Quant à tous ces records battus par les athlètes français à l'étranger, et non dans leur jardin, depuis une quinzaine de jours, ils me laissent un goût encore plus amer. Que voulez-vous, c'est dans leur tête que ça se passe. Nous allons tenter d'y remédier pour les jeux Olympiques de Los Angeles. » Presque un appel du pied aux psychologues.

En tout cas pour Los Angeles, les grandes manœuvres ont déjà commencé. Il n'est pas trop tôt, surtout pour l'athlétisme et la natation françaises qui sont complètement passés à côté des grands rendez-vous de l'été. Sans verser dans un optimisme béat, il n'est cependant pas déraisonnable de prévoir un sursaut d'orgueil des athlètes français dans moins d'un an en Californie. Du moins de la part des quelques individualités précitées auxquelles viendront s'ajouter un certain nombre d'espoirs. De toute façon, la délégation envoyée aux jeux ne sera pas pléthorique. En gros, n'iront à Los Angeles que les athlètes possédant un potentiel de finaliste, ce qui ne signifie nullement que tous accéderont aux finales. Robert Bobin, l'ancien patron de l'athlétisme national dans les années soixante, a été nommé « M. jeux Olympiques » par le ministère des Sports.

Depuis la saison dernière il suit donc à la loupe le comportement des sélectionnés probables que l'on connaît déjà pour la plupart. Il est l'homme de confiance d'Edwige Avice. De son côté, le ministre a assuré que si les athlètes retenus n'étaient pas nombreux, ils bénéficieraient en contrepartie de toutes les facilités pour préparer les jeux. En l'occurrence une mise en disponibilité totale ou partielle.



Sygma

Thierry Vigneron en action.

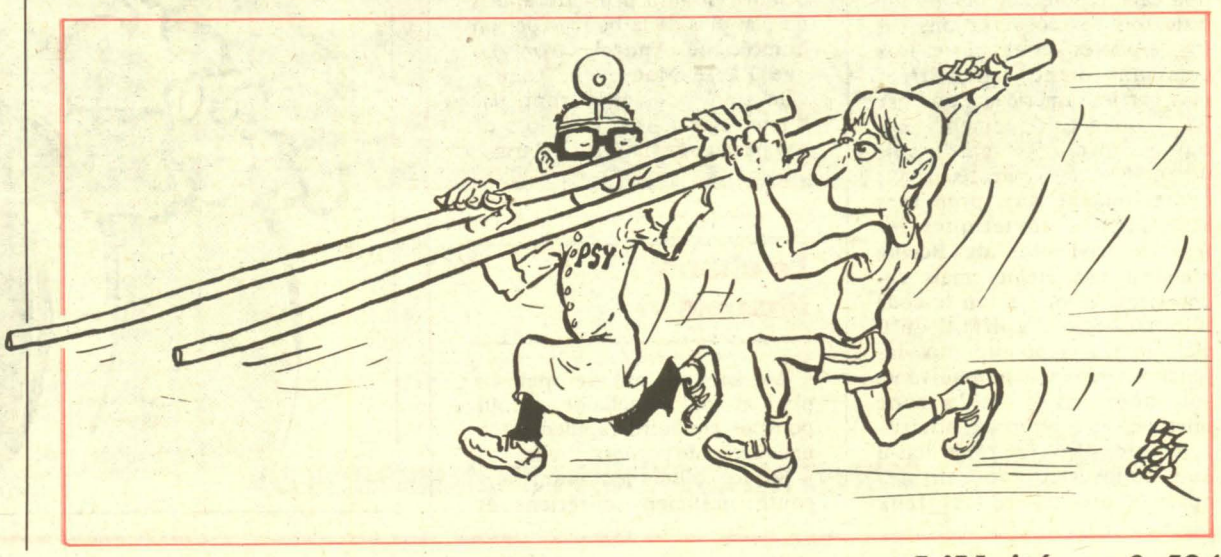
C'est un pas supplémentaire vers la constitution de la fameuse super-élite réclamée par une partie de l'opinion publique, par la presse spécialisée et bien entendu par les athlètes. Dont le sauteur en hauteur Franck Verzy, inexistant à Helsinki, puis rayonnant une semaine plus tard en Coupe d'Europe à Londres où il domina son sujet en franchissant 2,32 m avec une extraordinaire aisance. Verzy a, en effet, été le premier sportif contacté par le ministère des Sports pour bénéficier de la convention signée récemment par Edwige Avice et Joseph Franceschi, responsable de la Sécurité publique. Au terme de cette convention — la 12e signée avec une administration —, l'athlète lyonnais sera enquêteur dans la police nationale, ce qui le réjouit, car il sait qu'il obtiendra de larges facilités pour s'entraîner et... récupérer. « Il faut comprendre, plaide Verzy, qu'un athlète de haut niveau est constamment à la limite de la rupture physique et psychique. En conséquence, après la compétition et l'entraînement, la récupération est indispensable. Du reste. ajoute-t-il, plus personne n'est dupe : les meilleurs athlètes sont de véritables professionnels durant leur carrière. En R.d.a. comme en R.f.a. »

Véritablement stimulé par la nouvelle chance qui s'offre à lui, Verzy promet : « Je serais finaliste et même plus à Los Angeles. » Le rendez-vous est pris, mon cher Franck. Mais pourquoi pas après tout, car comme Vigneron ou Quinon, Verzy n'est pas loin d'être un surdoué.

Le rendez-vous olympique

Cela pour le court terme. A plus longue échéance, Edwige Avice entend continuer sa politique d'insertion professionnelle des athlètes par le biais de conventions signées avec les administrations et les entreprises publiques ou privées. Elle demandera également aux municipalités d'aider leurs sportifs de haut niveau, ce que beaucoup ont déjà fait, à l'image de celle de Marignane qui proposera un détachement total à Joseph Mahmoud (le meilleur Français à Helsinki sur 3 000 m steeple), afin que celui-ci prépare au mieux le rendez-vous olympique. Enfin le ministre compte élargir cette politique aux cadres techniques souvent angoissés par des problèmes de reconversion, et qui demandent depuis longtemps un statut.

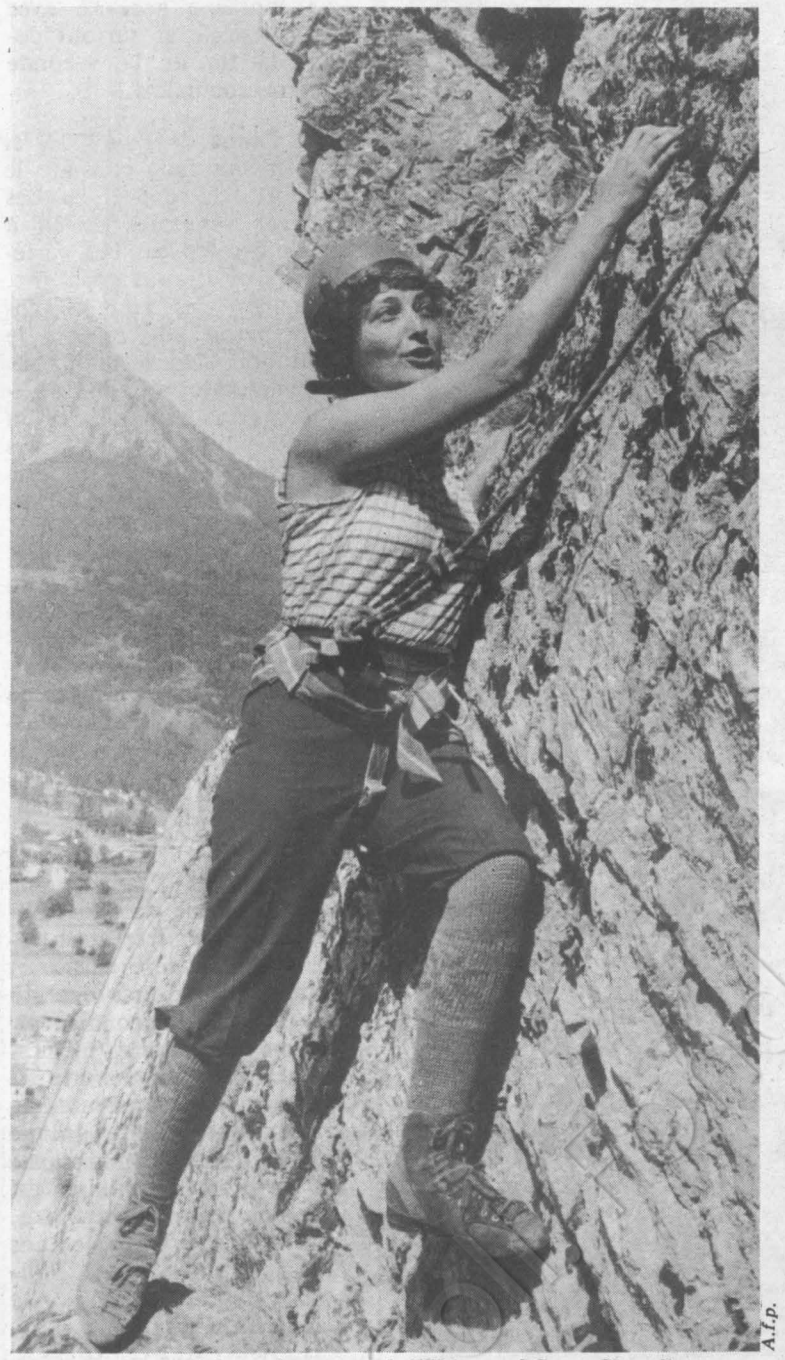
Pour la natation, l'optimisme est moins de rigueur. Au point que l'ancien champion Michel Rousseau n'est pas loin de penser que, dans l'optique de Los Angeles, il faut tout miser ou presque sur la natation synchronisée, une spécialité nouvelle qui peut permettre aux Français de tirer leur épingle du jeu. Pour preuve : la Tourangelle Muriel Hermine (20 ans), mannequin dans le civil, a sauvé l'honneur de la délégation française envoyée à Rome en devenant vice-cham-



pionne d'Europe. Cependant, Rousseau propose encore de rassembler les nageurs en petits groupes de cinq ou six selon leur spécialité.

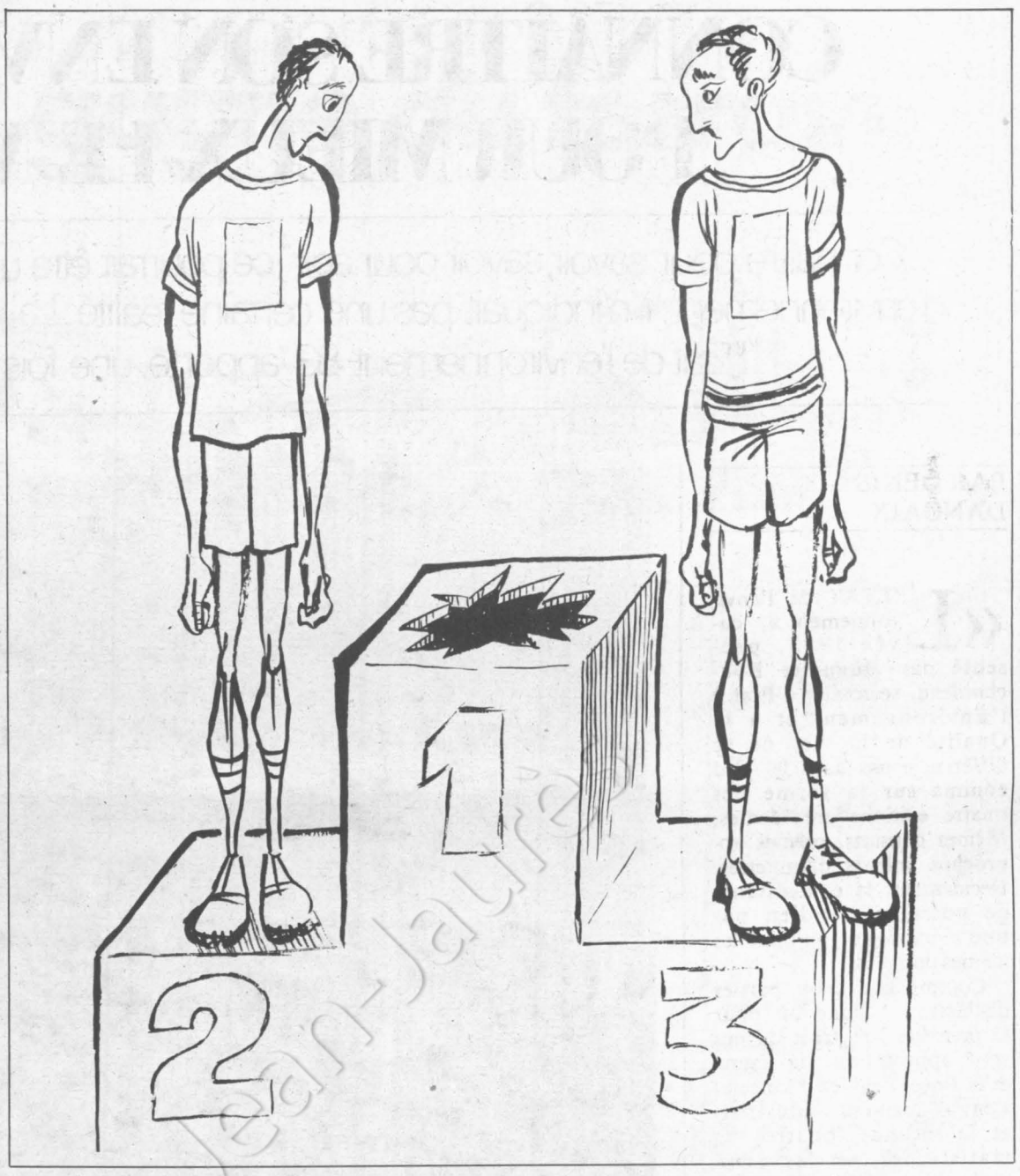
Au niveau fédéral, Henri Sérandour, en place depuis deux ans, est plus que jamais décidé à rompre avec un rassemblement de l'élite à l'Institut des sports de Vincennes (I.n.s.e.p.). En conséquence, les nageurs se prépareront désormais dans leur club, près de leur famille et avec leur entraîneur. Lequel ne sera plus coupé de la haute compétition, comme c'était le cas jusqu'à maintenant, mais pourra, au contraire, accompagner son protégé dans les déplacements importants. Le président de la F.f.n. souhaite professionnaliser au maximum le corps des entraîneurs.

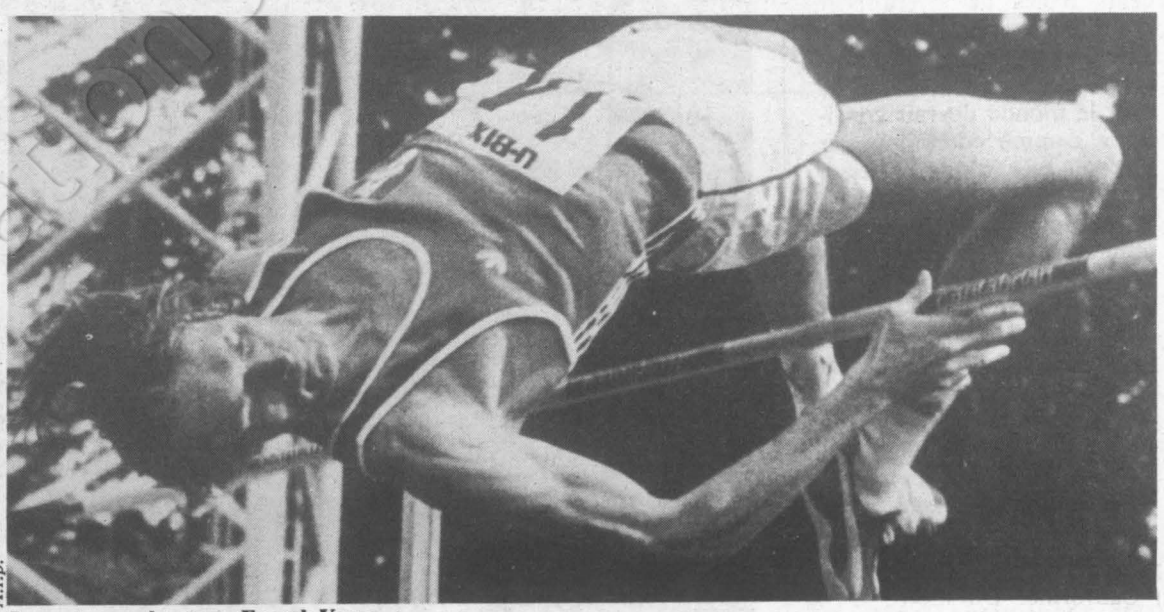
Cependant, à la base, c'est-à-dire au niveau de l'école, beaucoup de problèmes restent en suspens. Jean Poczobut, directeur technique de l'athlétisme français, estime qu'Alain Savary, ministre de l'Education nationale, n'aime guère le sport, tandis que Michel Marmion précise qu'il s'agit là d'un véritable problème politique allant bien au-delà du cadre des fédérations : « Dire que l'athlétisme doit être un sport prioritaire à l'école est, selon moi, de la foutaise, dit carrément le président de la fédération. Car il ne faut pas précipiter les choses et spécialiser hâtivement le jeune athlète. Ce que l'on a du reste trop tendance à faire en France. Nous estimons, en effet, que c'est seulement au niveau des cadets que la spécialisation doit intervenir. En revanche, comme en Angleterre, en R.f.a. ou aux Etats-Unis, c'est à l'école qu'il revient de donner à l'enfant le goût de l'effort, de lui faire travailler sa souplesse, sa vitesse, sa détente, sa respiration, etc. En somme de développer les qualités de base. Or, dans ce domaine, nous sommes très, très en retard. » L'école d'abord, le club ensuite, et entre les deux, une détection efficace.



A.f.p.

Edwige Avice participant à un stage de l'U.c.p.a. à Serre-Chevalier.





A.f.p.

Le sauteur en hauteur, Franck Verzy.

Car il est certain qu'à l'heure actuelle dans notre pays on devient athlète ou nageur par hasard ou parce que papa l'était.

Réintroduire l'E.p.s. dans le primaire

Un avis partagé par le corps enseignant dont Philippe Buissou fait partie. Ancien rameur international et professeur d'E.p.s. dans un grand lycée parisien, il explique : « Nous souffrons d'isolement car il n'y a pas d'E.p.s. dans le primaire, il n'y en a pas à l'université, si bien que nous avons l'impression dans le secondaire, de venir un peu comme des cheveux sur la soupe. » Même si c'est plus facile à dire qu'à réaliser, notamment au niveau des petites communes, la place du professeur d'E.p.s. est d'abord au niveau du primaire.

A défaut, Jacques Rouyer, secrétaire général du Syndicat national de l'E.p.s. (S.n.e.p.), appelle à un renforcement de la formation des instituteurs au niveau de l'éducation physique. Et s'il se réjouit du dynamisme nouveau affiché par le sport scolaire volontaire — le succès remporté par les jeux de l'U.n.s.s. organisés à Fontainebleau en témoigne —, il rejoint son collègue pour regretter des insuffisances toujours criantes au niveau de l'école.

Mais Jacques Rouyer estime néanmoins que l'E.p.s. intégrée à l'Education nationale a ainsi obtenu depuis deux ans un statut de principe, et réussi à combler une partie du retard accumulé par les gouvernements précédents pour les créations de postes. Enfin il met l'accent sur un problème crucial : la formation des cadres, c'est-à-dire des entraîneurs qu'il estime — et il n'est pas le seul — insuffisante. Or, la « loi Avice » sur le développement des activités sportives, qui va succéder à la « loi Mazeaud », prévoit la création d'un véritable professorat de sport. Comment se traduira dans les faits cette création prévue dans les textes ? Les discussions sont en cours. Pour sa part, Jacques Rouyer propose de s'inspirer de l'exemple est-allemand qui consiste à donner aux professeurs de sport une formation commune à celle de leurs collègues d'E.p.s., mais avec en plus une « dominante» en athlétisme, en natation, en judo, etc. « Les athlètes sont aussi indispensable que les artistes », conclut le secrétaire général du S.n.e.p.

Pour recréer une dynamique durable au sommet des deux grands sports olympiques que sont l'athlétisme et la natation, la réussite passe donc par trois niveaux :

1 - Une formation de base dès l'école primaire avec, en outre, au bout de la chaîne une revalorisation (à l'étude) de l'E.p.s. au baccalauréat.

2 - Une spécialisation sportive effectuée sous la responsabilité d'entraîneurs disponibles et compétents, ce à quoi devrait contribuer le professorat de sport.

3 - Un statut social et universitaire pour les sportifs de haut niveau, statut qui passe par un emploi provisoirement aménagé ou des études étalées selon les cas. L'abandon prématuré d'espoirs prometteurs serait ainsi freiné.

En tout état de cause, il s'agit d'une politique ambitieuse qui requiert une volonté ministérielle de coopérer — Edwige Avice et Alain Savary doivent se rencontrer prochainement — mais une politique qui exige aussi... des crédits. Car de l'athlète à l'entraîneur en passant par le dirigeant fédéral, l'heure de la professionnalisation a sonné pour les sports olympiques. Crédits que les fédérations, par leur dynamisme, doivent aussi chercher dans le secteur privé. ●

CONNAÎTRE SON ENVIRONNEMENT POUR MIEUX LE MAÎTRISER

"Connaître pour savoir, savoir pour agir", ce pourrait être un slogan comme un autre si, en matière d'environnement, il n'indiquait pas une certaine réalité. La lecture de la 5e édition du rapport intitulé "l'Etat de l'environnement 83" apporte, une fois de plus, de l'eau à ce moulin

PAR DENIS DANGAIX

« L'ETAT de l'environnement », cuvée 1983, présenté par Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la vie, ne se différencie pas dans le fond comme sur la forme des quatre éditions précédentes. Mêmes constats, mêmes approches, mêmes paramètres. Décidément, la connaissance de notre « quotidien nature » implique toujours les mêmes données.

Comprenant deux parties distinctes — l'une où pour la première fois trois thèmes sont approfondis (la faune et la flore, l'eau en France et l'environnement industriel) et la seconde, bourrée de statistiques —, les deux cents pages de ce rapport constituent pourtant la matière indispensable pour disséquer un patrimoine que tout le monde devrait considérer comme commun. Car il s'agit bien d'une richesse. Et si, lors de cette occasion, une innovation dans le système français de comptabilité nationale a été affirmée — les comptes du patrimoine naturel —, c'est aussi pour renforcer la notion de valeur. Comme toute valeur, ou tout « bien », cela a tendance à s'amoindrir, à s'abîmer. Le simple constat de l'ampleur croissante des conséquences des activités humaines sur les éléments naturels, liées à une expansion économique rapide, a fait prendre conscience qu'un bien dit naturel possédait sa propre valeur ; on parlera donc de comptes d'éléments, de comptes d'écosystèmes, d'agents, de territoires, bref, on rentabilisera un système où l'argent ne sera pas la monnaie principale.



A.f.p.

Fûts de cyanure de sodium en provenance du pays Basque espagnol échoués sur la place d'Hossegor (Landes).

Huguette Bouchardeau au parc de la Vanoise.



Sygma

Il est facile, à la lecture de ce nouveau rapport, de dégager un axe central reliant ainsi l'ensemble des thèmes abordés. C'est celui de la compréhension et donc de la protection de ces valeurs. De quoi s'agit-il aujourd'hui ? La faune et la flore, par exemple, symboles, s'il en faut, de ce que l'on désigne sous le nom de nature, sont étudiées sous différentes formes. L'état des espèces d'abord. Fait à partir de multiples inventaires, les conclusions sont assez tragiques. En France comme dans la plupart des pays du globe, on assiste à une régression forte et continue de la majorité des espèces animales et végétales sauvages « phénomène accéléré avec le XXe siècle et surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ».

A l'aube de l'an 2000, si rien n'était fait, constate le rapport, ce sont 10 % des espèces végétales et 30 à 50 % des espèces des vertébrés qui disparaîtraient. L'analyse des facteurs ensuite permet de repérer le pourquoi. C'est la pollution, la banalisation et simplification des écosystèmes, c'est la fin des biotopes, « véritables réservoirs », c'est la modernité qui sont ainsi accusées. La mécanisation, l'industrialisation, l'usage des pesticides, des engrais bloquant un rythme naturel. Les remèdes à apporter concluent ce chapitre. Ils tournent essentiellement autour des usages de conservations. Ils sont classiques et dépendent de la construction d'un cadre constitutionnel et réglementaire.

L'étude de l'eau comme du phénomène de l'environnement industriel confirmera les facteurs, causes et remèdes, responsables du devenir de l'environnement. Ce sont toujours les mêmes. La non-prise en compte de la nature coûte davantage, et c'est pour cette unique raison que la connaissance des textes réglementaires est une condition nécessaire, pour l'élu, le représentant d'association ou des pouvoirs publics, de la bonne marche de la nature.

Huguette Bouchardeau a insisté sur un point indiquant au passage qu'il est la clef de beaucoup de choses. Il s'agit de la question de l'information. Il faut dire que depuis deux ans la nouvelle politique en matière de qualité de la vie insiste sur la question de la connaissance. Nombre de réformes (comme la dernière en date sur la loi concernant les enquêtes d'utilité publique) activent la prise en charge par les associations des problèmes sur l'environnement. Tout est histoire d'information, on le sait. Le souhait de Madame la ministre est que l'information sur l'environnement soit multiple et variée. « Plus d'un Français sur deux s'informe sur l'environnement et toutes les enquêtes confirment cela. » Alors, de l'information générale à celle, plus concrète, de l'appropriation des nouvelles connaissances à la consolidation des acquis, c'est aussi comme ça que l'on prendre en compte la gestion de notre quotidien. ●

Coll. Fondation Jaurès

Le bon sens gagne du terrain.



CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

Carte Y
entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...
un nouveau service
offert par la S.A.P.R.R.
Société des Autoroutes
Paris-Rhin-Rhône



Pour améliorer le service rendu à certains usagers de l'autoroute, en particulier aux usagers professionnels, la S.A.P.R.R. lance, sur son réseau, un nouveau système de paiement permettant aux conducteurs de véhicules légers de régler leur péage au moyen d'une carte à paiement différé : la carte Y.

Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé (ou carte Y).
Les cartes Y (ou badges) sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y (ou badge) est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni a un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire :
l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE,
l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 (Ex. A 37) entre BEAUNE et DIJON.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes (ou badges).

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Demander le contrat à :
S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service carte Y
36, rue du Dr Schmitt
SAINT-APPOLINAIRE
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels. Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien. L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il draînera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne. Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

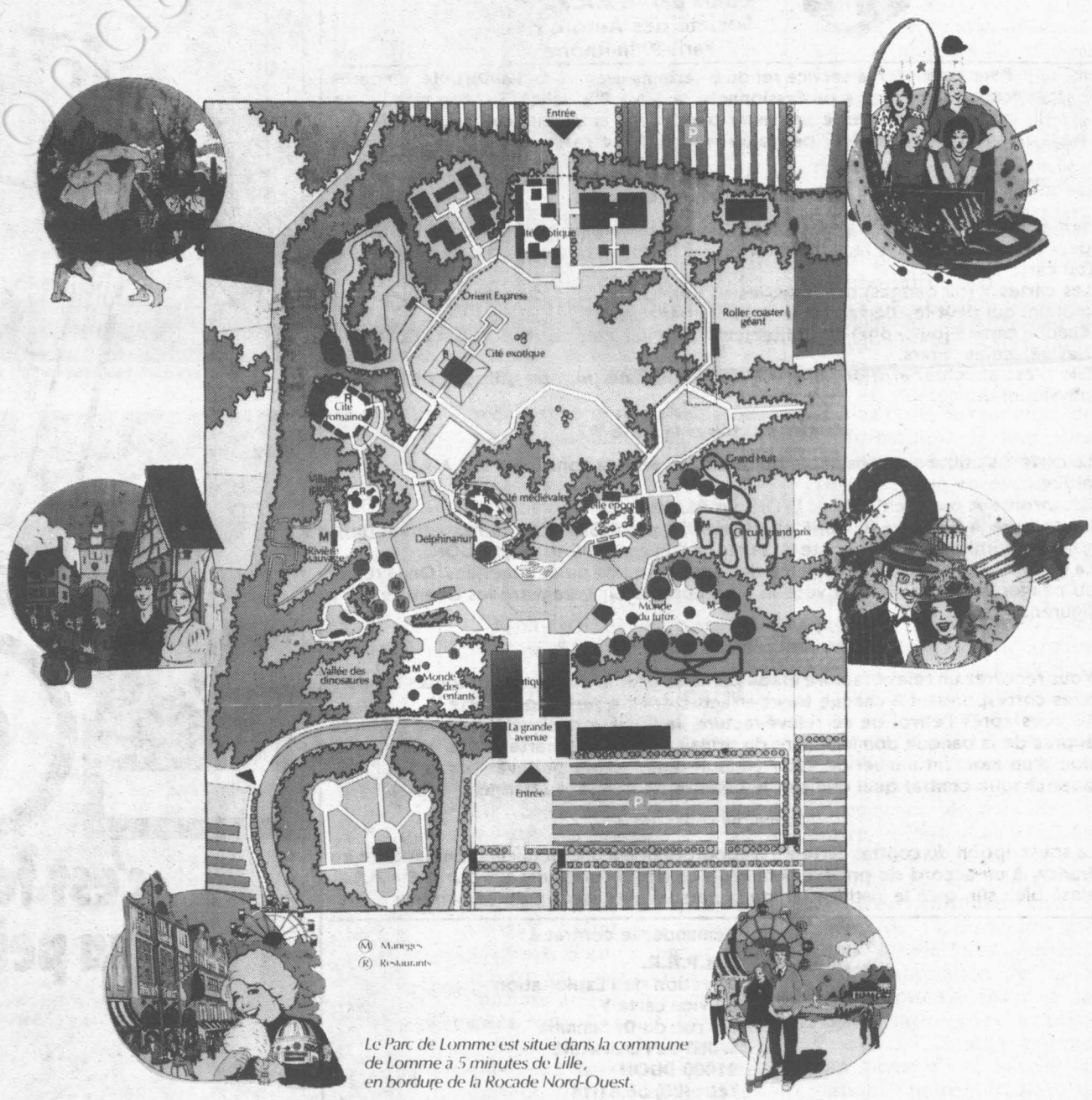
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

Fondation Jean Jaurès

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230 313

MERCEDES: LES NOUVEAUX 407 D ET 409 D A ROUES JUMELEES.



Mercedes-Benz

La rentabilité par la perfection technique et les prestations de service.

MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
BP 100 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher 637 33 99
ORGANISATION DE FÊTE

cinéma

SEPTEMBRE • N° 297

LUIS BUNUEL par Jean-Cl. Carrière

•

JOHN FORD par Harry Carey Jr.

entretien avec **FANNY ARDANT**

•

Les cinéastes polonais aujourd'hui

Toute l'actualité et les films du mois au cinéma et à la télévision
En vente partout (20 F) et 7, rue Cadet, Paris 9e

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 320. Secrétaire de rédaction très expérimentée cherche emploi dans toutes revues ou magazines (féminin, social, culturel, touristique).

Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 321. Collaborateur de « l'Unité » vend excellent piano droit japonais - marque Kawai - laqué noir, état neuf, 8 000 F.

Ecrire au journal qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 322. Ville de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) recrute sur liste d'aptitude du Centre de formation des personnels communaux ou par mutation :

• Cadre responsable d'un futur service « approvisionnement — magasin général » — niveau attaché ou ingénieur.

• Adjoints techniques :

— un, spécialité voirie-éclairage publics, bâtiments,

— un, spécialité bâtiments tous corps d'état,

— un, spécialiste voirie, études générales.

• Sous-bibliothécaire, option, soit jeunesse, soit lecture publique.

• Un attaché communal, service contentieux.

Adresser candidature et c.v. à Monsieur le Maire, secrétariat général, B.P. 416 - 44600 Saint-Nazaire. Tél. 16 (40) 22.91.06.

Bulletin d'abonnement à retourner à :
l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (250 F)*** ☐

**** abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

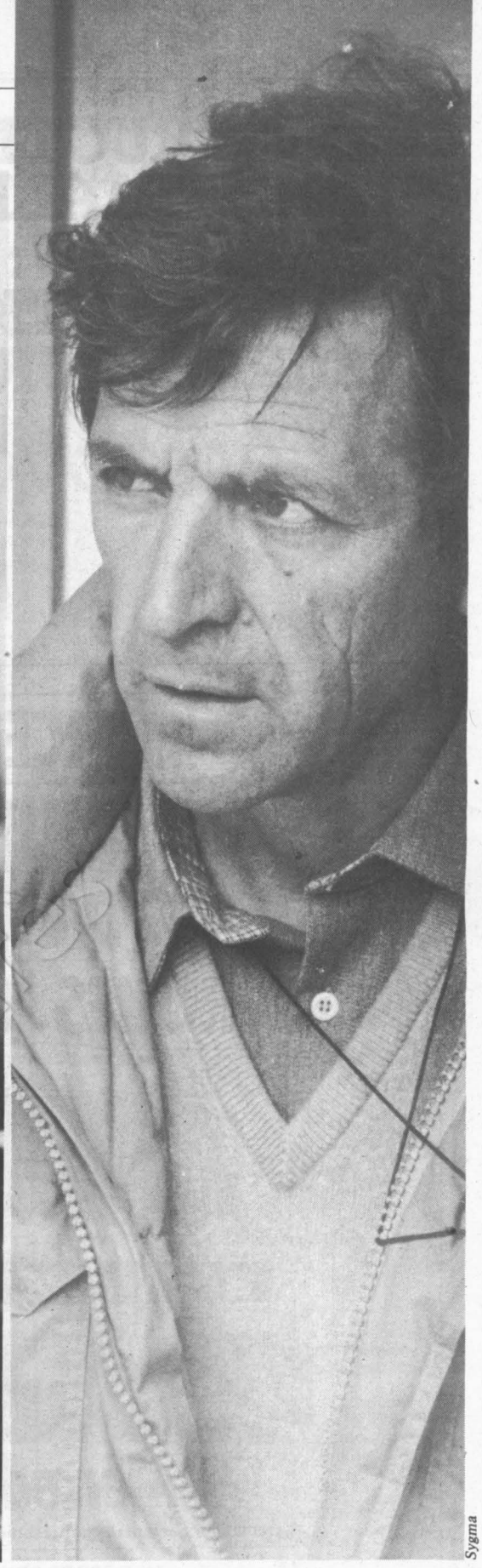
Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Fondation Jean-Jaurès





Sygma

Jill Clayburgh dans le rôle de Hanna K. et son metteur en scène, Costa-Gavras.

COSTA DE "Z" A "K"

Oui, on peut faire du bon cinéma avec de nobles sentiments, Costa-Gavras le démontre de film en film. Avec "Hanna K." il nous donne aussi son plus beau portrait de femme depuis la Romy de "Clair de femme"

PAR SERGE RICHARD

CURIEUSE, cette « rentrée » du cinéma français : moins de vingt ans séparent les trois réalisateurs dont on pouvait attendre quelque chose d'intéressant et pourtant, culturellement, ce sont presque des générations différentes que représentent le quinquagénaire Costa-Gavras, le quadragénaire Philippe Labro et le trentagénaire Romain Goupil. Et, surprise, voilà que c'est « l'ancien » qui prend le maximum de risques et s'en tire le mieux.

Attendait-on trop de Labro et de « la Crime » ? Il a depuis longtemps, c'est vrai, renoncé aux sujets un peu ambitieux où il s'efforçait de chausser les bottes de géant de Melville, voire d'Orson Welles. Mais sa rencontre avec le remuant romancier Jean-Patrick Manchette promettait beaucoup, à l'occasion d'un scénario où se lisaient en filigrane le suicide de Boulin, l'assassinat de Fontanet, l'affaire de Broglie et les dégueulasseries ordinaires de l'affairisme giscardien. Résultat, après passage à la moulinette : un brouet aseptisé, à peine épaissi par un numéro d'acteur (Claude Brasseur) : bref, le style Verneuil. Il n'y a pas de honte à faire du Verneuil, à condition d'annoncer la couleur et de ne pas bousiller un bon sujet.

Si Labro et Manchette pèchent par manque d'ambition, c'est sans doute d'en avoir trop eu qui a un peu fait trébucher Romain Goupil dans « la Java des ombres ». La barre était placée haut, à vrai dire, après un premier film, « Mourir à trente ans », qui restera sans doute comme le témoignage cinématographique unique des enfants de Mai. Si le grand chambardement de 68 a bouleversé beaucoup de choses dans les têtes, il n'a presque rien engendré parmi les auteurs de cinéma qui l'ont vécu... sauf chez Goupil (et, d'une tout autre façon, chez Godard).

Goupil a donc, cette fois, continué sur la même trace : l'après-68 des militants d'alors. Pas ceux qui ont rejoint le combat politique traditionnel, ni évidemment ceux qui « se sont rangés » au chaud de leur vie familiale ou professionnelle. Non : ceux qui ont « dérapé » jusqu'au suicide — comme le Recanati de « Mourir à trente ans » — ou dans les ambiguïtés et les illusions d'un activisme équivoque, entre terrorisme et délinquance pure et simple.

C'est de cela qu'il s'agit avec Xavier, Henri et Gérard : au commencement, c'est probablement par motivation politique que ces anciens soixante-huitards ont transporté quelques fusils. Puis, au fil des années, c'est devenu du trafic d'armes, ni plus ni moins. Et du banal truandage quand ils ont voulu doubler leurs fournisseurs.

A partir de là, on est plus qu'un objet. Renvoyé au néant comme Henri, abattu par l'extrême droite. Expédié dans l'oubli, comme Gérard. Ou manipulé par un service de police après avoir été tiré de prison, comme Xavier quand commence vraiment le film. Marché implicite : Xavier le suicidaire pourra ainsi aller venger Henri. Ce faisant, il permettra d'éliminer une organisation d'extrême droite. Celui que veut abattre ce supposé « service », créé par le gouvernement de gauche pour prévenir toute menace de déstabilisation... La fin justifiera-t-elle les moyens ?

Dans la foulée de Xavier le mort-vivant, on s'embarque donc dans une ténébreuse histoire qui, par instants, frôle l'abracadabra. Ce n'est pas l'essentiel, et pas non plus les références implicites à Goldman et à Mesrine, ni la façon pas très convaincante dont est finalement amenée la clé de

l'énigme, ni l'invraisemblance du fonctionnement du « service » — par quoi péchait déjà, « Il faut tuer Birgit Haas ».

Non, ce que le cinéaste rend parfaitement, c'est l'engrenage de la traque et de la manipulation. Pas en démontant les rouages du mécanisme, comme le faisait si bien Michel Deville dans « Dossier 51 », mais en restituant l'angoisse poisseuse qui envahit cet univers de tromperie, de peur, de trahison, de cynisme. « La Java des ombres » relève du cinéma fantastique, sollicitant fortement l'imaginaire. Et cela transfigure même les plus convenues des séquences de néon et de bagnoles sous la pluie.

Paranoïa politico-policière

Même si souvent les personnages manquent un peu de chair, on bascule aisément, en même temps qu'eux, dans le cauchemar éveillé de la paranoïa politico-policière comme en ont vécu beaucoup de Xavier et c'est, alors, assez impressionnant. Goupil a trouvé une écriture. Mieux : une musique bien à lui.

« Je pose seulement quelques questions », dit Romain Goupil à propos de son film. Costa-Gavras manifeste un peu la même modestie quand il jure n'avoir pas voulu, avec « Hanna K. », traiter le conflit israélo-palestinien, mais écrire avant tout un drame humain. Qui s'en plaindrait ? Depuis « Missing », on sait qu'à travers un personnage romanesque, à condition d'être un personnage fort, Costa-Gavras peut faire passer mille fois plus de choses que dans un film à thèses (quel atout, alors, de disposer d'un Jack Lemmon, dans « Missing » et, ici, de Jill Clayburgh).

La tentation du « démonstratif » guette pourtant à chaque coin du scénario de Franco Solinas : une histoire d'avocate juive non israélienne tout juste installée à Jérusalem et un peu paumée dans sa vie personnelle. Guère sensibilisée au drame des deux communautés qui l'entourent. Jusqu'au jour où elle est commise d'office pour défendre Sélim, un Palestinien entré clandestinement pour revendiquer la maison de sa famille et en qui les militaires veulent voir un « terroriste ». Son attachement à Sélim va faire découvrir à Hanna bien des aspects qu'elle ignorait : le destin des semblables de Sélim, la bonne conscience ou l'ignorance des nouveaux occupants de son ancien village, les accommodements de la justice quand la raison d'Etat est en cause...

Comme Ed Horman, le père de « Missing », Anna est un personnage de bonne volonté qui, au départ, ne se pose pas de questions, puis sent ses yeux se dessiller progressivement.

Le coup de la prise de conscience, c'est vrai, les pires films dits militants en débordent. Mais les protagonistes des deux derniers films de Costa-Gavras ne sont pas en carton-pâte idéologique : ils existent. Sélim, et aussi l'ex-mari français d'Hanna, et le « sabra » Herzog, et bien sûr la jeune femme elle-même. Mieux : Ed Horman était encore un peu d'une pièce ; la Romy du « Clair de femme » exceptée, Hanna est probablement le personnage le plus complexe, le plus riche qu'ait créé Costa-Gavras.

Juive américaine naguère mariée à un Européen et atterrie en Israël, Hanna K. n'a jamais pu trouver sa vraie place dans cette succession de cultures. Ce n'est certes pas sa vie amoureuse qui lui apportera cette unité : elle a quitté son Français pour suivre un Israélien poète, mais c'est d'un autre « sabra » qu'elle attend un enfant : Herzog, un jeune procureur contre qui elle plaide quand elle n'est pas dans ses bras. Et voilà qu'elle s'attache de plus en plus à ce Palestinien taciturne que le destin lui fait défendre...

La rencontre va donc être fulgurante entre cette femme qui cherche encore son identité, cet Arabe à qui on refuse la sienne et ce pays d'Israël qui a essayé de s'en construire une, comme l'explique à Hanna son ancien professeur...

Bien sûr, le comportement d'Hanna ne suffira pas à modifier ni même très longtemps le sort de Sélim. Mais d'avoir dû se battre avec courage — professionnellement, politiquement, personnellement — l'a fait se dépasser et, au bout du compte, se découvrir à elle-même et affirmer son autonomie de femme (1).

Ce bouleversement ne renvoie pas Hanna vers son nombril. Au contraire, elle devient plus facilement encore le porte-parole du message destiné par Costa-Gavras à deux communautés humaines qu'il souhaite voir coexister, comme à Jérusalem — trop peu montrée ici, inexplicablement — ou, mieux, se réconcilier. C'est dire que « Hanna K. » va beaucoup déplaire aux manichéens de service. ●



« La Java des ombres ». Gamma



Claude Brasseur dans « la Crime ».

(1) Son autonomie, Hanna la manifeste en conservant le futur bébé sans se préoccuper de l'avis du géniteur. Idem dans un autre film récent, le beau « Chaleur et poussière » de James Ivory. Quand le cinéma découvre enfin le choix de refuser un enfant, et aussi, le choix de ne pas le refuser, il ne fait pas les choses à moitié pour faire oublier ses silences passés !

QUAND LA PUB SE PAIE UNE BONNE CONSCIENCE

Depuis la campagne, très réussie, de 1977 pour Médecins sans frontières, agences de publicité et organisations humanitaires marchent la main dans la main. Pour le plus grand intérêt des deux partenaires

PLUS d'intellectuels derrière les barreaux. Cette fois-ci, nous pénétrons dans l'intimité d'une famille lambda. La caméra nous montre les images d'un bonheur quotidien, simple... évident. Des images de convivialité.

Et puis, brusquement, c'est la rupture. Un rond rouge encercle la tête de cet homme qui, là à l'instant, riait encore. Et puis cette phrase qui, dans cette atmosphère de bonheur, finit par ne plus être banale : « Pour un mot que vous prononcez tous les jours ici, d'autres ailleurs sont emprisonnés, torturés. Amnisty International a besoin d'argent pour les défendre. » Tel est le « spot » que l'on peut voir dans certaines salles de cinéma, à Paris, dans la Région parisienne et une quinzaine de villes en province.

Le message est simple lui aussi : cet homme, cette femme, ce pourrait tout aussi bien être vous. Un jour. « En défendant la liberté des autres, c'est aussi la sienne que l'on défend », dit-on à Amnisty.

Les tortures ? les emprisonnements arbitraires ? Ils sont malheureusement trop connus. L'indignation a fini par s'émousser. La compassion par devenir logomachique. Alors, l'agence de publicité Dupuy-Campton qui a offert cette campagne à Amnisty International a préféré jouer d'un autre ressort de la psychologie humaine : l'identification. Et pour la mettre au service d'une noble cause, la liberté.

Tel est le contenu du message. Qui passe. La campagne commencée le 17 août semble, en effet, bien marcher, puisque Amnisty reçoit plus de dons que d'habitude. Trop tôt cependant pour en mesurer l'impact : elle doit durer encore un mois. Les affiches murales ont tout simplement repris des images du film. On pouvait les voir dans les couloirs du métro, on peut les voir dans une cinquantaine de villes et dans la Région parisienne. Des encarts sont également passés dans les principaux quotidiens nationaux, dans certains régionaux et dans une vingtaine de revues et magazines. Bref, une campagne d'envergure, mais qui n'a pas coûté grand-chose à l'organisation humanitaire, puisque l'agence se chargeait aussi de lui trouver supports et emplacements gratuits. Une campagne qui marque aussi par son « style ».

Amnisty International a d'ailleurs l'habitude d'innover en la matière. Elle est, avec Médecins sans frontières, l'une des premières organisations humanitaires à avoir eu recours au service de publicitaires pour se faire connaître du grand public. En 1977. Généralement, pareille campagne revient peu cher, car il se trouve toujours des agences désireuses de prouver qu'elles savent aussi afficher de nobles causes et faire passer d'autres messages que ceux vantant les mérites toujours plus blancs de tel ou tel produit de consommation. Il existe même des agences qui sont demandeuses de pareil message et offrent spontanément leurs services. C'est ainsi que Médecins sans frontières avait été contacté après qu'une importante association à but non lucratif, œuvrant dans le domaine de la santé ; eut décliné l'offre d'une publicité « à l'œil ». En effet, Médecins sans frontières n'avait rien déboursé lorsqu'en 1976 et 1977, dans le métro, sur les murs de Paris et d'ailleurs, s'étalait l'affiche désormais bien connue avec cette « trouvaille » : « Deux milliards d'hommes dans leur salle d'attente. » Une action, qui, s'il avait fallu en couvrir tous les frais, serait revenue à 4 millions de francs. Or, l'impact du « message » a été tel qu'il est encore repris à l'occasion par l'association pour des actions plus ponctuelles.

Depuis, de nombreux organismes humanitaires ont suivi cet exemple, y compris ceux qui, au départ, répugnaient à s'afficher en compagnie des publicistes.

P.-Y.P.

F.R.3 SE MET EN DOUZE

La décentralisation du petit écran n'a rien d'un gadget, c'est même un choix carrément politique

PAR FABIAN GASTELLIER

CETTE fois ça y est, c'est la rentrée. Qu'on le veuille ou non, on rembobine le film et on recommence. Ecoliers grise mine, personnalités politiques pressées de retrouver les feux des sunlights, salles de théâtre résonnant à nouveau des trois coups magiques : tous et toutes astiquent leur cartable à l'image du présentateur vedette de nos médias tous azimuts, ce cher Michel Drucker si content de « rentrer en Europe 1 » (Ah ! qu'elle est soignée cette expression récemment placardée sur les murs de nos villes ! Et dire qu'Alain Savary doit plancher dans l'espoir de restructurer l'enseignement (1)...). Bref : le paysage tricolore entier se paie un lifting en espérant faire mieux ou, tout du moins, faire différent. Et la télévision n'est pas en reste, qui nous a ménagé quelques surprises détonnantes.

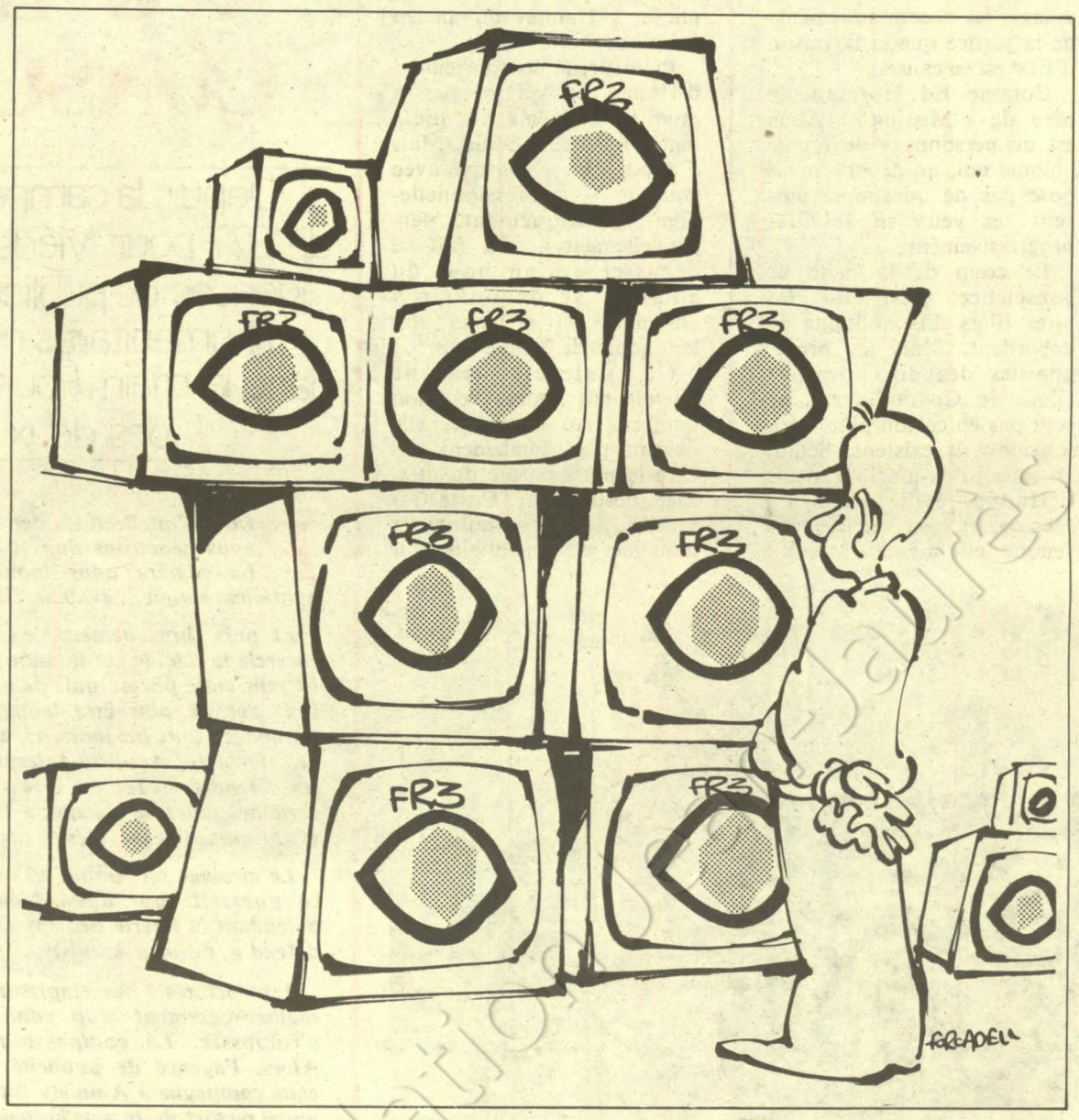
Pas tant à T.f.1., où l'on a quand même sérieusement remodelé la grille des programmes et rappelé — enfin ! — Pierre Bouteiller (et Jean-Christophe Averty) pour prendre les rênes d'une nouvelle émission de variétés intitulée « l'Académie des Bas Arts » (premier rendez-vous le 23 septembre) ; pas tant à Antenne 2 où l'on suit approximativement les règles de l'an dernier avec, toutefois, une place plus large accordée à Pascale Brugnot (la dame qui a inventé le très digne magazine « Moi je ») pour faire dans l'info « psy », mais à F.r.3, le seul média qui ose aborder la rentrée en s'éclatant...



Pascal Lebrun

Serge Moati.

Annoncé dès le lendemain du 10 mai, prévu dans la réforme de l'audiovisuel de juillet 1982, le projet de régionalisation de la troisième chaîne vient de voir le jour le 5 septembre dernier à 17 heures précises sur les écrans de douze régions de France, désormais autonomes et personnalisées six jours sur sept pour trois heures d'antenne. Un bébé tout neuf, donc, et d'évidence encore chétif, mais qui fut couvé comme nul autre et peut se targuer d'avoir eu à son chevet un nombre considérable de bonnes fées allant du chef de l'Etat lui-même jusqu'à Serge Moati, directeur général de F.r.3., qui accepte volontiers de cumuler les fonctions de géniteur, parrain, marraine (on n'est jamais trop attentionné) et tuteur désigné de cet enfant fragile et ambitieux en qui l'auteur du « Pain noir » voit « tout l'orgueil du septennat ».



Ambitieux, certes. Surtout à l'heure des budgets-ceintures où nul gadget n'est permis. Seulement voilà : la décentralisation du petit écran n'a rien d'un gadget. C'est même carrément un choix politique : une façon décisive de tourner le dos à la télévision centralisée, envisagée comme la manne universelle ; une manière également de dire non aux seuls « décrochages » régionaux, ou même à la régionalisation timide souhaitée par certains (quelques informations locales distillées à l'intérieur d'une télévision demeurée inchangée) au profit de la mise sur pied de douze télévisions responsables à part entière, qui créeront et gèreront leurs programmes en commun (et cela à travers l'A.p.i — Agence de programmation interrégionale, chargée de faire circuler les émissons entre les régions et de favoriser les coproductions), et en fonction du portefeuille parisien dont dispose la chaîne mère... « Il faut quand même reconnaître qu'une chose demeurera centralisée, explique André Holleaux, président de F.r.3., c'est l'argent. » Eh oui... Une enveloppe serrée pour une aventure passionnante, certes, mais coûteuse. D'où, très vite, un nécessaire appel à la publicité régionale, qui apparaîtra sur les écrans dès le mois de décembre (grand frisson du côté de la presse écrite qui craint l'envol de la pub vers le nouvel ennemi). D'où, également, l'appel au feuilleton « Dynasty » pour polariser l'attention du public (tous les moyens sont bons, hélas, et ce sont souvent les moins raffinés qui paient le plus) et servir de « locomotive » aux lourds wagons de la décentralisation. D'où, encore, certaines grognes enregistrées dès avant le lancement. A Lyon, à Nice, ailleurs aussi, journalistes et personnel technique ont légèrement traîné le pas. Beaucoup de travail en plus et peu de moyens supplémentaires... Finalement, les choses se sont arrangées. Peut-être parce que tous, en coulisses, ont compris que le jeu en valait la chandelle.

Le grand pari de la régionalisation à F.r.3., c'est peut-être de jouer la carte de la différence à l'heure de la normalisation : « Les satellites ne vont pas tarder, explique André Holleaux, et le paysage audiovisuel va tendre vers l'universalisation. C'est sans doute le moment où il faut savoir davantage enraciner, retrouver les identités locales... » Sans pour autant devenir caricatural et s'enfermer dans une atmosphère petit village, béret basque et baguette de pain particulièrement horripilante : « Nous ne voulons pas d'excès, précise encore André Holleaux. Le repliement c'est l'étiolement. Cependant, il existe bel et bien une richesse spécifique aux différents territoires qui composent notre pays, et cette expression locale est indispensable. Elle est, d'ailleurs, envisagée comme un « plus » apporté à l'expression nationale. »

Aucun projet spécifiquement breton destiné aux Bretons, donc. Si l'on excepte les télévisions en langues régionales (comme la télévision catalane, par exemple, qui va d'ailleurs diffuser « Dallas » en catalan !), tous les projets devront être conçus pour voyager, bouger, intéresser les douze régions en place. Mais qu'en est-il, au juste, de ces programmes destinés à remplir quotidiennement trois heures d'antenne par région concernée ? Ne rêvons pas... La régionalisation est trop jeune encore pour tourner à pleine vitesse, et c'est pourquoi le Nord-Picardie, la Normandie, l'Alsace, la Bretagne – Pays de Loire et les autres n'afficheront pour l'instant qu'un maximum de rediffusions, de productions issues du stock F.r.3. ou de « plateaux » — ces émissions en direct fort peu onéreuses qui permettent quand même de divertir (chanteurs, orchestres) et de se tenir au top niveau des événements locaux ou mondiaux (invitation de personnalités politiques). Pour Paul Lanteri, directeur régional de F.r.3 Provence-Côte-d'Azur, il faudra attendre « six mois à un an avant de voir les premiers pas réels de la décentralisation ». « En effet, explique-il, entre une idée de coproduction et son passage à l'antenne, il faut savoir être patient. Parfois très longtemps. Aujourd'hui, des téléfilms ont démarré, que nous pourrons accueillir dès le début de l'année prochaine. Pas avant. »

Mais à Marseille, on joue la carte de l'optimisme : « Notre but, précise encore Paul Lanteri, est d'arriver à un programme varié, intéressant, populaire mais sans vulgarité, afin de nous permettre d'obtenir un maximum d'audience et, de là, décrocher des moyens supplémentaires en vue d'une constante amélioration. Nous sommes parfaitement conscients, dans la région Provence-Côte-d'Azur, que la télévision joue un changement complet de nature. Il s'agit d'oublier l'époque des « décrochages » pour permettre à une nouvelle forme de petit écran d'éclore. Une chaîne qui s'appuiera vraiment sur le concept de télévision régionale, abordant l'ensemble des problèmes de la région sans rentrer dans l'imagerie d'Epinal d'un midi ensoleillé avec force pastis et parties de pétanque. Nous revendiquons une télévision majeure permettant un éclairage neuf sur la vie locale, nationale et internationale. Permettant également la découverte de talents — comédiens, réalisateurs — régionaux. »

Des téléfilms qui nous sensibiliseraient aux histoires de la mer, de la mine, de la ferme, pourquoi pas ? Et le regard des Marseillais, Corses, Alsaciens, Bordelais, Toulousains et Dijonnais sur les grandes plaies internationales, ça nous changera peut-être du vaccin parisien ; de cette capitale considérée comme le seul applaudimètre valable. Après tout, à Clermont-Ferrand aussi, le Boeing sud-coréen a traîné ses deux cents soixante-neuf morts... Mais qui sait ce qu'ils en pensent ? Allez, bonne chance. En 1983, sur F.r.3, les Français commencent à devenir réellement égaux. Et enfin adultes. ●

(1) à propos de slogans, à France-Inter c'est pas mieux. Le machisme livide, ça vous donne plutôt envie de tourner le bouton.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



« Avoir vingt ans dans les Aurès. »

L'émission de la semaine : « Avoir vingt ans dans les Aurès », de René Vauthier, F.r.3, mardi 13 septembre — 20 h 35 — Suivi de « La vie en face : les immigrés sont-ils toxiques », reportage d'Emilie Raffoul — 22 h 30.

Le magnifique et courageux film de Vauthier sur la guerre d'Algérie est toujours bon à revoir. Mais, ce soir, il précède un document particulièrement douloureux : le racisme. A Dreux. Dreux, la ville-phare du Front national où il ne doit pas faire bon être basané à l'heure actuelle. Dreux qui vit sous le temps des rumeurs, de la calomnie et de la misère. Dreux qui nous prouve si besoin en était que rien n'est plus facile que de réveiller la xénophobie ravageuse. Dreux, ta démocratie fout le camp...

VENDREDI 9 SEPTEMBRE

T.f.1 Au théâtre ce soir : « Je leur laisserai un mot », de Roger Saltel — mise en scène de Max Fournel — 20 h 35.

Une histoire comico-sinistre de journaliste sans scrupules et de séduisante source d'informations. Avec Geneviève Fontanel.

A.2 « L'Homme de la nuit », feuilleton en quatre épisodes de Jacques Armand, d'après Gaston Leroux. Réalisation de Juan Bunuel. Premier épisode — 20 h 35.

Petrograd, 1917... C'est dans un train de nuit que vont commencer les aventures du prince Maxime Nashine dont le goût pour la vengeance est une arme redoutable. Inspiré d'un ciné-roman de Gaston Leroux, un feuilleton rocambolesque style début du siècle. Avec Georges Wilson dans le rôle du bouillant Russe blanc.

Cinéma d'auteur : « C'est encore loin, l'Amérique ? », de Roger Coggio — 23 h 05.

Les mésaventures d'une jeune femme en instance de célébrité et d'un metteur en scène pas mal minable. Sincère et émouvant, même si le désir qu'a Roger Coggio de se transformer en Woody Allen français n'est pas toujours convaincant.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « La Prison sans visage », reportage de Gérard Follin et Richard Michel — 20 h 35.

Troisième émission consacrée à l'un des sujets qui exaspèrent le plus la France dite profonde, ce « Vendredi-ci » propose de regarder l'univers de la prison et les détenus eux-mêmes au fond des yeux. De face, donc. Avec l'accord des intéressés, certes, mais quand même... La passion du « scoop » mène à tout, encore faut-il savoir s'arrêter avant le mauvais goût.

SAMEDI 10 SEPTEMBRE

T.f.1 « Shogun », de Jerry London d'après James Clavell, épisode n° 10 — 21 h 50.

Un piège menace Toranaga. Gageons qu'Anjin saura le déjouer et espérons que les caméras de Jerry London plongeront dans la superbe collection de sabres et d'armures que « Shogun » recèle. A propos, c'est vraiment dommage que frère Alvito, le jésuite, soit un hypocrite-né, car il est plutôt beau gosse...

V'là le rock, émission de Jean-Bernard Hebey — 22 h 45. Accrochez vos ceintures : Bowie en vidéo sur « Let's dance », ça décoiffe sec !

A.2 « Paris au bord des lèvres », émission de Claude-Jean Philippe — 20 h 35.

Colette Renard, Maurice Chevalier, Mistinguett, Yves Montand, Jacques Brel et Charles Trenet sur fond de photos de Robert Doisneau... Une superbe façon d'embrasser soixante-dix ans et de passer de la Belle Epoque aux nuits de Mai... soixante-huit, évidemment.

F.r.3 Les dossiers noirs, de Jean-Michel Charlier : « Le Mystère Kennedy » — première partie : « Un certain Lee Harvey Oswald » — 20 h 35.

Rediffusion d'une enquête sur l'assassinat de Kennedy à Dallas.

DIMANCHE 11 SEPTEMBRE

T.f.1 « L'Affaire Thomas Crown », de Norman Jewison — 20 h 35.

Un milliardaire qui s'ennuie décide de monter un holp-up pour connaître le grand frisson. Un beau film pour nous permettre de retrouver Steve McQueen et Faye Dunaway dans un des baisers les plus torrides de l'histoire du cinéma.

A.2 « Un pays, une musique : le Brésil », de Claude Fléouter et Michel Dami — 20 h 35.

La samba, O.k., mais le Brésil est plein d'autres choses, d'autres rythmes, d'autres musiques... Encore une fois, signalons l'absence de deux géants : Gilberto Gil et Egberto Gismonti. La musique brésilienne sans eux, c'est comme du Cana... (se rapporter à ma rubrique de la semaine dernière).

Paris-Paris, le temps d'une génération, émission de Teri Wehn-Damish et Yves Kovacs. Seconde partie — 21 h 25.

Paris, après Seconde Guerre mondiale. Picasso, Dubuffet, la naissance de « l'art brut » et les multiples tendances du non-figuratif s'entremêlent. Au théâtre, on découvre l'absurde avec Adamov, Beckett, Ionesco, et la littérature voit poindre l'aube du structuralisme qui fera tout aussi bien des merveilles que des ravages. Redisons-le : une émission pa-ssio-nnan-te !

F.r.3 Cinéma de minuit : cycle Charles Vanel : « Les Affaires sont les affaires » de Jean Dreville, d'après Octave Mirbeau — 22 h 30.

Une pièce cinglante d'Octave Mirbeau sur l'absence de scrupules et même d'humanité de la bourgeoisie affairiste. Un rôle noir pour papa Vanel.

LUNDI 12 SEPTEMBRE

T.f.1 « La Captive aux yeux clairs », de Howard Hawks — 20 h 35.

En remontant le Missouri avec Kirk Douglas.

A.2 Opéra : « les Indes galantes », de Jean-Philippe Rameau. Mise en scène de Pier-Luigi Pizzi — 20 h 35.

Rameau, Rameau, Rameau : on n'arrête pas de fêter le tricentenaire de la naissance du sombre Jean-Philippe, l'homme qui découvrit l'opéra à cinquante ans, enferma la musique dans un style mort-né mais fit incontestablement avancer le théâtre. Cet été, au festival d'Aix-en-Provence, Per-Luigi Pizzi signa une magnifique mise en scène d'« Hippolyte et Arcie », mais il avait débuté son stage ramiste avec « les Indes galantes », au T.m.p. Châtelet. Dans la distribution, la noirissime et super belle Sandra Browne qui chante couci-couça, mais possède l'excuse d'une attente de bébé...

F.r.3 « Je vous aime », de Claude Berri — 20 h 35.

Comment rompre, comment vivre seul, comment vivre à deux... Que le film soit réussi ou pas, on s'en fiche, on n'est là que pour Souchon, Gainsbourg, Depardieu et les yeux de la Deneuve qu'on aime, mais alors, é-nor-mé-ment.

MARDI 13 SEPTEMBRE

T.f.1 Caméra de l'I.n.a. « La Matiouette », d'André Téchiné — 21 h 45.

Dans un salon de coiffure d'un petit village du Sud-Ouest, le coiffeur ne reconnaît pas son frère qui débarde soudain de Paris avec baskets multicolores et look détonnant. Voici dix ans qu'ils ne se sont pas vus. Le coiffeur est rangé, marié, raciste sur les bords et ne se pose pas trop de questions. Le frangin, lui, est resté célibataire et se trimbale un drôle de goût de différence. De confidences en confrontation ; d'aveux troubles en colère montante, un duo qui se termine en duel et donne curieusement bien des bleus à l'âme. Le texte autobiographique de Jacques Nolot (dans la vie, il est plutôt le frangin, mais a préféré interpréter le coiffeur) est une de ces petites merveilles justes et acides que l'on découvre par hasard et qui vous obsèdent tant elles font mouche. Quant aux talents de comédien de l'auteur, c'est simple : il « fait » tellement vrai que les spectateurs non avertis pourraient bien croire que Téchiné est allé consulter l'A.n.p.e. des garçons coiffeurs de Tarbes...

Catherine Deneuve et Alain Souchon dans « Je vous aime ».



A.2 « Les Lumières de la ville », de Charlie Chaplin — 20 h 40.

Le pied géant : Antenne 2 va nous diffuser des Chaplin en v.o. tous les mardis ! Au programme des semaines à venir : « l'Opinion publique » (le 18 novembre), « le Dictateur » (25 novembre), « Monsieur Verdoux » (son chef-d'œuvre, le 2 décembre), et « Un roi à New York » (16 décembre). Tous à vos magnétoscopes, vous en oublierez (peut-être) l'augmentation de la taxe !

F.r.3 « Avoir vingt ans dans les Aurès », de René Vauthier (voir encadré).

MERCREDI 14 SEPTEMBRE

T.f.1 « L'Enjeu », magazine de François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller. Avec François Mitterrand — 20 h 30.

A.2 « Croquignole », téléfilm de Georges Michel et Jean Brard d'après Charles-Louis Philippe — 20 h 35.

Employé de bureau possédé par le goût des friandises — d'où son surnom de « Croquignole » — Aristide Buffières va faire un héritage faramineux qui lui amènera bonheur et embêtements... Avec Patrick Chenais.

F.r.3 « Les Enfants de fortune », téléfilm de Bernard Maigrot et François Coupry d'après Jean-Marc Roberts — 21 h 55.

L'histoire d'un « loueur d'enfants » qui prêtait ses rejetons à des couples solitaires. Etrange...

JEUDI 15 SEPTEMBRE

T.f.1 « Pauvre Eros », téléfilm de Georges Régnier — 20 h 35.

Les hauts et les bas d'un monsieur qui vient d'être lourdé par sa maîtresse. Avec Jean-Luc Bideau.

Caméra-festival : « la Peste à Marseille », émission de Michelle Porte — 22 h 10.

L'histoire tragique de la peste à Marseille en 1720. Un téléfilm qui a reçu le prix de l'Université radiophonique et télévisuelle internationale (U.r.t.i.) en 1983.

A.2 « Le Corsaire », série en trois parties de Nicola Badalucco et Jean-Pierre Petrolacci d'après Joseph Conrad. n° 2 — 20 h 35.

Philippe Leroy est très convaincant en corsaire. Qu'on se le dise.

Concert — émission d'Eve Ruggieri : Gustav Mahler, symphonie n° 2 « Résurrection » — Jessye Norman, Sheila Armstrong — Orchestre national de France, direction Seiji Ozawa — 21 h 40.

On a tout dit, non ?

F.r.3 Ciné-passion : « Fellini-Roma », de Federico Fellini — 20 h 35.

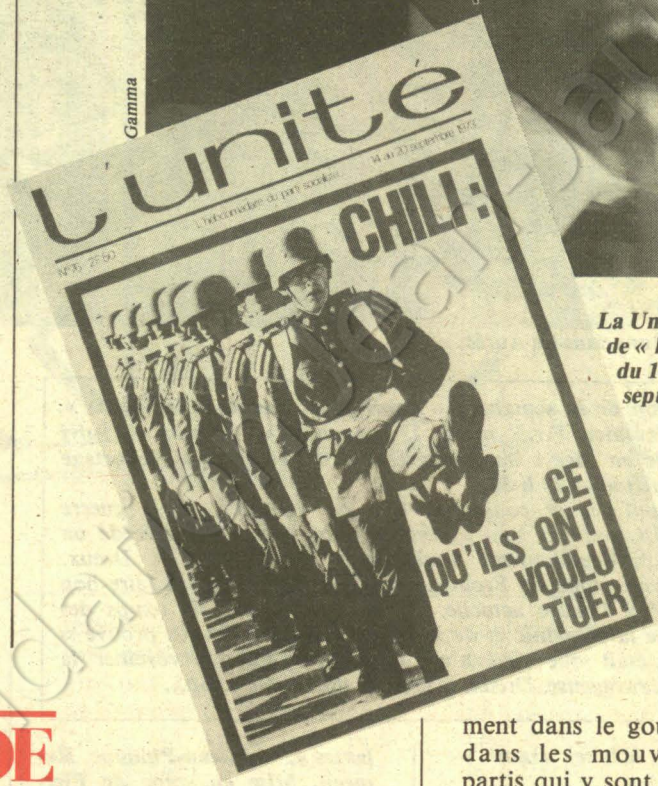
Le dossier de presse ne précisant pas si cette rêverie sur Rome est donnée en version originale ou française, il est encore permis d'espérer...

LA VOIE CHILIENNE

Il y a dix ans – le 13 septembre exactement – Salvador Allende disparaissait. Au moment où certains commémorent cet anniversaire en débaptisant des rues à son nom, nous avons choisi de publier un texte quasi inédit du président chilien



Gamma



La Une de « l'Unité » du 14 septembre 1973.

LE 13 septembre 1973 — il y aura dix ans mardi prochain —, Salvador Allende, président du gouvernement d'Unité populaire du Chili, se donnait la mort dans son bureau du palais de la Moneda pour ne pas tomber entre les mains des putschistes du général Pinochet qui venaient de s'emparer du pouvoir à Santiago.

Depuis dix ans, le peuple chilien est écrasé par une dictature implacable et sanglante à propos de laquelle tous ceux qui, en France, en Europe et ailleurs, hurlaient à la mort contre Allende ont observé pendant des années un étrange silence. C'est seulement depuis quelques semaines, alors que la révolte populaire commence à faire trembler sur ses bases la dictature de Pinochet, que la grande presse reparle du Chili. Pour condamner la répression certes, mais rarement pour rappeler que, durant les trois années où il fut au pouvoir, Salvador Allende avait exclu toute violence et scrupuleusement respecté la démocratie et les libertés dont ses ennemis usèrent d'ailleurs largement pour l'abattre.

Sa conception du socialisme, il l'avait exposée, au début de l'année 1972, quinze mois après son arrivée au pouvoir dans une communication faite à huis clos devant les cadres du Parti socialiste chilien mais dont il avait tenu à faire parvenir le texte à la délégation du P.S. français (François Mitterrand, Gaston Defferre et Claude Estier) qui lui avait rendu visite en novembre 1971. C'est ce texte, pratiquement inédit, qui contient à la fois une leçon politique et un message historique, que nous publions ci-dessous, en hommage à sa mémoire. (1)

C. E.

(1) *En hommage à Salvador Allende le P.S. organise une manifestation samedi à 12 h 30 devant l'ambassade du Chili.*

PAR SALVADOR ALLENDE

LE chemin que nous avons choisi pour aller vers le socialisme suppose des efforts considérables de la part de tous les Chiliens. Il suppose en outre, comme préalable fondamental, que nous puissions établir le cadre institutionnel de la nouvelle forme d'organisation socialiste dans le pluralisme et la liberté.

En finir avec le sous-développement

Notre tâche est de définir et de mettre en pratique, comme voie chilienne vers le socialisme, un nouveau modèle d'Etat, d'économie et de société, fondé sur l'homme, ses besoins et ses aspirations. Il n'y a pas d'expériences antérieures dont nous puissions nous inspirer. Nous avons à découvrir la théorie et la pratique de nouvelles formes d'organisation, politique et économique, aussi bien pour en finir avec le sous-développement que pour construire le socialisme.

Nous ne pourrons y parvenir qu'à condition de ne pas nous laisser détourner de notre route. Si nous oublions que notre mission est d'établir un projet social pour l'homme, toute la lutte de notre peuple pour le socialisme se transformera en une tentative réformiste supplémentaire. Si nous oublions les conditions concrètes dont nous parlons, avec la prétention de créer ici et maintenant quelque chose qui excède nos possibilités, nous échouerons également.

Notre action gouvernementale est dictée par le programme de l'Unité populaire que nous avons présenté aux élections. Et les mesures que nous prenons ne sacrifieront pas les besoins des Chiliens d'aujourd'hui au profit d'entreprises démesurées.

Nos propositions peuvent paraître trop simples pour ceux qui préfèrent les grandes promesses. Mais les habitants de ce pays doivent pouvoir vivre dans des maisons décentes, avec un minimum de conditions d'hygiène, envoyer leurs enfants dans des écoles qui n'auront pas été faites seulement pour les pauvres, et manger suffisamment chaque jour de l'année. Le peuple a besoin de travail, de protection contre la maladie et la vieillesse, de respect de sa personnalité. C'est cela que nous voulons donner à tous les Chiliens dans un délai prévisible. C'est cela qui a été refusé à l'Amérique latine au long des siècles.

Dans le processus révolutionnaire que nous vivons, notre combat politique et social se définit en cinq points : la légalité, le fonctionnement des institutions, les libertés politiques, l'attitude vis-à-vis de la violence et la socialisation des moyens de production.

Le peuple chilien est en train de conquérir le pouvoir politique sans avoir été contraint de prendre les armes. Il avance sur la voie de sa libération sociale sans avoir dû combattre contre un régime despotique ou dictatorial, si ce n'est contre les limitations imposées par une démocratie libérale. Notre peuple aspire légitimement à franchir l'étape de transition au socialisme sans avoir à recourir à des formes autoritaires du gouvernement.

Notre volonté, sur ce point, est très claire. Mais la volonté de garantir l'évolution politique vers le socialisme ne réside pas seulement dans le gouvernement, dans les mouvements et partis qui y sont représentés. Notre peuple s'est soulevé contre la violence institutionnalisée que fait peser sur lui le système capitaliste. C'est pourquoi nous sommes en train de transformer les bases de ce système.

Mon gouvernement repose sur la volonté populaire librement exprimée. Il n'a de comptes à rendre que devant elle. Les mouvements et partis de l'Unité populaire ont mission d'orienter la conscience révolutionnaire des masses et d'exprimer leurs aspirations et leurs intérêts. Ils sont également directement responsables devant le peuple.

Responsables devant le peuple

Si la violence, intérieure ou extérieure, la violence sous l'une quelconque de ses formes, physique, économique, sociale ou politique, venait à menacer notre développement normal et les conquêtes des travailleurs, se trouveraient alors en grave péril la continuité institutionnelle, les fondements juridiques de l'Etat, les libertés politiques et le pluralisme. Le combat pour l'émancipation sociale ou pour la libre détermination de notre peuple adopterait obligatoirement des formes différentes de ce que nous appelons, avec un légitime orgueil et un réalisme historique, la voie chilienne vers le socialisme.

L'unité des forces populaires et le bon sens des couches moyennes nous donnent la supériorité indispensable pour que la minorité privilégiée ne puisse facilement recourir à la violence. Si la violence ne se déchaîne pas contre le peuple, nous pourrons transformer les structures fondamentales du système capitaliste dans la démocratie, le pluralisme et la liberté. Sans contraintes physiques inutiles, sans désordres institutionnels, sans désorganisation de la production. Mais selon le rythme déterminé par le gouvernement en tenant compte des besoins du peuple et du développement de nos ressources.

Ceux qui vivent de leur travail ont aujourd'hui entre leurs mains la direction politique de l'Etat. Responsabilité suprême. La construction du nouveau régime social trouve dans le peuple ses acteurs et ses juges. Il appartient à l'Etat d'orienter, d'organiser et de diriger, mais en aucune façon de se substituer à la volonté des travailleurs. Tant dans le domaine économique que dans le domaine politique, ceux-ci doivent détenir le pouvoir de décision. Réaliser cela sera le triomphe de la révolution.

Dimanche à 11 heures à Crosne (Essonne). Michel Berson, député-maire de la ville et Claude Estier, député de Paris, présideront une cérémonie solennelle devant la stèle élevée en hommage à Salvador Allende.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325